

LE TERRORISME ET LES ACCUSATIONS CONTRE TRIPOLI

M. Kadhafi menace d'« embraser » le monde en cas de représailles

Complaisances...

« La Libye centre mondial du terrorisme. » L'accusation portée publiquement par M. Shimon Pérès, approuvée par Washington, n'est pas véritablement une nouveauté, tant le colonel Kadhafi s'est vanté d'entretenir à grands frais des opposants de tous bords et les Palestiniens les plus extrémistes. Mais la convergence des accusations et les menaces explicites portées contre son pays à la suite des attentats meurtriers de Vienne et de Rome l'ont amené à réagir.

Condamnant à son tour le terrorisme — mais les mots n'ont pas toujours le même sens à Tripoli qu'ailleurs — le dirigeant libyen a menacé Israël, les États-Unis et le monde d'un « conflit interminable » en cas d'agression contre la Libye.

Ces rodomontades pourraient faire sourire si le colonel Kadhafi n'avait transformé son pays en véritable arsenal avec toute la panoplie nécessaire à la réalisation de ses buts. De six mille à neuf mille conseillers militaires soviétiques stationnés en Libye pour entretenir un armement qui continue d'arriver à flot.

Poursuivant depuis des années les mêmes objectifs : détruire Israël, reconstruire la « grande terre de la nation arabe », faire triompher la « révolution populaire » à travers le monde, le dirigeant libyen n'a lâché sur aucun moyen pour y arriver. Ses échecs répétés n'ont entamé en rien sa résolution. Au demeurant, il n'est pas seul, et il trouve des oreilles complaisantes dans de nombreux pays.

Le débat en France entre adversaires et partisans du maintien de bonnes relations avec la Libye n'a-t-il pas vu triompher ces derniers quand le gouvernement a cru pouvoir signer un accord en bonne et due forme avec Tripoli pour l'évacuation des contingents français et libyens du Tchad ? Alors même que le colonel Kadhafi avait renié sa parole, M. Mitterrand ne s'est-il pas rendu ensuite en Crète pour le rencontrer ? Pour quel profit ? Sinon un gain politique pour les dirigeants libyens. Reçu à Paris en novembre dernier, M. Ali Triki, ministre libyen des affaires étrangères, ne s'est-il pas félicité des bonnes relations des deux pays, annonçant pour le début de cette année la réunion de la commission mixte ?

N'est-ce pas non plus quelques milliers d'Américains, il est vrai en rupture de ban avec leur pays, qui permettent l'exportation du pétrole dont les revenus sont indispensables à la poursuite du rêve kadhafien ? Le dirigeant libyen n'a-t-il pas été reçu à plusieurs reprises à Vienne ?

Isolé le colonel Kadhafi, réclame aujourd'hui M. Shimon Pérès. Il y faudrait une volonté politique qui fait pour l'instant défaut, à moins que la nette baisse des revenus de la Libye ne la rende moins attrayante aux investisseurs occidentaux, longtemps attirés par les dollars faciles. Et pourquoi le Kremlin se priverait-il de cette base stratégique dans la Méditerranée ? Fou, le colonel Kadhafi ? Pas tellement. Et trop nombreux encore sont ceux qui utilisent à leur profit son délire ou la crainte qu'il inspire.

Alors que la plupart des experts occidentaux de la lutte antiterroriste mettent de plus en plus directement en cause le colonel Kadhafi, celui-ci a réagi, le mercredi 1^{er} janvier, au cours d'une conférence de presse, affirmant notamment qu'en cas d'agression contre la Libye celle-ci déclencherait « une guerre qui embrasera toute la Méditerranée, le Proche-Orient et probablement le monde entier ». (Lire nos informations page 3.)

Le même jour, devant la Knesset, M. Shimon Pérès a prononcé un discours pratiquement consacré à la dénonciation de la Libye en tant qu'État « qui pratique le crime sous toutes ses formes ». Le premier ministre israélien a évoqué la possibilité d'une opération militaire contre la Libye, mais ne l'a pas explicitement retenue. « On devrait d'abord, a-t-il dit, se poser une question simple : pourquoi pardonne-t-on à la Libye et ferme-t-on les yeux sur ses agissements ? On traite Kadhafi en respectant les règles diplomatiques, comme si lui-même les honorait. »

Mercredi également, l'Espagne a fait savoir qu'elle avait expulsé à la fin décembre trois officiels libyens, dont deux étaient porteurs de passeports diplomatiques, les soupçonnant de préparer un attentat contre un opposant libyen. Le même jour, les autorités grecques faisaient savoir qu'elles venaient d'arrêter huit Palestiniens, liés aux mouvements hostiles à Yasser Arafat, qui préparaient également un attentat. Or on sait qu'Abou Nidal, considéré comme l'organisateur des attentats de Vienne et de Rome, est maintenant installé à Tripoli. Dernier épisode de cette chronique « terroriste » : l'arrestation en Belgique de deux Arabes non identifiés mais dont l'un aurait subi un entraînement dans un camp terroriste. Elle a permis à la police de découvrir une importante cache d'armes et d'arrêter deux Belges.



L'« incivisme » des jeunes

« L'éducation civique, pour quel faire ? » Un débat public sur ce thème, organisé par France-Culture et le Monde et animé par Marie-Christine Navarro, sera diffusé sur cette chaîne, le vendredi 3 janvier, à 20 h 30.

Il réunira M. Robert Fabre, secrétaire de la République ; M^{me} Anne-Marie Franchi, présidente de l'association Citoyens et Démocratie de la ligne de l'enseignement ; M^{me} Philippe Joutard, président de la commission de réforme de l'enseignement de l'histoire ; Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme, et Claude Nicolet, auteur du rapport sur l'éducation civique.

par FRÉDÉRIC GAUSSEN

Près d'un million et demi de jeunes Français en âge de voter ne sont pas inscrits sur les listes électorales (1). Voilà un chiffre qui justifie à lui seul la décision du gouvernement de relancer l'éducation civique à l'école. Il est urgent d'apprendre aux futurs électeurs les règles élémentaires de la vie publique, si l'on ne veut pas que la démocratie se vide de son sens, par la démission de ceux qui en sont les dépositaires.

« L'État républicain est fait de personnes libres et responsables ayant le sens de l'intérêt général. On nait citoyen ; on devient un citoyen éclairé », peut-on lire en tête des nouvelles instructions rédigées par M. Chevènement (2). Noble programme ! En se voyant ainsi assignée la tâche de former des « citoyens éclairés », l'école retrouve l'une des missions qui lui avaient confiées les fondateurs de la

République et qu'a rappelées M. Claude Nicolet dans son rapport au ministre de l'Éducation nationale : la République, explique-t-il, n'est pas un don du ciel, mais une conquête. Un combat permanent pour le droit, la justice sociale, l'égalité devant la loi. Le rôle de l'école est de former les soldats de cette cause-là. « Il y a un analphabétisme civique qui doit aussi et surtout être combattu par une instruction », écrit-il dans son rapport (3).

Le consensus qui a accueilli ce rétablissement de l'éducation civique montre qu'il y a dans notre pays accord sur ces objectifs. Et pourtant les choses sont-elles si simples ? Apparemment pas, à en juger par les difficultés qui surgissent lorsqu'on cherche à définir le contenu et les implications concrètes de cette instruction d'un type particulier.

Déjà, dans un article célèbre paru dans le *Débat*, l'historien Pierre Ozouf avait souligné l'illusion qu'il y aurait à vouloir revenir à un enseignement correspondant à une période historique déterminée, marquée par l'exaltation patriotique et la croyance en l'universalité des valeurs républicaines.

Trop d'eau a coulé sous les ponts depuis cet âge d'or, trop

(1) Le Centre d'information civique estime à environ 10 % du corps électoral la proportion des non-inscrits, soit plus de trois millions et demi de personnes. 43 % d'entre elles ont moins de vingt-cinq ans (*Bulletin du CIC*, n° 79, troisième trimestre 1985).

(2) Programme et instructions de l'école élémentaire. Livre de poche.

(3) « Pour une restauration de l'éducation et de l'instruction civique ». *Le Débat*, n° 34, mars 1985. Voir, dans le même numéro, l'article de Mona Ozouf, « Histoire et instruction civique ».

CGT ET FO, CONTRE ; CFDT, POUR...

Les syndicats s'affrontent sur la flexibilité

Le gouvernement va-t-il décider de convoquer l'Assemblée nationale en session extraordinaire pour tenter de faire adopter son projet de loi sur l'aménagement du temps de travail avant les élections ? La question agite le monde politique et syndical. Elle pourrait être tranchée d'ici à la fin de la semaine. Le premier ministre, M. Laurent Fabius, pourrait alors annoncer très vite son choix et ainsi couper court aux spéculations.

C'est parce qu'elles ont conscience que les heures sont désormais comptées que les organisations syndicales se livrent à une ultime guerre d'influence. Toutes, directement ou indirectement, ont pris pour cible M. François Mitterrand, dont elles savent qu'il s'était accordé un délai supplémentaire de réflexion et n'a pas encore arrêté sa position.

Après M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, qui choisissait un 31 décembre pour lancer sa « contre-attaque » en faveur du projet (*Le Monde* du 2 janvier), c'était le tour de M. André Bergeron de riposter le jour de l'an. Dans un télégramme adressé au président de la République, le secrétaire général de la Force ouvrière demandait « instamment de surseoir à toute décision » concernant le projet de loi, « avant qu'il ait eu lieu un entretien » qu'il sollicitait avec insistance pour « exposer les raisons de son opposition ».

« Le projet de loi, s'il était définitivement voté, permettrait de mettre en cause plusieurs dispositions importantes du code du travail », plaide M. Bergeron, en soulignant que « les problèmes en cause », avec l'aménagement du temps de travail, « peuvent et doivent être discutés dans le cadre de l'accord interprofessionnel sur la durée du travail conclu le 17 juillet 1981 ».

Face à cette surenchère, à cette concurrence entre groupes de pression, la CGT décidait à son tour de se manifester publiquement. Farouchement hostile au projet, organisatrice de plusieurs manifestations nationales dont l'ampleur avait été parfois contestée, la première organisation ouvrière ne pouvait rester sans voix dans ce concert. M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT et numéro deux de la centrale de M. Krasuski, accordait donc un entretien au quotidien communiste *l'Humanité*, publié ce jeudi 2 janvier, pour répéter son argumentation et célébrer une victoire qu'il estime prochaine.

« La perspective de retrait du projet constitue un formidable encouragement pour la lutte des salariés en 1986 », déclare M. Vianet, pour qui cela « montre que la lutte paie ». Affirmant que les journées d'action menées par la CGT contre le projet répondaient aux aspirations des travailleurs, le dirigeant CGT assure qu'« on a travaillé au calme depuis 1980 ». Et en précisant l'adresse de M^{me} Maitland-Moreau, pour souligner que la CGT ne participe pas à « ce concours d'initiatives de syndicalisme de salon ».

ALAIN LEBEAUCHE

(Lire la suite page 21.)

LES CONFLITS DE L'AFRIQUE DE L'EST

Les méfaits du tribalisme

Comme un véritable cancer, le tribalisme rongé l'Afrique, faisant fi des États et de leurs frontières, la plupart du temps artificiellement tracées par le colonisateur. Les récents affrontements tribaux à Dar-ban témoignent, s'il en était besoin, que même dans cette Afrique du Sud régie par l'apartheid, le sentiment d'appartenance à une tribu est aussi fort que la volonté de lutte contre la domination blanche.

De notre correspondant

Nairobi. — Être « tribaliste », ça n'arrive qu'aux autres... Les puissants du moment — c'est clair — n'ont d'autre souci en tête que la recherche du bien commun. Ceux qui combattent l'idée qu'ils s'en font sont, souvent, soupçonnés d'utiliser à leur profit l'arme ethnique. Comme,

autrefois, les colonisateurs qui l'avaient découverte en Afrique, étaient passés maîtres dans l'art de la manier. « Ma tribu, c'est le Kenya », affirmait récemment M. Daniel Arap Moi, chef de cet État, pour mieux dénoncer « l'université, laboratoire du tribalisme ».

Tribalisme, un mot tabou, donc, s'il s'agit d'éclairer la politique des gens au pouvoir. « Explication trop courte et trop facile », objectent de distingués africanistes. Dieu sait, pourtant, si, d'un bout à l'autre du continent, les événements se sont amplement chargés de prouver le contraire, le dernier en date étant le coup d'État militaire en Ouganda, né de divisions ethniques au sein même de l'armée.

Inutile de remonter le temps, d'élargir l'horizon pour évoquer les guerres civiles au Nigeria, au

Le dollar au-dessous de 7,50 F

L'augmentation du déficit commercial et des rumeurs sur une baisse des taux d'intérêt expliquent le repli du billet vert.

PAGE 21

Les vœux des Grands

MM. Reagan et Gorbatchev ont exprimé leur volonté de paix.

PAGE 3

Un rapport de l'UNICEF

Les politiques de développement négligent les facteurs humains.

PAGE 5

Le nouveau paysage audiovisuel

Les réformes mises en œuvre par les socialistes aboutissent à un recul de l'économie.

PAGE 18

Le Monde

DES LIVRES

Daniel Boulanger, le magicien
La rentrée littéraire d'hiver
Le feuilleton
de Bertrand Poirot-Delpech
Pages 11 à 15

Débats : l'affaire Barbie (2)
• Étranger (3 à 6) • Chronologie (7) • Société (8-9)
• Culture (10) • Communication (11) • Économie (12 à 22)

Programmes des spectacles (17 et 18) • Radio-télévision (19)
• Informations services : Méthéorologie, Mots croisés, Loto, Loterie nationale, Tacc-Tac (10) • Carnet (19)
• Légion d'honneur (10)
• Annonces classées (20)

JACQUES DE BARRIN

(Lire la suite page 5.)

débats

L'AFFAIRE BARBIE

La cassation de l'arrêt de renvoi de Klaus Barbie devant les assises, qui élargit la notion de crime contre l'humanité, soulève des polémiques. Henri Noguères s'en prend à Serge Klarsfeld, qui aurait voulu distinguer entre les juifs « innocents » et les autres victimes du système nazi. C'est la notion même de « crime contre l'humanité » que conteste Joseph Rovin, alors qu'Yves Laurin demande que l'on dépasse le cadre des frontières pour juger ces forfaits.

Les victimes et les bourreaux

Pourquoi l'on ne peut être d'accord avec la conception qu'a Serge Klarsfeld du « crime contre l'humanité »

J'ai appris avec tristesse — mais sans étonnement — que Serge Klarsfeld avait jugé « regrettable » l'arrêt par lequel la chambre criminelle de la Cour de cassation avait fait droit aux principaux pourvois formés par un certain nombre de parties civiles contre l'arrêt par lequel la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon avait confirmé en tous ses points, même les plus contestables, l'ordonnance rendue dans l'affaire Barbie par le juge d'instruction.

Pourquoi tristesse ? Parce que, surtout s'agissant de l'affaire Barbie, je regrette d'avoir à me séparer de Serge Klarsfeld : j'éprouve, en effet, pour l'action menée par Beate et Serge Klarsfeld (on ne peut les dissocier...), pour le courage moral et physique dont ils ont donné, depuis des années, tant de preuves, pour leur obstination et pour les résultats qu'ils ont finalement obtenus, une admiration qui n'est pas de commande.

Innocents ?

Pourquoi pas d'étonnement, alors ? Parce que l'étonnement, c'est l'état d'esprit que j'ai ressenti lorsque Serge Klarsfeld m'a appris qu'il n'entendait pas relever appel de l'ordonnance rendue par le juge Riss, car il n'était pas choqué de voir que

par HENRI NOGUÈRES (*)

pour celui-ci il ne pouvait y avoir de crime contre l'humanité que dans la mesure où des juifs en avaient été les victimes.

Dans un arrêt qui restera très certainement un des très grands arrêts criminels rendus par notre Cour suprême, et dont la portée dépasse de très loin la misérable personne de Klaus Barbie, la Cour de cassation a rappelé qu'il peut y avoir, dans certains cas, tout à la fois crimes de guerre et crimes contre l'humanité, notamment lorsque des actes atroces et inhumains procèdent de la mise en œuvre d'une doctrine d'Etat ayant institutionnalisé le crime sous sa forme la plus abjecte. Et cela quelles que soient les victimes, sans qu'il y ait lieu d'opérer, comme l'avait fait jusqu'à l'absurde le juge Riss à propos du dernier convoi parti de Lyon le 11 août 1944, un tri sélectif entre les juifs et les autres, tous les autres, qu'ils fussent résistants ou non.

Pour tenter de justifier son propos, Serge Klarsfeld reproche à la chambre criminelle de n'avoir pas maintenu, comme l'avaient fait le juge d'instruction et la chambre d'accusation de Lyon, une distinction entre les juifs « innocents » et les autres victimes du système nazi.

(*) Ancien président de la Ligue des droits de l'homme.

Innocents ? Est-ce à dire que les autres, tous les autres, étaient, au regard de la loi, de notre loi, des coupables ? Il me semble que poser la question, c'est déjà approuver la réponse qui vient d'être donnée par la Cour de cassation.

Au demeurant, ce mot « innocent » évoque — justement s'agissant des juifs que certains desservent en voulant trop les servir — une autre utilisation que, pour ma part, je ne suis prêt ni à oublier ni à pardonner.

C'était, Serge Klarsfeld ne peut l'avoir oublié, au soir de l'attentat commis contre la synagogue de la rue Copernic. Le premier ministre de l'époque, celui-là même qui vient de redécouvrir et de reprendre à son compte la devise « Travail, Famille, Patrie », avait déploré que, outre les juifs réunis pour la prière, des « innocents » qui passaient par là aient été victimes des terroristes.

L'innocence des victimes est-elle le meilleur critère lorsqu'il s'agit de juger la folie sanguinaire, la sauvagerie inhumaine, l'idéologie monstrueuse des bourreaux ?

Il s'est trouvé, au sommet de l'institution judiciaire d'un des derniers Etats de droit de cette planète, des juges pour préférer une autre démarche. Que ceux qui n'ont cessé, depuis que Barbie est incarcéré à Lyon, de condamner ce procès avant même qu'il ne soit ouvert se rassurent : même si l'affaire Barbie n'avait servi qu'à cela, elle n'aurait pas été inutile.

« LA DISSUASION CIVILE » de C. Mellion, J.-M. Muller et J. Semelin

Non-violence

Surprise : la Fondation pour les études de défense nationale publie une réflexion sur la non-violence (1). Les trois auteurs sont des militants de la non-violence, et l'un d'eux, Jérôme Mellion, est membre d'un comité pour le désarmement nucléaire. C'est, bien sûr, de résistance à un agresseur extérieur qu'il s'agit, et le sérieux des auteurs, les limites qu'ils ont fixées à leurs propositions, l'honnêteté de leur analyse, justifient l'apparente audace de l'éditeur.

Il faut d'abord situer la menace. Celle-ci est en Union soviétique, ce qui n'est pas nouveau, mais a de grandes conséquences pour la stratégie que l'on présente. Celle-ci visera d'abord à refuser toute légitimité aux occupants ou à leurs séides. Ce n'est pas si simple, on le sait depuis Vichy, et il importe de préparer le citoyen à y voir clair. Originalité de cette approche : elle déclare périmée la convention de droit qui reconnaissait à l'occupant victorieux des devoirs, donc une certaine souveraineté.

Analogies multiples

La non-violence, n'est pas proposée ici comme substitut mais comme complément à notre actuelle dissuasion nucléaire. Les auteurs précisent, en effet, que leur affaire, à eux aussi, c'est la dissuasion. Les analogies sont multiples entre les deux dissuasions. Même analyse du risque et de l'enjeu, la dissuasion nucléaire faisant valoir le risque, la dissuasion non violente minimisant la valeur de l'enjeu, que le « vainqueur » ne peut plus exploiter à sa guise. Même justification morale par le but exclusivement défensif, et, donc, même inaptitude à l'action hors des frontières. Dans l'une et l'autre

stratégie, on ne demande plus au citoyen de mourir pour le patrie.

Enfin les deux stratégies, nucléaire et non-violence, se rejoignent dans le refus d'envoyer le guerrier à l'échec.

Le choix non violent n'est rien : l'épreuve commence à la défaite. C'est là que le bât blesse. Adopter une attitude de non-violence active devant l'occupant est une chose. Préparer à l'avance des comportements d'après défaite militaire, c'est accepter celle-ci, ce qu'aucun gouvernement français ne saurait faire.

Autre problème : celui de la compatibilité d'une résistance armée et d'une résistance non violente. Pour tenter de sortir du dilemme, on prend ici le parti de l'efficacité, rejetant peu ou prou l'éthique fondatrice de la non-violence.

L'ouvrage ne cache pas qu'il n'existe aucune expérience historique d'un succès de la non-violence face à une agression extérieure. Aussi bien les mesures de préparation préconisées pour notre défense sont-elles modestes : que l'on étudie enfin en haut lieu les possibilités de stratégie complémentaire qui offre la non-violence ; que l'on « maintienne ouverte » l'option que les auteurs recommandent.

Ce livre était nécessaire. Au non-violent tenté par l'utopie, il montrera que l'efficacité requiert le compromis. Au stratège militaire, il rappellera que la victoire va volontiers à qui refuse de jouer le jeu.

Général LE BORGNE (CR).

(*) La Dissuasion civile : principes et méthodes de la résistance non violente dans la stratégie française, par Christian Mellion, Jean-Marie Muller et Jacques Semelin. FEDN Hôtel national des Invalides, 75007 Paris, 65 F.

Un procès impossible

Une victoire posthume de l'hittérisme. Parce qu'est remise en cause la règle de la prescription trentenaire, un des fondements de l'Etat de droit

par JOSEPH ROVAN (*)

INTERROGÉ par la télévision allemande, le lendemain de l'arrestation de Klaus Barbie, je disais que, si j'avais eu du pouvoir dans cette affaire, j'aurais fait administrer à l'ancien responsable de la Gestapo lyonnaise une piqûre mortelle dans l'avion. Après quoi l'on aurait dit que le vieillard n'avait pu supporter le voyage. Je ne suis donc pas suspect de sympathie pour un homme qui a fait prendre et torturer tant de mes camarades de la Résistance lyonnaise.

En m'exprimant de la sorte je tenais à faire comprendre que j'étais fermement opposé au procès que la justice française allait être obligée d'organiser, comme d'ailleurs à tous les procès de criminels de guerre se déroulant postérieurement au délai de prescription prévu par le droit commun, qui est en l'occurrence le droit tout court. Non seulement parce que après trente, quarante et bientôt cinquante ans, la plupart des témoins sont morts et qu'il n'est guère possible de se fier à la mémoire détaillée des survivants.

De ces difficultés, chacun des grands procès de criminels de guerre qui se sont déroulés en Allemagne au cours des dix dernières années a fourni des preuves surabondantes. Non seulement parce que le procès Barbie est programmé d'avance comme un procès contre la France et contre la Résistance française par un avocat dont les scrupules et la passion politique me sont connus depuis le temps où, au lieu de défendre simplement et individuellement ses clients algériens, comme le faisait le plus novice des lieutenants commis d'office devant les tribunaux militaires, il cherchait avant tout à tirer des procès contre les membres du FLN ou les combattants algériens des avantages pour sa lutte politique.

Je considère, bien au-delà de ces arguments de fait (que les responsables n'auraient cependant pas dû écarter même s'ils ne pouvaient connaître à l'avance le nom de l'avocat qui joindrait ainsi Barbie aux militants de la décolonisation dont il s'était précédemment fait le défenseur), que la règle de la prescription trentenaire est un des fondements de l'Etat de droit pour lequel nous avons combattu contre les nazis, et que tout ce qui met en cause cette règle, enracinée aussi bien dans le droit formel que dans le droit naturel, constitue une victoire posthume accordée à l'hittérisme. C'est pourquoi j'ai d'ailleurs joint ma voix à celles qui, en Allemagne, se sont opposées à la prolongation des délais de prescription pour les crimes de guerre.

Nuremberg et le droit

La décision récente de la Cour de cassation française, qui a choisi une interprétation très large de la notion de « crime contre l'humanité », est venue renforcer ma conviction. Les textes qui fondent cette notion sont tous postérieurs à la date où ces crimes ont été commis. Il en était ainsi de l'accord interallié du 8 août 1945 créant le tribunal de Nuremberg, et il en fut ainsi de la loi française qui a introduit cette notion avec son imprescriptibilité dans notre propre législation.

La violation de la règle de la non-rétroactivité des lois me paraît encore plus grave, en ce qui concerne le fondement de l'Etat de droit, que la suppression de la prescription. L'ordre légal repose essentiellement sur cette règle, et, même si le crime, comme dans le cas du génocide, dépasse tout ce que l'imagination avait pu auparavant concevoir, les lois existantes doivent suffire à punir les coupables.

En fait, le tribunal de Nuremberg, jouant au nom d'un droit international pénal qui n'existait pas et qui n'existe hélas ! toujours pas (et devant lequel, s'il avait existé, un des gouvernements créateurs du tribunal aurait dû être jugé pour des crimes analogues à ceux des hitlériens), a laissé planer sur la condamnation des crimes nazis un doute sinon de légitimité du moins de légalité qui aurait pu être évité si Goering et ses complices avaient été jugés par un tribunal allemand en application de la législation alle-

mande en vigueur avant 1933. Celle-ci aurait largement suffi pour les envoyer tous à la guillotine.

La manière dont la Cour de cassation par son interprétation extensive de textes si douteux qu'à mon avis ils n'auraient jamais franchi le barrage du Conseil constitutionnel s'il avait existé à l'époque, ou s'il avait été invoqué à temps, transforme en crimes contre l'humanité, une grande partie des crimes de guerre, quarante ans après la fin de la guerre dont il s'agit, démontrant d'une manière éclatante la fragilité

(*) Déporté de la Résistance (Dachau n° 76 657), commandeur de la Légion d'honneur.

des fondements de l'édifice élaboré depuis 1945 autour de la notion de crime contre l'humanité, dotée par-dessus le marché de l'imprescriptibilité et de la rétroactivité.

Un droit international pénal suppose une structure gouvernementale, administrative, policière, capable d'en imposer l'application, qui de toute évidence n'existe pas et n'est malheureusement pas près d'exister. Le seul bien que l'on peut espérer du procès Barbie — à côté de la satisfaction légitime d'un besoin de vengeance qu'on aurait pu obtenir autrement — sera peut-être de mieux faire comprendre par l'opinion française et allemande que l'Etat de droit ne doit pas faire fi des règles élémentaires du droit.

Cour pénale internationale et crimes contre l'humanité

C'est devant la communauté mondiale que certains coupables devraient répondre de leurs actes

par YVES LAURIN (*)

UN code des infractions internationales aux droits de l'homme et une cour chargée de l'appliquer devraient être créés. L'opinion publique y est à nouveau sensibilisée à l'occasion des procès engagés pour juger en Argentine les membres des juntas militaires et en France Klaus Barbie.

Ces procès largement présentés et commentés suscitent une réflexion non seulement au plan juridique mais aussi au regard de l'histoire.

Ils ont rappelé le précédent du tribunal international de Nuremberg et les projets de juridictions internationales menés au lendemain de la seconde guerre mondiale. Car les violations les plus graves aux droits de l'homme atteignent l'humanité tout entière et engagent la responsabilité de leurs auteurs devant la communauté internationale.

Elles correspondent à la notion de crime contre l'humanité apparue pour la première fois dans la charte du tribunal de Nuremberg du 8 août 1945.

Ultérieurement, ce concept a encore été défini par les conventions internationales sur la prévention et la répression du crime de génocide et sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

D'autres atteintes pourraient y être assimilées, notamment les disparitions forcées de personnes et, parmi les traitements inhumains et dégradants, la pratique de la torture et celle des internements psychiatriques.

Par ailleurs, les textes proposés après la guerre, en particulier au sein de l'ONU, pour instituer une cour internationale devraient être repris et mis à jour.

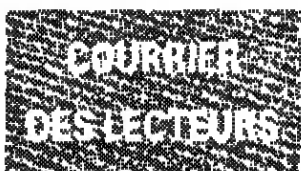
Ainsi l'idée d'un haut commissariat aux droits de l'homme serait associée au fonctionnement de cette juridiction pour jouer un rôle préventif d'alerte et aussi pour ouvrir les poursuites.

Aujourd'hui, les décisions récentes prononcées à Buenos-Aires, où les violations forcées de personnes ont été condamnées, et à Paris, où la notion de crime contre l'humanité a été précisée, sont d'une grande portée.

Elles permettent en effet de mieux dessiner ce corps de règles internationales qui seraient appliquées par la cour pénale.

Après une longue attente, une étape importante vient d'être franchie pour établir une garantie pénale internationale aux droits de l'homme.

(*) Secrétaire de la Fédération internationale des droits de l'homme.



Curieux argument

Vous avez trouvé utile de publier (le Monde du 19 décembre) la lettre d'un lecteur qui « s'étonne » des réactions suscitées par la visite de Jaruzelski. La raison de cet étonnement ? Eh bien... Giscard d'Estaing avait « reçu à sa table un certain Bokassa ». Ben voyons ! Ainsi, de précédent en précédent, les erreurs et déficiences de l'un autoriseraient et excuseraient indéfiniment les erreurs et déficiences (et la morgue) de l'autre !

Tout le débat politique français est de cette farine. (...) Ce genre d'argument non seulement donne une idée peu favorable de l'état moral de la nation française, il est de surcroît intellectuellement désastreux (...).

R. DAUMIÈRES (La Haye).

RATP :

on attend les sanctions

Je lis dans le Monde du 26 décembre, à la fin de l'article sur la RATP : « la fermeté de la direction », etc. La fermeté de la direction ?

J'ai été le 20 décembre l'un des millions d'otages pris par la poignée de grévistes sauvages de la RATP (...). Quelle a été la réaction de la direction ? Tout lâcher tout de suite, sans sanction, et même en payant les heures de grève sauvages !

On a eu beau coup maugreuer la chose par des communiqués « muscoliniens », la CGT a eu beau, pour essayer de sauver la face (et le poste) du président, ex-permanent du PC, ex-militant de choc de la CGT, souligner dans le tract dont vous parlez les « quatre heures de négociations coupées par deux pauses », la réalité est là.

Quelle est cette volonté ambiante où l'on n'a même pas le courage d'avouer qu'on s'est déculotté ? Quand la loi est bafouée sans sanction, cela s'appelle le désordre. On attend à présent avec intérêt la réaction du gouvernement.

Normalement, le président de la RATP aurait dû démissionner. Comme il ne l'a pas fait, que compte faire le ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports ?

J'ai voté Mitterrand à l'élection présidentielle parce que je crois à la justice et au courage.

Attardons.

JEAN NÈGRE (Le Thor).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauret (1969-1982)

André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 \$; G.-B., 56 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1.700 L. ; Japon, 0,350 ¥ ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 110 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 L. ; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 772 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : diffusiés ou

provisoire (deux semaines ou plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant

leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

étranger

PROCHE-ORIENT

«Les pistolets à silencieux et les haut-parleurs étouffant la vérité sont les deux attributs de la Libye»
déclare M. Shimon Pérès

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Shimon Pérès a lancé mercredi 1^{er} janvier, à la tribune de la Knesset, un virulent réquisitoire contre la Libye, «un Etat qui pratique le crime sous toutes ses formes». Le premier ministre israélien a évoqué l'éventualité d'une opération militaire contre le régime du colonel Kadhafi. Mais il n'a ni clairement repris son compte ni écarté l'idée d'une telle action.

«L'organisation d'Abou Nidal, a déclaré M. Pérès, a perpétré cette année treize attaques ou tentatives d'attaques, faisant quarante-deux morts et trois cents cinquante blessés. Ce groupe n'existe pas dans le vide. Il a des bases opérationnelles en Syrie et surtout en Libye. Ce dernier pays se livre au crime organisé, au crime d'Etat, au crime déguisé contre les autres nations et contre les personnes.»

«Des individus, a poursuivi le premier ministre, quittent la Libye avec leurs pistolets à silencieux et y retournent après avoir commis leurs meurtres de sang-froid. La Libye finance le terrorisme, donne des réceptions en l'honneur des terroristes et diffuse des déclarations applaudissant leurs prétendues opérations héroïques. Les pistolets à silencieux et les haut-parleurs étouffent la vérité sont les deux attributs de la Libye.»

«Certains proposent une opération militaire contre la Libye, a ajouté M. Pérès (en faisant allusion à la suggestion américaine). Pourtant, on devrait d'abord se poser une question simple : pourquoi pardonne-t-on à la Libye et ferme-t-on les yeux sur ses agissements ? On traite Kadhafi en respectant les règles diplomatiques, comme si lui-même les honorait.»

« Si l'on continue de pardonner... »

M. Pérès a ensuite repris en des termes généraux deux thèmes chers à Israël : la nécessité de resserrer la coopération internationale contre les terroristes et de leur rendre la pareille. « Si l'on continue de pardonner aux organisations violentes, si l'on ne frappe pas les pays qui encouragent le crime, la guerre contre le terrorisme ne sera jamais gagnée. »

« Tous les pays responsables, a-t-il observé, doivent renforcer leurs liens dans le domaine du renseignement. Il faut appliquer des sanctions contre les rangs qui financent, arment et accueillent les terroristes. Pour nous, le monde se divise en deux camps : ceux qui recherchent la paix et ceux qui préparent la violence. Israël veut la paix mais n'hésitera pas à frapper ceux qui sabotent le processus de paix dans la région. Nous utiliserons tous les moyens à notre disposition : les »

LA VILLE DE KIRYAT-SHMONA (HAUTE GALILÉE) TOUCHÉE PAR UNE ROQUETTE

Jérusalem (AFP). — La ville de Kiryat-Shmona, en Haute Galilée, a été touchée, dans la nuit de mercredi 1^{er} au jeudi 2 janvier, par une roquette tirée à partir du territoire libanais, a-t-on appris de source militaire israélienne. Il n'y a pas eu de victimes, mais de nombreuses voitures ont été endommagées par l'explosion de la roquette.

C'est la première fois depuis le début de la guerre du Liban (le 6 juin 1982) qu'une roquette atteint directement la ville de Kiryat-Shmona, et une grande partie des habitants de l'agglomération ont passé la nuit dans les abris, a rapporté, de son côté, la radio israélienne.

Deux autres roquettes étaient tombées dans le même secteur quelques heures auparavant. Dans la nuit de mardi à mercredi, rappelle-t-on, une patrouille de l'armée israélienne a intercepté non loin de la frontière libano-israélienne, au sud du Liban, un commando armé qui s'apprêtait à perpétrer des attentats anti-israéliens. Le cadavre d'un des membres de ce commando a été retrouvé mercredi ainsi que de nombreuses armes.

Le colonel Kadhafi menace les Etats-Unis et Israël d'une « guerre interminable »

Le colonel Kadhafi a menacé, au cours d'une conférence de presse donnée mercredi 1^{er} janvier à Tripoli, de déclencher « une guerre qui embrasera toute la Méditerranée, le Proche-Orient et probablement le monde entier en cas d'agression contre la Libye ».

Le dirigeant libyen, selon l'agence d'information libyenne Jana captée à Paris, a affirmé qu'« une agression [par les Etats-Unis et Israël] contre la Libye marquerait le début d'une guerre interminable contre l'impérialisme et le sionisme ».

« Nous espérons que les Etats-Unis et Israël commettent l'erreur de nous agresser car cela entraînera une guerre englobant le Proche-Orient, la Méditerranée et probablement le monde entier », a-t-il ajouté.

« Une agression contre la Libye, a-t-il poursuivi, entraînerait une agression contre la paix et contre ceux qui luttent pour la cause de la paix », soulignant que « le peuple arabe libyen a le soutien de la nation arabe et de tous les peuples épris de paix et de liberté ».

Le colonel Kadhafi a, en outre, affirmé vouloir la paix et souhaiter « voir le monde vivre en paix », mais que cela n'est possible, selon lui, que si sont « préalablement détruites les bases internationales du terrorisme : les Etats-Unis et Israël ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

DIPLOMATIE

DANS LEURS MESSAGES TÉLÉVISÉS AUX PEUPLES SOVIÉTIQUE ET AMÉRICAIN

MM. Reagan et Gorbatchev ont, l'un et l'autre exprimé leur volonté de paix

Dans un échange de messages télévisés diffusés mercredi 1^{er} janvier en URSS et aux Etats-Unis, le président Reagan et M. Gorbatchev, secrétaire général du PC soviétique, ont adressé leurs vœux respectivement au peuple soviétique et au peuple américain. C'est la première fois depuis 1972 — époque de la visite à Moscou de M. Richard Nixon — qu'un président des Etats-Unis pouvait s'adresser directement aux télépectateurs soviétiques.

La lecture de chacun des deux messages a duré cinq minutes. A Moscou, M. Gorbatchev est apparu sur un décor de tapisserie classique. Le visage grave, il s'adressait aux télé-

visionnaires en disant qu'il était « très heureux » de leur adresser ses vœux de paix et de prospérité.

Les deux hommes ont, l'un et l'autre, exprimé leur volonté de paix et exprimé la conviction que leur rencontre de Genève a ouvert de nouvelles perspectives pour une amélioration des rapports entre leurs deux pays. M. Gorbatchev a mis l'accent sur l'arrêt de la course aux armements, notamment de type nouveau — c'est-à-dire dans l'espace. M. Reagan a évoqué l'intérêt des Américains

pour les « questions humanitaires » et souhaité le règlement pacifique des divers conflits armés qui se poursuivent dans le monde.

Le président américain a rappelé qu'il comptait recevoir M. Gorbatchev aux Etats-Unis dans le courant de l'année 1986. Selon des indications en provenance de son entourage, cette rencontre pourrait avoir lieu à l'automne et non au mois de juin comme cela avait d'abord été envisagé. Le Washington Post croit savoir que ce nouveau calendrier est envisagé à la demande des Soviétiques.

On lira ci-dessous de larges extraits des messages de M. Reagan et de M. Gorbatchev.

Le président américain : travaillons ensemble pour faire de 1986 une année de paix

« Voici un peu plus d'un mois, a notamment déclaré M. Reagan, le secrétaire général Gorbatchev et moi nous sommes rencontrés pour la première fois à Genève en vue d'entamer un nouveau chapitre dans nos relations et d'essayer de réduire les tensions et la méfiance réciproques. Nous avons fait, je crois, un bon début. (...) »

« A Genève, j'ai fait part à M. Gorbatchev du profond désir de paix du peuple américain et lui ai dit que les Américains ne voulaient aucun mal au peuple soviétique. Malgré de nombreux domaines de désaccord — ce qui était à prévoir, — nous avons quitté Genève avec une meilleure compréhension l'un de l'autre et de nos objectifs. Nous sommes résolus à élargir cette compréhension dans les mois et les années à venir. (...) »

« L'un des points les plus importants sur lesquels nous sommes tombés d'accord est la nécessité de réduire les armements nucléaires massifs des deux parties. (...) Nous sommes convenus d'accroître les négociations à la fois à un terrain d'entente, de réduire et finalement d'éliminer les moyens de destruction nucléaire. (...) M. Gorbatchev et moi sommes convenus de rechercher des accords basés sur des réductions de 50 % des armes nucléaires offensives, ainsi qu'un accord intermédiaire sur les systèmes nucléaires à moyenne portée. (...) »

■ RECTIFICATIF. — Dans notre article sur « La France vue d'Australie : passé nucléaire et clichés culturels », la date du bicentenaire de l'Australie n'est pas 1987, comme indiqué par erreur, mais 1988.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
LOISIRS

Le chef du PC soviétique : écarter la menace qui pèse sur l'humanité

« La façon dont nous entamons l'année nouvelle, qui a été proclamée année de la paix, me paraît de bon augure, a dit M. Gorbatchev. Nous la commençons par un échange de messages directs (...) »

« A mon avis, c'est un signe encourageant de changement qui, bien que modeste, est néanmoins un changement vers le mieux dans nos relations. Les quelques minutes pendant lesquelles je vais vous parler symbolisent à mes yeux notre volonté de continuer à progresser les uns vers les autres, comme votre président et moi nous avons commencé de le faire à Genève. Pour amorcer une discussion de cette nature, nous étions mandatés par nos peuples, qui veulent qu'un dialogue soviéto-américain conduise à une poursuite sans interruption et produise des résultats tangibles. (...) »

« En m'adressant à vous aujourd'hui, je tiens à dire que les Soviétiques sont dévoués à la paix (...) ». Dans notre pays, aucune famille, aucun foyer n'a oublié ses proches qui ont péri dans les flammes de la guerre — la guerre dans laquelle les peuples soviétique et américain étaient alliés et combattaient côte à côte. Je dis cela parce que notre quête commune de la paix plonge ses racines dans le passé et que nous avons ainsi une expérience historique de coopération qui peut aujourd'hui inspirer nos efforts communs au nom de l'avenir. (...) »

« Les nombreuses lettres que j'ai reçues de vous et mes conversations avec vos compatriotes (...) m'ont convaincu qu'aux Etats-Unis aussi les gens se rendent compte que nos deux nations se doivent de ne jamais entrer en guerre, que leur collision serait la plus grande des tragédies. (...) »

« C'est une réalité du monde actuel qu'il est absurde de rechercher plus de sécurité pour soi au moyen de nouveaux types d'armes. De nos jours, chaque pas dans la course aux armements accroît le risque et le danger pour les deux parties et pour toute l'humanité. (...) »

« La vie elle-même exige avec force que nous allions vers la réduction des armements nucléaires et la préservation de la paix dans l'espace. C'est là-dessus que nous négocions à Genève, et nous aimons »

Le respect de tous...

« J'ai aussi évoqué le vif intérêt des Américains pour les questions humanitaires. Notre système démocratique est fondé sur la foi en la sainteté de la vie humaine et sur les droits de l'individu — liberté d'expression, de réunion, de mouvement ou de culte. C'est pour nous une vérité sacrée que chaque individu est un don unique de Dieu, doté des talents, des capacités, des espoirs et des rêves qui lui sont propres. Le respect de tous est essentiel à la paix. Et, comme nous en sommes convenus à Genève, le fait de progresser vers la solution de questions humanitaires dans un esprit de coopération contribuerait grandement à faire de 1986 une année meilleure pour nous tous. (...) »

« L'établissement d'une paix sûre et durable suppose également le règlement pacifique des conflits armés qui causent tant de douleur humaine dans de nombreuses parties du monde. J'ai proposé plusieurs mesures concrètes pour aider à résoudre de tels conflits. J'espère qu'en 1986 nous accomplirons des progrès dans cette direction. (...) »

« Il y a beaucoup à faire. M. Gorbatchev se rendra en visite aux Etats-Unis plus tard cette année. Je me réjouis de lui montrer notre merveilleux pays et l'espérer rencontrer beaucoup d'entre vous. (...) »

« Au nom du peuple américain, je vous souhaite à tous une bonne et heureuse année. Travaillons ensemble pour faire une année de paix. (...) »

(1) The winter of our discontent, de John Steinbeck.

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Grèce : huit Palestiniens arrêtés à Athènes

On a appris, mercredi 1^{er} janvier, à Athènes, l'arrestation de huit Palestiniens, six hommes et deux femmes, qui selon certaines sources s'apprêtaient à commettre un attentat contre l'O.L.P. et son leader Yasser Arafat. Ils font partie d'un groupe intitulé « Armée secrète pour la libération de la Palestine » qui serait proche des dirigeants palestiniens Abou Nidal et George Habache.

Le chef du groupe et une femme étaient venus une première fois à Athènes en septembre dernier. Ils étaient partis en Tunisie avant de revenir le 24 décembre. Les six autres membres du commando sont arrivés de Syrie et de Chypre le 20 décembre dernier.

La police grecque essaie d'établir les liens éventuels du commando avec les récents attentats contre les aéroports de Rome et de Vienne. La presse grecque fait par ailleurs état mardi et mercredi d'une série d'interpellations à Athènes de personnes d'origine arabe dans le cadre de l'enquête sur ces mêmes attentats.

Le ministre grec de l'Intérieur et de l'ordre public, M. Thanassis Tsoufas, avait annoncé lundi dernier que la Grèce et l'O.L.P. allaient coopérer pour combattre les actions terroristes en Grèce. Cette annonce faisait suite à la visite à Athènes d'un haut responsable de l'O.L.P., M. Hayel Abdel Hamid (le Monde du 1^{er} janvier). — (AFP.)

Belgique : un arsenal dans une vidéothèque

De notre correspondant

Bruxelles. — Samedi, 10 heures du matin : deux « Arabes » — ni leur nom ni leur nationalité n'ont été révélés — arrivent à l'aéroport international de Bruxelles, dans un avion en provenance d'Athènes.

Au moment des contrôles de police, les gendarmes constatent que le nom de l'un d'eux apparaît sur leur fichier informatisé : il aurait suivi un stage de formation dans un

camp terroriste du Liban ! Les deux hommes, qui étaient attendus par le propriétaire belge d'une vidéothèque, sont aussitôt mis sous surveillance. Ils se rendent à Hasselt, en Flandres, à 100 kilomètres de Bruxelles.

Lundi, 18 heures, à Hasselt : les gendarmes en civil, répartis en petits groupes, « donnent l'assaut » et se ruent vers la vidéothèque, ouverte seulement depuis quinze jours, et une petite épicerie. Etonnés par cette attaque-éclair, certains clients pensent un temps qu'ils ont affaire à la tristement célèbre bande des tueurs du Brabant.

Les gendarmes arrêtent quatre personnes, dont le patron de la vidéothèque, déjà condamné, ainsi que les deux Arabes. Un véritable arsenal est découvert dans la vidéothèque, ainsi qu'au domicile du propriétaire : plus de 15 kilos d'explosifs, quatre carabines 22 long rifle, une mitrailleuse 30 (du type de celles qui sont placées sur les Jeeps ou les blindés), des armes de poing, des armes blanches, des grenades à main, quelques centaines de munitions, des mécanismes de mise à feu à retardement, des mécanismes pour mines terrestres...

La question essentielle qui se pose est, bien entendu, de savoir à quel usage étaient destinées ces armes. Certains parlent d'un éventuel attentat contre l'aéroport de Bruxelles. Les quatre personnes arrêtées, qui sont toujours gardées par la police, se sont, pour le moment, montrées peu loquaces. Comme d'ailleurs le procureur du roi de Hasselt, chargé de l'enquête. Celui-ci a déclaré, mardi matin, que les carnets, notes, numéros de téléphone trouvés au domicile du propriétaire de la vidéothèque permettraient peut-être de savoir si le groupe avait des ramifications.

J.-A. F.

ESPAGNE : expulsion de trois Libyens

(De notre correspondant.)

Madrid. — Le gouvernement espagnol a expulsé, en décembre, trois fonctionnaires de l'ambassade libyenne, a-t-on appris le 1^{er} janvier à Madrid. Les trois hommes préparaient un attentat contre un opposant de leur pays actuellement en exil, qui s'apprêtait à visiter la capitale espagnole.

Leur identité n'a pas été rendue publique, mais il semble que deux d'entre eux disposaient d'un passeport diplomatique. L'expulsion aurait eu lieu quelques jours à peine avant les deux attentats contre la compagnie israélienne El Al de Rome et de Vienne. C'est la CESID (organisme des services secrets militaires) qui a apparemment découvert, en collaboration avec la police, les activités illégales des trois fonctionnaires. Tout porte à croire que l'ambassade de Libye à Madrid est soumise à une discrète surveillance des services d'information, le gouvernement espagnol soupçonnant Tripoli, sans disposer de preuves irréfutables, de soutenir les indépendantistes basques de l'ETA militaire.

Dans les milieux diplomatiques espagnols, on fait valoir que les preuves présentées contre les personnes expulsées étaient assez solides pour que la Libye se soit tenue de protester contre cette mesure. Celle-ci n'avait pas été rendue publique pour éviter une nouvelle détérioration des relations entre les deux pays, déjà difficiles malgré la rencontre que le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, et le « guide de la révolution libyenne », le colonel Kadhafi, avaient eue à Palma-de-Majorque en décembre 1984.

Th. M.

ible
remise en cause

éléments de l'édifice ébauché en 1945 autour de la notion de l'humanité, dotée du marché de l'impression et de la rétroactivité.

droit international pénal ne se structure gouverner, administrer, policier, etc. L'évidence n'existe pas. Le seul bien que l'on peut faire, c'est de constater la satisfaction légitime d'un « vengeance » qu'on aura fait autrement — sera peut-être faire comprendre en français et allemand de la droit ne doit pas faire l'élémentaire du droit.

rnationale
l'humanité

uté mondiale
épandre de leurs actions

autres atteintes pourraient assimiler, notamment les victimes forcées de personnes et les traitements infligés dégradés, la prime lotture et celle des inam-pychiatiques.

ailleurs, les textes proposés la guerre, en particulier à l'ONU, pour instituer un internationalisme devraient être et pas à jour.

si l'idée d'un haut commandement des droits de l'homme s'inscrivent au fonctionnement la juridiction pour jouer le préventif d'alarme et ainsi servir les pouvoirs.

seulement en effet à dessiner le corps de ces structures qui seraient appelées par la cour pénale.

une longue attente, et l'importance d'un tel projet pour établir une justice internationale aux deux échelons.

Secrétaire de la Fédération nationale des droits de l'homme.

ABONNEMENTS
BP 507 09
12 PARIS CEDEX 09

FRANCE
672 F 954 F 1200 F

LES PAYS ÉTRANGERS
1337 F 1925 F 2300 F

CHANGER (par correspondance)
BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
962 F 1200 F 1300 F

LE SUISSE, L'ALLEMAGNE
972 F 1200 F 1300 F

et ailleurs : tarif par demande
tarif de 100 francs par an
tarif de 100 francs par an
tarif de 100 francs par an

tarif de 100 francs par an
tarif de 100 francs par an
tarif de 100 francs par an

tarif de 100 francs par an
tarif de 100 francs par an
tarif de 100 francs par an

PROCHE-ORIENT EUROPE

APRÈS L'ATTENTAT
CONTRE LE CHEF DE LEUR SERVICE DE SÉCURITÉ

Les Forces libanaises portent de graves accusations contre le président Gemayel

De notre correspondant

Beyrouth. — L'épreuve de force au sein du camp chrétien a atteint une dimension nouvelle avec les accusations directes et graves formulées par les Forces libanaises (milice chrétienne unifiée) à l'encontre du président de la République, M. Amin Gemayel, à la suite de l'attentat contre le chef de leurs services de sécurité, M. Assad Chafar.

Dans un communiqué diffusé avec une insistance répétée par leurs stations de radio et de télévision, les Forces libanaises affirment catégoriquement que cet attentat a été « préparé et exécuté par Eld Nasr, chef du service de sécurité du président de la République, M. Amin Gemayel », rappelant à cette occasion plusieurs attentats perpétrés en secteur chrétien — contre la résidence du supérieur des moines maronites, le père Boulos Naaman, la voiture du député M. Albert Mokheiber, et contre l'auteur de théâtre satirique Elias, notamment — et les attribuant tout aussi catégoriquement à « l'homme du président ». M. Nasr, qui, souligne à l'occasion les Forces libanaises, est toujours en fonction. Le même M. Nasr serait, selon elles,

également responsable de l'enlèvement ce 1^{er} janvier d'un journaliste du quotidien *Al-Joumhouriya*, lié à la milice chrétienne, M. Assaf Kfoury, qui a été relâché après avoir été battu.

Autre précision fournie par les Forces libanaises : la cible réelle de l'attentat du 31 décembre n'aurait pas été M. Chafar, mais leur chef, M. Eli Hobeika, signataire de l'accord de Damas qui faisait convoi avec son adjoint mais s'en était détaché quelques kilomètres auparavant.

Le président Gemayel, qui se rend ce 2 janvier à Damas pour une rencontre avec le président Assad, a réagi en ordonnant au procureur de la République de faire immédiatement la lumière sur cette affaire en vue de sanctionner les coupables. Sa position, lors de cette dixième rencontre avec son homologue syrien, déjà inconfortable, le devient plus encore.

Le chef de l'Etat, tenu à l'écart de l'accord de Damas mais qui constitue une pièce centrale de sa mise à exécution, n'a en effet aucun intérêt à la convention précitée. Mais, en tant que responsable suprême du pays et sur le plan pratique, il lui est difficile de dire non à l'accord et à la Syrie. Aussi a-t-il adopté une attitude de « oui mais » dont le cap ne sera pas facile à tenir.

Les graves convulsions au sein du camp chrétien, prévisibles dès lors que les Forces libanaises concluaient leur accord avec les milices musulmanes, ont amené M. Camille Chamoun à prendre la tête d'un regroupement de différents mouvements chrétiens, incluant le parti phalangiste, dont la position est d'appuyer la cessation de l'état de guerre prévue par l'accord mais non ses dispositions institutionnelles et politiques.

LUCIEN GEORGE.

Ils sont 380 000 selon les autorités, 500 000 selon eux-mêmes, mais ils n'existent pas officiellement en tant que tels : les Tsiganes de Hongrie, qui constituent la plus importante minorité nationale du pays, ne sont pas considérés comme une nationalité et ne sont pas comptabilisés lors des recensements. Cependant, les problèmes s'accroissent et le fossé se creuse entre la situation de cette minorité et celle de la majorité hongroise. Un Conseil national tsigane et une Union tsigane sont en cours de formation.

« Depuis quarante ans, la situation des Tsiganes a beaucoup évolué, affirme l'écrivain Menyhert Lakatos, porte-parole incontesté de sa communauté. Il y a maintenant des intellectuels tsiganes, ce qui est tout à fait nouveau. Mais, en même temps, le fossé s'est creusé entre nous et les Hongrois dans tous les domaines ».

En 1964, le gouvernement lance un grand programme de suppression des maisons traditionnelles, en pisé ou torchis. Celles-ci, insalubres, perpétuaient la ségrégation entre quartiers tsiganes et hongrois. Les Tsiganes bénéficient de prêts sans intérêt de l'Etat, qui leur permettent d'acquiescer un logement : maisons paysannes vétustes dans un village en déclin ou petites maisons construites spécialement pour eux. Les sommes prêtées étant très faibles, ces constructions répondent à des « normes réduites » : une pièce, une cuisine, pas d'eau courante, pas d'installation sanitaire, matériaux rudimentaires. Et, de nouveau, la ségrégation.

Ainsi à Esztergom, à une soixantaine de kilomètres au nord de Budapest, une route de terre mène vers une douzaine de ces maisons construites en plein champ, derrière une uaine, à l'écart de la ville. Les vitres sont brisées, les toitures endommagées, les peintures ne sont plus qu'un souvenir. Dans ces maisons d'entassement des familles comptant souvent huit ou dix membres, « il est sûr que ces maisons sont un progrès par rap-

port aux « putris » [nom des anciennes habitations], explique un sociologue. Mais, pendant ce temps, le reste de la population hongroise, surtout les paysans, a beaucoup amélioré ses conditions de logement. Il n'y avait pas auparavant une telle différence entre la maison des paysans pauvres et celle des Tsiganes ».

Les emplois les plus mal payés

La majorité des Tsiganes vivent dans l'est du pays, dans des régions dévalorisées où le travail est rare. Si bien que la plupart des hommes ne trouvent pas d'emploi près de leur domicile et qu'un tiers d'entre eux doivent se rendre à Budapest pour travailler. Ce sont eux qui occupent la quasi-totalité des emplois dans le bâtiment. Ils ont des postes de manœuvre dans les entreprises les plus anciennes. Ce sont également eux qui remplissent la majorité des emplois saisonniers dans l'agriculture. D'une façon générale, leurs emplois sont les plus mal payés, ce qui explique que les deux tiers des familles tsiganes vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Jusqu'à un passé assez récent, les « musiciens » formaient l'élite sociale et économique tsigane. Mais leur situation est de plus en plus difficile. « Quatre mille à cinq mille personnes vivent de la musique à Budapest », constate Tivadar Fatyol, célèbre musicien et compositeur tsigane. Mais leurs salaires sont très bas et le chômage de plus en plus important. La concurrence de la musique disco et pop les repousse au second plan ».

La condition des femmes est encore plus mauvaise. Elles ne peuvent souvent pas travailler, car elles ont, très jeunes, de nombreux enfants (fréquentement sept ou huit) et vivent seules puisque leur mari doit s'éloigner pour trouver du travail. Et celles qui pourraient avoir une activité professionnelle sont victimes d'une discrimination antisigane.

Leur niveau de vie et d'instruction et si bas que les Tsiganes ne peuvent pas participer à la seconde économie, « parallèle », qui leur garantirait des conditions de vie plus correctes. Il leur est interdit également d'obtenir des emplois plus qualifiés. De cette façon aussi, le fossé entre Tsiganes et majorité hongroise se creuse.

L'alphabétisme a pratiquement disparu pourtant chez les jeunes qui sont tous scolarisés. Encore un progrès important par rapport à la situation d'avant guerre. Mais, alors que la quasi-totalité des enfants hongrois achèvent les huit classes obligatoires, 28 % seulement des enfants tsiganes y parviennent en 1978. Les 20 % d'entre eux dont la langue maternelle est le tsigane ou le roumain ont beaucoup de mal à suivre les cours des écoles hongroises. Plus grave encore, environ 15 % des élèves sont envoyés dans des écoles pour enfants déficients mentaux, alors que leur handicap est culturel. Il est à peu près impossible de sortir de ces institutions et de rattraper le retard scolaire.

Une question avant tout culturelle

Et pourtant, une couche « intellectuelle » commence à se constituer avec des poètes, des écrivains, des peintres, quelques ingénieurs et médecins... Certains essaient de faire oublier leur origine tsigane, mais d'autres revendiquent leur appartenance et se sentent investis d'une mission. Menyhert Lakatos dit ainsi : « Je pourrais écrire sur d'autres sujets, mais j'ai des choses importantes à dire sur les Tsiganes, que personne n'a dites auparavant. C'est ma responsabilité vis-à-vis des miens ».

Selon lui, la « question tsigane » est avant tout culturelle : la culture tsigane n'évolue plus et, bien que les Tsiganes vivent au sein de la culture hongroise, ils ne la connaissent pas et n'y participent pas.

Le ministère de la culture a récemment proposé la création d'une association culturelle tsigane, destinée à prendre en charge ces problèmes. « Mais nous, nous ne marchons pas ! », s'exclame Menyhert Lakatos et, avec lui, les autres responsables tsiganes. « Une association ne s'occupe que des intérêts de ses membres et nous n'avons pas besoin d'un ministère pour la créer. Ce que nous voulons est une union culturelle qui représenterait légalement tous les Tsiganes et aurait les moyens de contribuer à leur évolution culturelle. Et cela dans tous les domaines, depuis les

Hongrie

Le fossé reste profond entre les Tsiganes et le reste de la population

Le président du Conseil national tsigane, Joseph Choli Daroczi, a d'ailleurs lui-même reconnu dans une interview que les bases de ce conseil n'étaient pas encore très claires. Il semble qu'il s'agisse plutôt d'un rôle consultatif.

La communauté tsigane et ses dirigeants ne formulent aucune revendication d'ordre politique. Ils restent étrangers aux débats de l'opposition démocratique. Ils ne demandent même pas la reconnaissance de leur « nationalité », qui

leur donnerait, par exemple, le droit d'avoir leurs propres écoles. Le pouvoir ne la leur accorderait d'ailleurs pas, puisqu'ils ne peuvent se réclamer d'aucun pays étranger (critère officiel pour être minorité nationale), et qu'il espère parvenir un jour à l'assimilation de la minorité tsigane.

Mais le problème n'est pas l'assimilation. En 1980, 40 % des personnes interrogées, lors d'un sondage, estimaient encore nécessaire de prendre des mesures discriminatoires à l'encontre des Tsiganes. Le plus urgent, c'est tout simplement de mettre fin à l'intolérance et au racisme.

SUZANNE SATORY.

URSS

Une réponse élégante

A l'occasion de son voyage à Paris, M. Gorbatchev avait promis que les cas humanitaires seraient réglés en URSS, à l'exception de ceux concernant les détenus de secrets d'Etat.

Il en est un que le *Monde* et ses confrères ont signalé à plusieurs reprises : celui de la petite Elisabeth Gladiline, citoyenne française, que son père, Anatole, vivait à Paris, souhaitait enfin connaître : elle est née il y a six ans à Moscou, après le séjour en France de sa mère.

Le père de l'enfant a tout d'abord simplement invité la mère et l'enfant à lui rendre visite. Devant les refus opposés par l'administration soviétique, il a demandé l'intervention des autorités et de diverses personnalités françaises. Pour donner toutes les garanties possibles à Moscou, le général Fernand Gamiez, l'un des présidents de l'Association d'amitié franco-soviétique, a lui-même invité l'enfant. Rien n'y fit.

Douze députés français ont demandé l'appui du premier ministre et du président de la République, et la petite Elisabeth figure depuis sur la liste des cas

humanitaires soulevés par la France.

La réponse, indirecte, est enfin arrivée. C'est un hebdomadaire satirique, *Krokodil*, qui a été chargé de la donner. Il a publié dans son numéro de novembre un de ces articles indignes dont il a le secret, signé bien entendu d'un nom inconnu.

Au lieu du visa de sortie attendu pour Elisabeth, c'est un sautoir d'ordures qui est déversé sur sa mère, et dans le genre le plus ignoble. Et par la même occasion sur deux autres émigrés soviétiques. La tout est d'un tel niveau qu'on se dispenserait d'entrer dans les détails. Quant au père, l'écrivain Anatole Gladiline, naturalisé français, on l'égratigne au passage pour ses livres et ses émissions à Radio-Liberté.

Quant à la mère d'Elisabeth, Irène, une modeste dactylo, son téléphone a été coupé. Le KGB s'en tendra-t-il, ou n'est-ce que la première étape du scénario classique : une perquisition, puis la trappe, sous une forme ou sous une autre ?

A.-M. B.

POINT DE VUE

Recherche scientifique et entreprises font mauvais ménage

par KRISTIAN FEIGELSON (*)

La science reste une des priorités fondamentales de l'Etat soviétique. Les débats actuels qui opposent en URSS courants réformateurs et conservateurs mettent à jour les relations entre recherche fondamentale et recherche appliquée.

La difficulté à mettre en œuvre une politique efficace d'application de la science nous oblige à interroger les carences du système soviétique. Les problèmes ne sont pas uniquement d'ordre économique. Ainsi, avec un budget en augmentation — mais ne représentant encore que 5 % du budget de l'Etat, les investissements en développement-recherche devraient, dans le cadre du plan quinquennal 1986-1990, atténuer les disfonctionnements du passé. Les cloisonnements sont à un autre niveau.

Sur le plan des institutions, deux organisations sont responsables du développement technique : le GKNT (1), insuffisant des directives en matière de recherche appliquée, et l'Académie des sciences, orientant les projets les plus fondamentaux dans la coordination des différents instituts scientifiques. La coexistence de ces deux circuits, l'un faisant intervenir le politico-administratif, l'autre interne à la recherche, constitue un des premiers freins importants. La mauvaise circulation de l'information constitue un facteur supplémentaire.

Si l'on peut parler en URSS d'un réel esprit scientifique, expression d'un tissu culturel inventif, on ne peut évoquer une science de type privée, où seraient reconstitués les contextes personnels d'une découverte. D'ailleurs, les cloisonnements entre recherche théorique et recherche appliquée se retrouvent au niveau de la profession, rendant ce groupe social hétérogène. La disparité dans les rémunérations, ne correspondant le plus souvent ni au savoir, ni aux compétences mais à des facteurs externes comme la cooptation, le lien au Parti, etc.

Le secteur global de l'innovation, excepté certaines de ses applications militaires de pointe, reste en matière de recherche civile un démont fragile de la chaîne. Des projets de création technique trop novateurs incluent des risques, au niveau de la sophistication comme de la mise en œuvre. Ils restent incompatibles avec la nature de l'entreprise soviétique, où les problèmes de suraffectés, de responsabi-

lités disséminées, de contrôle social accru, bloquent la diffusion de l'innovation. D'autre part, les objectifs du plan ne coïncident pas toujours avec ceux de l'entreprise, empêchant toute initiative durable.

Pourtant, si la circulation des flux entre usines, instituts, laboratoires s'effectue mal à tous les niveaux, on trouve néanmoins une volonté rationnelle de réduire le fossé entre l'innovation de procédé et l'innovation de produit. Chaque institut dispose d'un bureau chargé des expertises ou des spécialistes enregistrent et archivent les innovations. Chaque usine expérimentale peut y déléguer un « missionnaire » dont la tâche est de vérifier l'efficacité d'une innovation. Mais l'innovation, relevant d'une initiative isolée restera le fait de bricoleurs ingénieurs travaillant dans des laboratoires prototypes.

Les impulsions contradictoires et l'absence de débats vraiment ouverts en matière de choix technologiques accentuent ces difficultés, encore aggravées par le faible taux de croissance. Des secteurs clés de l'économie soviétique sont ainsi devenus obsoletés. Les transferts de technologie occidentale sont devenus un palliatif aux carences du système. On estime aujourd'hui que les usines construites en URSS avec du matériel occidental sont responsables à 40 % de la production d'engrais, à 80 % des fibres synthétiques, à 70 % du parc automobile.

Le retard technologique sur l'Occident n'en demeure pas moins important. Si la conception d'ordinateurs remonte au milieu des années 50, les premiers modèles lancés en 1971-1973 correspondent en terme de mémoire et de vitesse de calcul à l'IBM 360 américain produit en 1964-1965, tandis que les modèles de la série 2 conçus en 1978 en URSS équivalaient à l'IBM 370 produit aux Etats-Unis en 1970-1972.

La modernisation telle qu'on l'entend aujourd'hui, avec une reprise en main des secteurs clés, ne concerne pas l'innovation au sens occidental. Elle appelle à remédier à une autarcie généralisée. En innovant, on se dirige plutôt vers les stratégies de développement contrôlé, où la modernisation de structures productives existantes reste prioritaire sur l'innovation de fond.

(*) Sociologue.

(1) Comité d'Etat pour la science et la technique.

1955-1962 LE TEMPS DES RUPTURES L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR : TOME 2



Rupture en France où les en Algérie épuisent la en Europe plus divisée mur coupe Berlin en deux Rupture dans le tiers-monde quand s'achève le temps des colonies Rupture à l'échelle internationale lorsque à Suez, en 1956, les Occidentaux sont divisés et qu'à Cuba, en 1962, la planète se retrouve au bord du gouffre Le deuxième tome de l'Histoire au jour le jour vous fait revivre cette période charnière de notre époque. Il rassemble les articles les plus significatifs publiés par le Monde sur tous ces événements et sur bien d'autres encore : le commentaire de Sirius lors du rappel du général de Gaulle en mai 1958, les éditoriaux d'octobre 1957 sur le vol du premier Spoutnik et d'octobre 1962 sur l'ouverture du concile Vatican II, le portrait d'Imre Nagy, chef de l'insurrection hongroise... Il rappelle la chronologie précise des événements Il présente la reproduction des « unes » historiques du Monde et une série originale de cartes pour mieux comprendre les situations L'Histoire au jour le jour est un ouvrage de référence qu'il faut lire et conserver dans sa bibliothèque.

LE TOME 2 VIENT DE PARAÎTRE, 212 PAGES
En vente chez tous les marchands de journaux

Le Monde

Les politiques
négligent les

Les méfaits du

مكتبة الوطن

ASIE

Afghanistan

SELON LE « NEW YORK TIMES »

Kaboul a fait une proposition informelle de retrait des troupes soviétiques

Le gouvernement afghan a présenté de manière informelle un calendrier de retrait de la totalité des troupes soviétiques d'Afghanistan d'ici à un an dans le cadre d'un accord général de règlement politique dans ce pays, a rapporté mercredi 1^{er} janvier le *New York Times*. Le journal, qui cite un responsable non identifié du département d'Etat, ajoute que ce calendrier a été remis au sous-secrétaire général des Nations unies pour les affaires politiques, M. Diego Cordovez, par le ministre afghan des affaires étrangères, M. Mohammad Dost, à l'occasion d'une série de conversations pakistano-afghanes tenues à Genève sous l'égide de l'ONU entre le 16 et le 19 décembre (le *Monde* du 24 décembre). Le calendrier n'a

pas été discuté lors de ces conversations, le chef de la diplomatie pakistanaise, M. Sahabzada Yaqub Khan, ayant refusé de négocier sur ce point directement avec son homologue afghan s'il ne fournissait pas la preuve que l'URSS approuvait le calendrier. Le Pakistan ne reconnaît pas le gouvernement afghan de M. Babrak Karmal.

L'élaboration d'un calendrier de retrait des quelque cent vingt mille soldats soviétiques stationnés en Afghanistan a constitué jusqu'à présent le principal obstacle aux négociations sur un règlement pacifique du problème de l'Afghanistan, occupé par l'armée soviétique depuis décembre 1979. Selon le responsable cité par le *New York*

Times, le document « prévoit un retrait des troupes sur une période relativement courte, inférieure à un an, mais ne comporte pas de dates précises de début et de fin ».

Selon lui, bien que la présentation informelle de ce calendrier soit un développement positif, il ne pourrait y avoir d'accord général sans que tous les éléments soient acceptés par toutes les parties. La prochaine série de conversations pakistano-afghanes de Genève aura lieu en février.

Par ailleurs, le gouvernement afghan a officiellement remis mercredi au chargé d'affaires d'Allemagne fédérale une note protestant contre ce qu'il considère comme une ingérence dans ses affaires intérieures de la part de ministres occidentaux et du chancelier Helmut Kohl lui-même, ces personnalités ayant exprimé leur sympathie pour la résistance anticomuniste.

Enfin, le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, a vivement critiqué l'intervention soviétique en Afghanistan, déclarant que plusieurs centaines de milliers de personnes avaient été tuées avec une « brutalité incompréhensible et impitoyable ». Dans son discours du Nouvel An, M. Schlüter a commenté avec satisfaction l'amélioration des relations américano-soviétiques, ajoutant toutefois : « Nous ne devons jamais fermer les yeux sur l'occupation inhumaine de l'Afghanistan par l'Union soviétique ». — (AFP, Reuters.)

BIBLIOGRAPHIE

Indochine « Alerte à l'histoire »

La série d'émissions consacrées par Antenne 2 en 1984 à l'histoire contemporaine de l'Indochine avait suscité de vives réactions dans les milieux intéressés, et le producteur, Henri de Turenne, avait accordé un droit de réponse à certains de ses détracteurs (le *Monde* du 16 mai 1984). Le dossier est repris, cette fois-ci, par un certain nombre d'universitaires, d'acteurs et de témoins qui entendent remettre les pendules à l'heure. *Ni opprobre, ni oubli*, ont-ils sous-titré leur ouvrage *Alerte à l'histoire* publié, conjointement, par l'Académie des sciences d'outre-mer, l'Institut de l'Asie du Sud-Est et l'Association nationale des anciens d'Indochine.

Cette nouvelle réponse à Henri de Turenne comble le bon et le moins bon. La présence française en Indochine n'a pas eu que des aspects négatifs. Peut-être fallait-il le redire. Solange Thierry rappelle, avec à propos, l'œuvre de l'Ecole française d'Extrême-Orient. Il était également opportun de redire que le protectorat français sur le Cambodge, au milieu du XIX^e siècle, a accordé un surcroît à un pays convoité à la fois par les Siamois et les Vietnamiens.

Mais les textes sont inégaux et les dossiers, notamment celui sur l'armée sud-vietnamienne — parfois mal défendus. L'histoire des deux guerres du Vietnam a déjà fait l'objet de publications nombreuses,

notamment aux Etats-Unis. Les éditeurs de cette *Alerte à l'histoire* auraient gagné à en tenir davantage compte. En outre, cet ouvrage pêche par manque d'homogénéité et aurait pu faire l'objet de certaines contributions qui n'apportent pas grand-chose au débat.

J.-C. P.

* *Alerte à l'histoire*, éd. de l'Académie des sciences d'outre-mer, 418 p., 135 F.

NOUVEL AN A MANILLE

Folle nuit, triste réveil...

Six morts, plus de six cents blessés et quelque cinq mille sans-abri, tel serait le bilan du Jour de l'an à Manille selon les estimations de la presse philippine. C'est qu'on a, là-bas, le sang aussi chaud que le climat et le goût parfois immodéré de la fête, du pétard et de la gâchette. De surcroît, la campagne pour l'élection présidentielle, qui bat son plein, a fait encore monter la tension.

Avec les coups de revolver tirés « en l'air » par les fêtards, les balles perdues, les coups de couteau qui ne l'étaient pas, les

explosions de liasse et les rixes en tous genres ont fait beaucoup de dégâts. Dans les bas quartiers et dans la capitale, l'utilisation imprudente et immodérée des faux d'artifice coûtera, une fois encore, très cher. Il paraît que les gérbes d'étincelles colorées, et les incendies qu'elles ont provoqués ont illuminé et enflumé le ciel des heures durant. Folle nuit, triste réveil. Que la loi interdise l'usage du pétard, du pistolet et autres engins aussi meurtriers qu'incendiaires dans un environnement propice aux catastrophes n'y change rien.

Vietnam

UN CODE PÉNAL POUR LA DÉFENSE DU RÉGIME SOCIALISTE

Hanoi (AFP). — Le premier code pénal de l'histoire du Vietnam réunit, qui accorde une large place à la répression des délits politiques et économiques, est entré en vigueur mercredi 1^{er} janvier. En préparation depuis dix ans, adopté en juin dernier par l'Assemblée nationale, il doit, selon ses promoteurs, « compléter la Constitution de 1960 pour fonder les bases d'une nouvelle légalité socialiste ». Il comprend deux cent quatre-vingt articles, dont deux cent neuf consacrés au recensement des délits.

Destiné, selon son article premier, à « défendre le régime socialiste », le code consacre les vingt-neuf articles de la Constitution aux « délits violant la sécurité nationale », dont plusieurs sont passibles de la peine de mort.

Outre la haute trahison, l'espionnage, le terrorisme ou le sabotage, le code prévoit une répression sévère de toute opposition politique : l'article 73, par exemple, énonce des peines allant de douze ans de prison à la peine capitale pour « les activités subversives contre le pouvoir populaire ». L'opposition au pouvoir populaire (art. 81) ou la « propagande contre le socialisme » (art. 82) seront passibles de trois à dix ans de prison.

La « fuite à l'étranger » est passible de la même peine. Originalité : pour quinze délits contre la sécurité nationale la même peine s'applique s'ils ont été commis « dans des pays socialistes frères » (art. 86).

Autre délit menaçant la sécurité du régime : le « sabotage culturel » (art. 99), et notamment la « diffusion de livres, revues, photos, films, musique à caractère décadent », passible de six mois à douze ans de prison.

La « défense de la sécurité politique de notre régime constitue la priorité de notre travail pénal » face à « la guerre de sape multiforme et aux actes de sabotages » dont le Vietnam est victime, a déclaré le ministre de la justice, M. Phan Hien.

La deuxième priorité, a ajouté le ministre, concerne la répression des délits économiques. Deux chapitres et trente-six articles du code leur sont consacrés. Certains sont passibles de la peine de mort : la vente de matériel relatif aux atteintes à la « propriété socialiste », notamment la spéculation sera punie de dix ans de prison à la détention à perpétuité ; les fraudes sur les prix de trois mois à sept ans de prison ; le trafic et le recel d'or ou de devises de dix à vingt ans.

A TRAVERS LE MONDE

BELGIQUE

La « belle » du Nouvel An

Arion. — Quatre détenus de la prison belge d'Arion, près de la frontière luxembourgeoise, ont profité du réveillon de la Saint-Sylvestre pour s'évader. Peu avant minuit, trois détenus, deux Belges et un Marocain, étaient parvenus à s'emparer d'un costume et d'un poignard servant au cordage des raquettes de tennis. Sous la menace, ils ont contraint les gardiens à ouvrir les cellules de leurs codétenus et, accompagnés de onze d'entre eux, ont quitté par la grande porte l'établissement pénitentiaire. Le principal instigateur de cette « belle » du Nouvel An, Pascal Van Hoot, vingt ans, avait été condamné à une peine de vingt ans d'emprisonnement pour un meurtre commis dans la région de Liège.

NICARAGUA

Fermeture de la radio de l'archevêché de Managua

Les autorités nicaraguayennes ont ordonné mercredi 1^{er} janvier la fermeture de la Radio catholique, organe de l'archevêché de Managua, pour avoir violé la loi sur les médias, s'est-on annoncé de source officielle. Un communiqué précise que cette décision a été prise après que la radio ait refusé de se joindre le 31 décembre à un programme radiophonique, au cours duquel devaient être diffusés les vœux du président Daniel Ortega. Le communiqué n'indique pas la durée de la fermeture. La Radio catholique a déjà été fermée pour deux jours à la fin du mois d'octobre pour avoir diffusé une homélie de l'archevêque de Managua, le cardinal Miguel Obando, sans avoir reçu d'autorisation officielle. — (AFP.)

SRI-LANKA

Mme Bandaranaike rétablie dans ses droits

Colombo. — Le président de Sri-Lanka, M. Jayewardene, a rétabli, mercredi 1^{er} janvier, les droits civiques de l'ancien premier ministre, Mme Sirima Bandaranaike, suspendus pour sept ans en octobre 1980 par le Parlement. L'intéressée a aussitôt réclamé la tenue d'élections générales. Une commission présidentielle avait reconnu Mme Bandaranaike coupable d'abus de pouvoir de 1960 à 1965 et de 1970 à 1977, époques où elle était chef du gouvernement. Dans les heures qui ont suivi le rétablissement de ses droits, l'ancien premier ministre a déclaré : « Le plus grand problème auquel le pays est aujourd'hui confronté est la question ethnique. Organisations des élections générales et que le peuple décide. » Pour Mme Bandaranaike, le gouvernement de Colombo devrait demander au premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, de convaincre les dirigeants séparatistes tamouls lutant pour la création de leur propre Etat au Sri-Lanka de déposer les armes et de s'en remettre au choix des urnes. « Que les Tamouls choisissent leurs représentants au Parlement. A l'heure actuelle, nous n'avons aucun représentant tamoul avec qui discuter de la question ethnique », s'est-elle dit. Les seize représentants tamouls au Parlement ont démissionné en 1983, à la suite de l'adoption de lois les forçant à prêter serment de loyauté à l'Etat unitaire de Sri-Lanka. — (Reuters.)

TOGO

Une délégation d'Amnesty International est repoussée

Venant enquêter sur l'inculpation de quinze personnes, fin septembre, pour « activités subversives », une délégation d'Amnesty International, qui est arrivée mardi 31 décembre à Lomé, a été repoussée et a dû reprendre un avion mercredi matin. La police togolaise a estimé qu'Amnesty n'avait pas tenu compte du souhait des autorités de différer ce voyage. — (AFP.)

ZAIRE

Des avions militaires angolais à Kinshasa

Un avion militaire angolais, un Antonov-28, transportant seize militaires dont neuf officiers, qui avait atterri lundi 30 décembre, à l'aéroport de N'Djili, à Kinshasa, a été autorisé à repartir, mercredi, pour l'Angole, après que les autorités zairoises aient établi que l'atterrissage de l'appareil avait bien été provoqué par le mauvais temps. Un deuxième appareil angolais, un avion civil de type Lockheed 382, qui s'était posé dans les mêmes conditions à Kinshasa avec un seul passager à bord, avait été autorisé à reprendre sa route mardi. C'est la seconde fois en un mois que l'équipage d'un avion militaire angolais s'affirme contraint de se poser au Zaïre. Un appareil transportant 44 militaires cubains avait atterri début décembre, à environ 300 kilomètres au sud-est de Kinshasa, dans la province de Bandundu. Les militaires cubains, qui avaient mis le feu à leur appareil, avaient été autorisés par le président Mobutu à repartir à Luanda le 23 décembre. — (AFP.)

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Un professeur de New-York se félicite de l'« invasion » des mots français

Correspondance

Washington. — Dans le *New York Times*, M. Herbert London, doyen d'une des universités de New-York, s'en prend sur un ton moqueur au nationalisme linguistique français, et notamment au « chevvinisme » (un mot français, note-t-il) de M. Lang. Faudrait-il que nous passions à la contre-attaque, se demande le professeur et, par exemple, remplacer les mots français « élan » et « panache » par *ardor* et « verve » ou encore ne plus dire « pâté » mais *shopped liver* (foie haché) ni « quiche » mais *egg pie*. ? Et qui voudrait angliciser les mots « croissant », « brioches » et autres produits de la gastronomie française ? L'invasion des mots français a été réussie, estime le professeur London, en se demandant s'il devra renoncer à envoyer ses vêtements au *French cleaner* (un spécialiste du nettoyage à sec) et empêcher sa femme d'acheter ses robes dans une « boutique ». « Où s'arrêter ? écrit-il. Si nous devons restreindre l'emploi

des mots allemands, yiddish, italiens, arabes et espagnols, nous ne pourrions plus jamais passer une commande dans un restaurant de New-York. » « Restreindre la langue, c'est restreindre la vie », estime le professeur London, qui ajoute : « Si les Français décident d'homogénéiser leur langue... tant pis pour eux. Ils mettront en péril leur avenir technologique. » Mais, malgré « l'intrusion du français dans notre culture », la professeur n'envisage pas une contre-attaque. « L'omlette est mon plat favori au breakfast. La Fayette a sauvé la révolution américaine. Louis Jourdan a rendu Gigi inoubliable et Brigitte Bardot a hanté nos rêves d'adolescent... Je porte un bœuf et j'espère acquiescer du savoir-faire... »

« Je dois beaucoup aux Français... Je voudrais seulement qu'ils reconnaissent leur dette envers nous... », conclut le professeur London. Faut-il l'appeler Londres ?

HENRI PIERRE.

● *Mutinerie dans un pénitencier de haute sécurité de l'Etat de Virginie-Occidentale.* — Des prisonniers d'un pénitencier de haute sécurité de l'Etat de Virginie-Occidentale se sont mutinés mercredi 1^{er} janvier prenant en otage quatorze employés de la prison et le contrôle total de l'établissement. Un prisonnier a été tué. Les détenus, dont on ignore le nombre et qui sont armés de couteaux fabriqués en prison, ont appelé une station de télévision locale et ont exigé de rencontrer le gouverneur de l'Etat, afin de lui faire part de leurs exigences. Des policiers des unités anti-émeutes ont encerclé le pénitencier, bloqué ses abords et comptent reprendre le contrôle de l'établissement. — (AP.)

● *Campagne américaine contre la présence de la Gulf Oil en Angola.* — Un groupe conservateur américain vient de lancer une campagne, soutenue par un budget de 1 million de dollars, destiné à faire pression sur la compagnie pétrolière Chevron pour que celle-ci ferme sa filiale Gulf Oil en Angola, accusée de « travailler main dans la main avec Fidel Castro et Gorbachev ». Les opérations de la Gulf Oil fournissent « plus de 2 milliards de dollars par an » au gouvernement marxiste d'Angola, a affirmé le président du groupe conservateur, M. Edward Phillips. La Cabinda Gulf Oil Co., qui associé la Gulf Oil de Chevron et le gouvernement angolais, exploite quelque deux cents puits de pétrole en Angola. — (AFP.)

Brésil

Le « protecteur » des favelas de Rio s'évade en hélicoptère

Rio-de-Janeiro (AFP). — José Carlos dos Reis Encina, alias « Escadinho », détenu à la prison d'Ilha Grande, dans l'Etat de Rio-de-Janeiro, s'est échappé, mardi 31 décembre, de l'établissement pénitentiaire à bord d'un hélicoptère.

Encina, qui accomplissait une peine de trente ans de prison depuis janvier 1985 pour trafic de drogue et attaque contre un véhicule transportant des fonds, s'est enfui à bord de l'appareil, qui avait réussi à se poser sur la prison, malgré la présence des gardiens.

Aucun autre détail n'a été fourni sur l'évasion spectaculaire de ce trafiquant de drogue notoire et « protecteur » des favelas de Rio. Ilha Grande est située au large d'Angra dos Reis, à 150 kilomètres au sud de Rio.

Aruba

QUATRE PARTIS REPRÉSENTÉS DANS LE PREMIER GOUVERNEMENT

Aruba (AFP). — Le gouvernement d'Aruba — le premier — issu des élections du 22 novembre 1985, est formé d'une coalition de quatre partis, et pourra compter sur le soutien de treize des vingt et un membres du Parlement. Voici la composition du cabinet :

- *Premier ministre* : M. Henk Emswiler (Parti populaire).
- *Finances* : M. Armand Engelbrecht (Parti populaire).
- *Justice* : M. Watty Vos (Parti populaire).
- *Educations et santé* : M. Mito Croes (Parti populaire).
- *PTT et travaux publics* : M. Charro Kelly (Action démocratique nationale).
- *Affaires économiques* : M. Leonard Berlinki (Parti démocratique).
- *Transports* : M. Benny Nibbel (Parti patriotique).

LES GRANDS ATLAS UNIVERSALIS



NOUVEAUTÉ 1985-1986
GRAND ATLAS DE L'ARCHÉOLOGIE
GRAND ATLAS DE GÉOGRAPHIE

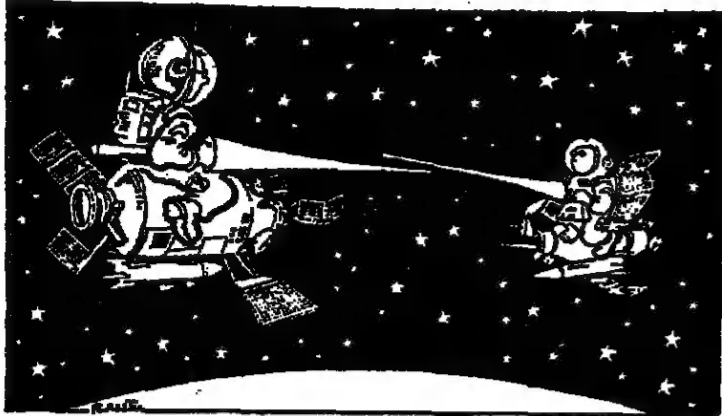
GRAND ATLAS DE L'ARCHITECTURE
GRAND ATLAS DE L'ASTRONOMIE
GRAND ATLAS DE L'HISTOIRE MONDIALE
GRAND ATLAS DE LA MER

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

هكمان الزهر

L'ANNÉE 1985 PAR PLANTU

Janvier



ÉTATS-UNIS-URSS : MM. Andreï Gromyko et George Shultz, réunis à Genève, décident l'ouverture de négociations américano-soviétiques sur les armes nucléaires et spatiales.

Février



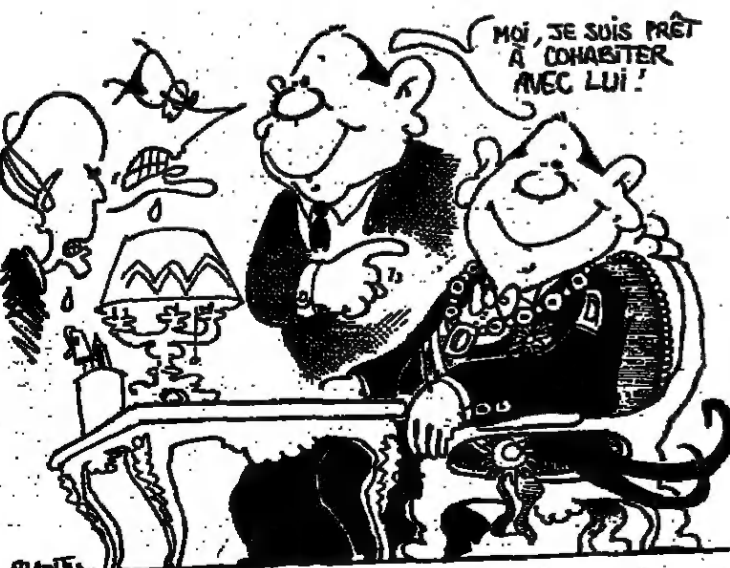
AMÉRIQUE LATINE : durant son voyage le pape Jean-Paul II dénonce la théologie de la libération.

Mars



FRANCE : le second tour des élections cantonales confirme le succès de l'opposition.

Avril



FRANCE : M. Raymond Barre affirme qu'il « ne votera pas la confiance à un gouvernement de cohabitation ».

Mai



BELGIQUE : au stade du Heysel, à Bruxelles, des hooligans anglais provoquent la mort de trente-huit personnes.

Juin



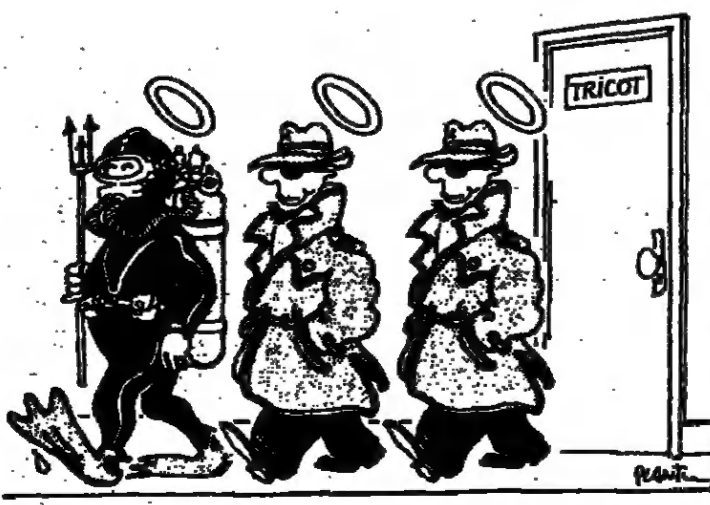
LIBAN : les 11 et 14 juin, les passagers de deux Boeing-727 sont pris en otages par des terroristes. Un voyageur américain est assassiné.

Juillet



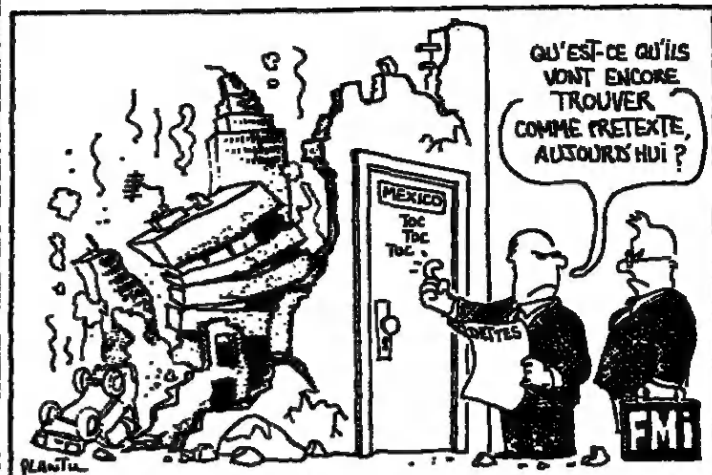
ONU : la conférence internationale organisée par les Nations unies préconise des mesures pour améliorer la condition féminine.

Août



FRANCE : dans l'affaire Greenpeace, M. Bernard Tricot rend public son rapport consacré à l'attentat contre le Rainbow Warrior. Il précise : « Je n'aucun pas d'avoir été berné. »

Septembre



MEXIQUE : un très violent séisme frappe le centre de Mexico, faisant au moins dix mille morts.

Octobre



FRANCE : la CGT organise une journée nationale interprofessionnelle d'action. Les grèves sont assez peu suivies.

Novembre



ÉTATS-UNIS-URSS : du 19 au 21, MM. Reagan et Gorbatchev se rencontrent à Genève pour le premier sommet soviéto-américain depuis juin 1979.

FRANCE : le 20 novembre, le gouvernement français annonce la création d'une cinquième chaîne de télévision.

Décembre



AFRIQUE DU SUD : depuis septembre 1984, les affrontements ont provoqué la mort de plus de cinq cents personnes.

société

LE « RAID » FAIT LE BILAN DE « SA » PREMIÈRE PRISE D'OTAGES

EDUCATION

Polémique à propos du lycée franco-allemand de Bonn

La Friedrich-Ebert gymnasium, situé à mi-chemin entre Bonn et Bad-Godesberg, est l'un des quelques lycées de la République Fédérale comportant des sections bilingues franco-allemandes, où l'on apprend systématiquement le français en première langue. Il abrite d'autre part dans ses locaux le Lycée français de Bonn, fréquenté essentiellement par les enfants de la colonie française ou francophone de la ville. Un projet de la minorité social-démocrate de la municipalité de Bonn vise à transformer cet établissement en « Gesamtschule », établissement polyvalent, lui faisant perdre son caractère propre. Ce projet suscite une certaine émotion chez les parents d'élèves.

Dans les milieux diplomatiques français à Bonn, on fait valoir que la suppression du lycée franco-allemand ferait reculer encore plus l'enseignement du français. 3 % seulement des lycéens qu'est-allemands étudient le français en première langue, alors que 14 % des lycéens français choisissent l'allemand. La décision définitive sur l'effectif du Friedrich-Ebert gymnasium devrait être prise le 16 janvier.

RELIGION

Jean-Paul II cite Gandhi en exemple

Au cours d'une cérémonie célébrée à la basilique Saint-Pierre à l'occasion de la Journée mondiale de la paix, Jean-Paul II a exprimé le 1^{er} janvier, devant dix mille fidèles, le vœu que « la nationalisme, le militarisme, le racisme, c'est-à-dire les grands obstacles qui empêchent la fraternité entre les hommes, soient surmontés ». Un mois avant sa visite en Inde (1-10 février), le pape a cité le message de non-violence de Gandhi : « La haine ne peut être vaincue que par l'amour. Si l'on oppose la haine à la haine, on ne fait qu'en augmenter la force et la profondeur. » Jean-Paul II a enfin demandé aux responsables des Nations unies, qui ont décidé de faire de 1986 l'Année de la paix, de « redoubler d'efforts » en vue de régler les conflits, de promouvoir la solidarité et la justice.

LES ENFANTS DE COUPLES FRANCO-ALGÉRIENS A LA MOSQUÉE DE PARIS

Promesses au goûter

A l'occasion d'un goûter, offert par Cheikh Abbas, recteur de la mosquée de Paris, mercredi 1^{er} janvier, aux sept enfants franco-algériens venus retrouver leur mère française à l'occasion des fêtes de fin d'année, ce dernier a voulu exprimer « la joie du regroupement de tous ces enfants avec leur maman après une longue absence, attente qui a parfois été déprimante », avant d'offrir les cadeaux du Nouvel An.

PUBLICATION JUDICIAIRE

D'un jugement rendu le 11 février 1985 par la 17^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris, il a été extrait littéralement ce qui suit :

Monsieur Normand WILLIAM et l'Université de la paix ont fait citer devant cette juridiction Monsieur Louis BALAYE, Monsieur OESGHER, Française, pour y répondre, respectivement en qualité de directeur de publication du journal *Spécial dernière* et d'auteur du délit de diffamation publique envers particulier à raison d'un article paru en page 2 du numéro 979 le mercredi 11 avril 1984 dudit périodique.

Normand WILLIAM est accusé d'être le créateur et le chef d'une secte qui enlève les jeunes gens, les maintient malgré eux dans son sein, compant tout rapport avec leur milieu familial. Il y a bien ici atteinte à l'honneur et à la considération du plaignant.

L'Université de la paix est accusée par cet écrit dans la considération qu'elle recueille. Il lui est en effet reproché d'être une secte qui transgresse les lois sociales, en tire profit, trompe ses adhérents, allant jusqu'à ruiner leur santé et provoquer une rupture totale avec leur famille.

Si le journaliste avait parfaitement le droit d'informer le lecteur, il devait le faire en vue d'une enquête sérieuse, objective, en dehors de toute appréciation malveillante.

Il prétend qu'il a tenté de rencontrer Monsieur WILLIAM mais il n'en a justifié pas. Il soutient qu'il a pris connaissance des articles parus dans le *Matin*, qu'il a contacté le C.C.M.M. présidé par Roger Ilor dont il aurait repris les termes. Cet argument de la reproduction d'une alléguée déjà publiée ne saurait être retenue alors qu'il est expressément prévu que la publication directe ou la reproduction d'une alléguée diffamatoire, constitue légalement une diffamation.

PAR CES MOTIFS :

Déclare BALAYE en tant qu'auteur principal, OESGHER Française en tant que complices coupables du délit de diffamation publique envers particulier, en l'occurrence Monsieur Normand WILLIAM et l'Université de la paix, en raison des termes de l'article paru le mercredi 11 avril 1984 du périodique *Spécial dernière*.

Condamne BALAYE à la peine de 3 000 francs d'amende, OESGHER à la peine de 3 000 francs d'amende ; Pour extrait conforme.

Daniel JACOBY, avocat à la Cour.

Le syndrome de Nantes

La prise d'otages au palais de justice de Nantes, les 19 et 20 décembre dernier, restera dans les annales policières. Des policiers étrangers — et non des moindres — ont fait part de leur intérêt aux autorités françaises, dans le souci de connaître tous les ressorts d'une opération qui leur semble exemplaire. La raison n'est pas seulement que ce baptême du feu du RAID (Recherche, Assistance, Intervention, Dissuasion), la nouvelle unité d'élite de la police nationale, s'est conclu par un sans faute : aucune effusion de sang, libération de tous les otages, arrestation de leurs trois goliards.

Au-delà de ce succès, cette prise d'otages suscite la curiosité des spécialistes parce que son scénario mêle, jusqu'à l'excès, tous les ingrédients de ce genre d'affaires : la préméditation des preneurs d'otages, fortement armés et déterminés ; le rôle des médias audiovisuels, devenus acteurs forcés du fait divers et non plus seulement observateurs ; les relations complexes nouées entre les otages et les malfaiteurs. En somme, Nantes apparaît comme un grand classique, notamment au vu du bilan tiré par le RAID, qui s'est récemment livré à un *debriefing* afin de décoder d'éventuelles faiblesses pour améliorer sa stratégie.

Cette synthèse policière révèle de nombreux faits inconnus du public durant la prise d'otages, en quelque sorte le dessous des cartes d'une prise d'otages « médiatique » qui, sur le moment, offrit une illusion de transparence. Illustration de la discipline et de l'habileté de l'unité conçue par M. Robert Broussard et dirigée par le commissaire Ange Mancini, on apprend ainsi qu'à plusieurs reprises les hommes du RAID auraient pu exécuter les trois preneurs d'otages, sans mettre en danger ces derniers, et qu'ils réussirent à « sonoriser » la salle d'audience afin de connaître les intentions et la psychologie des malfaiteurs à l'issue de ces derniers. Mais surtout, on a pu constater combien, à Nantes, joua un phénomène connu des criminologues : le « syndrome de Stockholm », autrement dit les liens surprenants que tissent otages et goliards, jusqu'à la compréhension mutuelle et la complicité inconsciente.

Pourquoi « syndrome de Stockholm » ? L'histoire qui justifie cet acte de baptême est controversée. Selon certains, il s'agit d'une prise d'otages dans une banque de la

capitale suédoise, en 1973 : des moyens électroniques, qui permirent d'en filmer le déroulement de l'intérieur, révélèrent que les victimes craignaient plus l'intervention de la police que l'action des voleurs. L'un des otages allant jusqu'à déclarer : « Les auteurs nous protègent de la police. » Selon d'autres, la « maladie » fut diagnostiquée, en 1974, lors d'une prise d'otages par la Fraction armée rouge (RAF) à l'ambassade de la RFA en Suède : les médecins furent surpris par les déclarations d'une des fonctionnaires allemandes qui, à sa libération, rendit hommage au commando de la « bande à Baader ».

La vie, seule monnaie d'échange

Policiers et psychologues ont étudié le phénomène et leurs conclusions excluent évidemment tout jugement moral. L'explication est au fond assez simple : dans la partie de « poker menteur » que se livrent policiers et malfaiteurs, l'otage, dont la vie est la seule monnaie d'échange, se trouve hors du jeu. Sa survie est entre les mains de ses goliards : l'obligation de transcender ces liens de dépendance en espoir de survie, afin de ne pas céder au désespoir, entraîne une nécessaire séduction. Otages et preneurs d'otages vivent ensemble, dans une promiscuité dont l'oubli trop souvent par pudeur les aspects prosaïques ; l'intérieur devient le seul horizon, tandis que l'extérieur, c'est-à-dire la police, devient l'obstacle, le danger.

De ce retournement, les exemples foisonnent : l'enlèvement d'Aldo Moro par les Brigades rouges italiennes, une prise d'otage au consulat d'Indonésie à Amsterdam, une séquestration en Californie, l'affaire Patricia Hearst aux États-Unis. « Ce sont des personnes par qui passe votre retour à la vie », devait ainsi déclarer le baron Empain au procès de ses ravisseurs.

A Nantes, la chronique du syndrome a été fortement enrichie.

Premiers libérés, les étudiants-otages vantèrent l'attitude « correcte » de leurs anciens goliards. Un membre du jury, dont les policiers plaident la libération en raison d'une maladie chronique, répondit aux preneurs d'otages : « Non ça va, j'ai mes pilules. » Une greffière, égarée dans le hall du palais de justice lors d'une

fausse sortie nocturne des malfaiteurs, voulut avant tout rejoindre la salle d'audience. « Il est indispensable que la police ne fasse strictement rien », devait déclarer à un journaliste, durant sa détention, l'un des otages allant jusqu'à déclarer : « Les auteurs nous protègent de la police. » Selon d'autres, la « maladie » fut diagnostiquée, en 1974, lors d'une prise d'otages par la Fraction armée rouge (RAF) à l'ambassade de la RFA en Suède : les médecins furent surpris par les déclarations d'une des fonctionnaires allemandes qui, à sa libération, rendit hommage au commando de la « bande à Baader ».

La psychologie est donc une arme essentielle pour les policiers. Le RAID veut ainsi s'adjoindre en permanence un psychologue et un médecin. Le sens de la négociation, de la discussion d'homme à homme, illustré par le tandem Broussard-Mancini, ne fut pas une preuve d'impuissance mais, au contraire, la construction, pas à pas, d'un rapport de force jusqu'au dénouement final. La solution brutale était en effet techniquement possible. A travers des interstices d'une verrière dominant sur la salle d'audience, le RAID avait placé deux tireurs d'élite par malfaiteur. Ceux-ci, qui s'étaient bourrés d'amphétamines pour résister à la fatigue, ne pouvaient en permanence tenir fermement les grenades dégainées.

lées qu'ils brandissaient. A tour de rôle, ils replaçaient la goupille de sécurité et, une fois au moins, le firent tous les trois ensemble.

« Le carton était alors facile », résume un policier, mais, à juste titre, les responsables du RAID ont préféré jouer sur les faiblesses psychologiques. Les équipes de télévision y aidèrent, leur passage devenant un argument pour libérer des otages. « S'ils cèdent une fois, l'engrenage commence à être en notre faveur », ajoute le même.

Trouver la faille

Puis la faille essentielle fut trouvée autour de la personnalité du Marocain qui avait organisé la prise d'otages. Devenu « braqueur » après un échec sentimental en France, ayant en vain offert ses services à des organisations palestiniennes, il était le plus redouté par les policiers. Porte de sortie : l'expulsion, avec comme garantie le consul du Maroc, et l'argument de la solidarité auprès de ses deux complices français. Un engagement qui n'a pas été tenu, alors qu'il ne s'agissait pas d'un bluff : les autorités marocaines — le roi Hassan II lui-même, dit-on — ont finalement refusé d'accueillir, pour le juger, leur ressortissant.

EDWY PLENEL.

A Paris

INCENDIE AU GRAND CERCLE : UN ATTENTAT DU FLNC ?

Un incendie s'est déclaré peu avant 1 heure du matin, ce jeudi 2 janvier, au Grand Cercle, rue de Presbourg, près de l'Arc de triomphe, établissement de jeux fermé sur décision du ministère de l'Intérieur depuis le mois de janvier 1982.

Le sinistre s'est déclenché après deux explosions qui ont eu lieu en sous-sol. L'origine exacte du feu, qui s'est éteint de lui-même — accident de chaudière, court-circuit de câbles électriques ou attentat — est encore indéterminée.

A proximité du cercle de jeux, les policiers ont toutefois découvert une inscription à la peinture représentant le sigle du Front de libération nationale de la Corse : FLNC.

Pendant de longues années, le Grand Cercle fut dirigé par Baptiste Andréani, quatre-vingt ans, principal rival, pour le contrôle des cercles de jeux parisiens, de Marcel Francis, assassiné le 15 janvier 1982 à Paris et considéré sans toutefois avoir jamais fait l'objet d'une condamnation en justice comme l'un des « parrains » du milieu français.

UNE PRÉCISION DES AVOCATS ASSOCIÉS DE M^{re} JACQUES PERROT

M^{re} Jourde, Marçais, Tisseyre Payen de la Grandière, associés de M^{re} Jacques Perrot, assassiné le 27 décembre 1985, à Paris, nous prient d'apporter les précisions suivantes aux informations données dans le *Monde* du 1^{er} janvier :

« La perquisition effectuée à notre cabinet, dans le seul bureau de Jacques Perrot, n'a entraîné la saisie d'aucun dossier non plus que l'inspection des affaires traitées par nous. »

Nous nous étions, par ailleurs, qu'on ait pu confier au *Monde* que nous étions placés sous écoute téléphonique, ce qui est de nature à nous porter préjudice. C'est, enfin, volontairement que M^{re} Jourde a remis à la police l'arme qu'il a possédée à son domicile, dont il a été dit qu'elle avait été saisie par principe. »

EN BREF

● Une commerçante assassinée à Villeurbanne. — Une bonlangère de Villeurbanne (Rhône), M^{me} Noëlle Liandet, quarante ans, a été tuée au cours d'un hold-up, pendant la nuit de la Saint-Sylvestre, par trois malfaiteurs armés d'un fusil à pompe, d'un revolver et d'une matraque.

C'est le troisième commerçant assassiné dans l'agglomération lyonnaise depuis le 14 décembre. Ce jour-là, le gérant d'une supérette était tué à coups de feu par trois malfaiteurs dont la description semble assez proche de celle des meurtriers de M^{me} Liandet. Neuf jours plus tard, une buraliste du centre de Lyon était poignardée par deux cambrioleurs.

● Rallye Paris-Alger-Dakar : un motard tué. — Un concurrent japonais, M. Yasuo Kaneko, quarante-cinq ans, a trouvé la mort, le jeudi 2 janvier, au cours de la première étape de liaison, entre Versailles et Sète, du rallye Paris-Alger-Dakar. Le motard, dont c'était la seconde participation à l'épreuve, a été heurté par une voiture roulant en sens inverse et qui aurait franchi la ligne médiane continue au cours d'un dépassement.

● VOILE : le difficile sauvetage de « Les Services ». — En difficulté depuis mardi 31 décembre au large de La Corogne (Espagne) à cause d'une avarie de flotteur et d'une panne de son appareillage électrique, *Les Services*, le maxi catamaran de Patrick Morvan, n'avait toujours pas pu être secouru ce jeudi en raison de très mauvaises conditions météorologiques. Sur une mer démontée et par un vent de force 10, le remorqueur espagnol et le cargo britannique qui se sont portés à son secours n'avaient pu établir le contact avec le voilier.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. 64, rue La Boétie - 563-12-86

M^{re} BOURGEOISET, avocat à AULNAY-SOUS-BOIS - 3, avenue Germain-Papillon
VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de BOUGENY
le MARDI 14 JANVIER 1986, à 14 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT de 4 P.P. à ROSNY-SOUS-BOIS (93)
2 et 4, rue Maurice-Ravé - 142 20, rue Jacques-Offenbach
dont 2 réduites en un séjour-double, au 7^e ét., escal. 1, bdt. D7, CAVE
M. à P. : 100 000 F. - S'adr. M^{re} Guy BOUDRIOT
avocat à PARIS (8^e), 55, bd Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36
Sur place pour visiter, le 10 JANVIER 1986, de 11 h à 12 heures.

VENTE sur saisie immobilière, s/vente immob. et après surenchère
au Palais de Justice de GRASSE, JEUDI 23 JANVIER 1986, à 14 h 30
(lot 278) au 10^e étage et la JOUSSANCE
EXCLUSIVE de la GALERIE
sise à droite de l'escalier L et de la TERRASSE au droit du sous-pignon de l'appart.
UNE CAVE au rez-de-plage (lot 482) entrée - M.
dans un cas. à VILLENEUVE-LOUBET (A.M.) Hérault - Quartier La Mer -
MARINA BAIE DES ANGES - immeuble au RESIDENCE LE CORNADOIRE
S'adr. pour renseignements, l'après-midi à
M^{re} A. P. : 1496 000 F. Maître Etienne DEAILLARD,
avocat au barreau de GRASSE, 1, bd d'Alsace, 06400 CANNES - Tél. : 93-99-06-01.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE
le JEUDI 16 JANVIER 1986, à 14 h
EN UN SEUL LOT
un BATIMENT à us. d'habitation et commercial
comp. un local commercial, un appart. de 4/5 pces, un garage
à ISSY-LES-MOULINEAUX (92)
31, boulevard Garibaldi
S'adresser à Elzabeth LETHIEL-LELIEVRE, avocat au barreau des Hauts-de-Seine,
A. Leclerc des Pierres-Blanches, 92190 MEUDON, Tél. : 45-34-45-36
La SCP SCHMIDT et DAVID, avocats au barreau de Paris, 76, av. de Wagram,
75017 PARIS, Tél. : 47-66-16-69 de 10 h à 12 h - M^{re} Catherine DENNERY-
HALPHEN, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 12, rue de Paris,
92100 BOULOGNE-SUR-SEINE, Tél. 46-05-36-94.

VENTE s/vente imm. Palais de Justice
PARIS, le JEUDI 9 JANV. 1986, à 14 h
UN STUDIO
comp. 1 ch. cab. de toil. w.-c., au rez-de-ch.
Bdt. A dans un ensemb. imm. à PARIS (18^e)
76, RUE DE CLIGNANCOURT
M. à P. : 40 000 F. S'adr. M^{re} Michel
BERTIN avocat à PARIS (17^e), 90, av.
Niel, Tél. : 42-67-31-41. 75 avocats près trib.
gde inst. PARIS. S/vente pour visiter.

Vente Palais de Justice de PARIS - Jeudi 16 janvier 1986 à 14 h
UN LOGEMENT à PARIS 16^e
de 4 pièces, au 1^{er} étage du bâtiment A dans un immeuble
Avenue de la Grande-Armée, n° 55
MISE A PRIX : 400 000 FRANCS
S'adresser à M^{re} Brigitte BOYALUX-REGNAULT, av. à PARIS.
Tél. : 42-25-42-71 - M^{re} J.-P. FAURE, av. à PARIS 9^e, 32, rue La Boétie.
Et à tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de PARIS.

M^{re} BOURGEOISET, avocat à AULNAY-SOUS-BOIS - 3, avenue Germain-Papillon
VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de BOUGENY
le MARDI 14 JANVIER 1986, à 13 h 30 - EN UN LOT
UNE MAISON D'HABITATION à LIVRY-GARGAN (93)
67, avenue Turgot
M. à P. : 150 000 F. S'adr. M^{re} BOUDRIOT, av. à PARIS (8^e)
55, bd Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36
Sur place pour visiter, le 8 janvier 1986, de 14 h à 15 h.

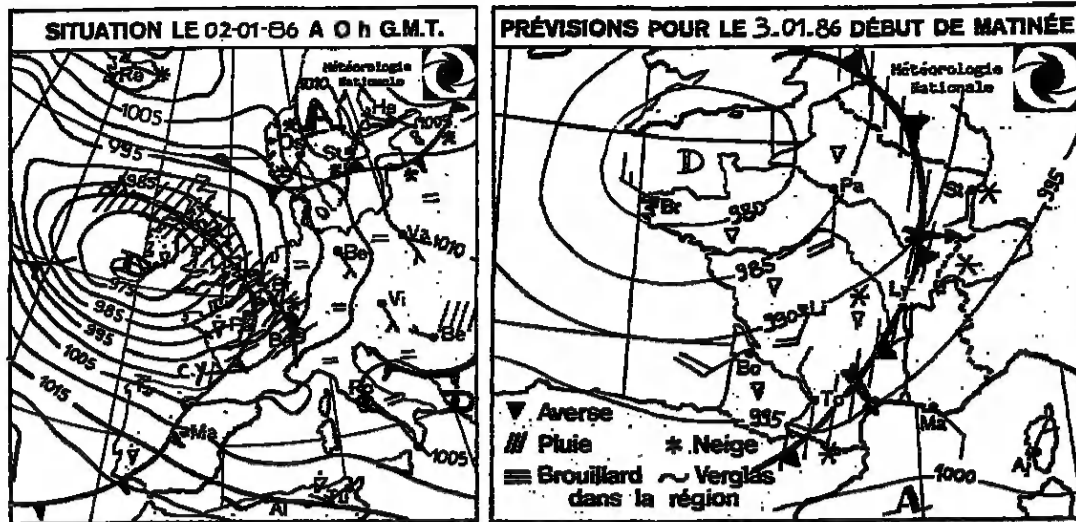
VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 16 JANVIER 1986, à 14 h - EN UN LOT
UN APPARTEMENT
de 3 pièces principales et LOGGIA
au 9^e étage - CAVE et PARKING
Bâtiment E, dans un ensemble immobilier
131, RUE DE FLANDRE, PARIS (19^e)
79 à 89, rue de l'Ouroq - 58 à 74, rue Archereau
M. à P. : 300 000 F. S'adr. M^{re} Charly BENSARD
avocat à la Cour, 179, bd Saint-Germain, Paris (7^e) - Tél. : 45-44-55-95
Tous avocats près tribunal de grande instance PARIS - Sur place pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 16 JANVIER 1986, à 14 h - EN UN LOT
UN LOCAL COMMERCIAL ENT. AMÉNAGÉ
sur 2 niveaux avec entrée sur rue - Rez-de-ch. 133 m² environ
1^{er} étage-sol 177 m² env. 2 PARKINGS et 2 et 3 au 1^{er} sous-sol, Bdt. C
LOUÉ à laboratoire officiel may. Loyer annuel 200 000 F au 1-82
dans un ensemble immobilier
147, RUE DE VAUGIRARD, PARIS (15^e)
MISE A PRIX : 1 500 000 F
S'adr. SCP M. LAMOTTE et J. BEAUX-LAMOTTE, av.
associés, 100, rue Saint-Dominique, Paris (7^e) - Tél. : 45-55-61-10
Sur place pour visiter les MARDI 7 et 14 JANVIER 1986, de 14 h 30 à 15 h 30.

سكان العرب

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 02-01-86 A 06 h G.M.T.

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 2 janvier à 0 heure et le vendredi 3 janvier 1986 à minuit.

La dépression située à 0 heure au sud-est de l'Irlande se déplacera lentement en direction des côtes de la Manche puis du Nord-Pas-de-Calais au cours des prochaines quarante-huit heures. Elle déviât ainsi sur le pays un flux de nord-ouest s'orientant progressivement au nord en ramenant de l'air froid et instable.

Vendredi, un temps variable se généralisera à l'ensemble du pays. Eclaircies et averses alternent dans un ciel le plus souvent très nuageux.

En matinée, les averses seront plus fortes près des côtes atlantiques, où se produiront localement des orages de grêle.

En soirée, elles seront plus abondantes, près des côtes de Bretagne et de la Manche, où les précipitations de pluie et neige mêlées prendront un caractère plus continu tandis que le ciel se couvrira.

Les précipitations tomberont sous forme de neige au-dessus de 800 à 1 000 mètres sur les reliefs.

Le vent de secteur ouest restera fort sur le Nord-Ouest, il atteindra 60 à 70 km/h près des côtes bretonnes. Ailleurs, il soufflera modérément. Les températures minimales avoisineront 1 à 3 degrés sur la moitié Nord, 3 à 5 degrés sur la moitié Sud. Quelques faibles gelées persisteront dans le Nord-Est.

Les températures maximales atteindront 3 à 5 degrés dans le Nord-Est, 10 degrés dans le Sud-Ouest et le Méditerranéen, 4 à 5 degrés près des côtes de la Manche, 6 à 8 degrés ailleurs.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 1 janvier, le second le minimum de la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier) : Ajaccio, 11 et 5 degrés ;

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4132

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Pot-au-feu. - II. Ont une bonne connaissance du globe. - III. Bien précieux. - IV. Un point. Consommer ou consumer. - V. Romains. S'exprime sans aucun accent. - VI. Se font surtout pincer aux Indes. Quelque chose de coupant. - VII. Mauvaise compagnie. Militaire. - VIII. On la trompe quand on nous fait des infidélités. - IX. A donc occasionné un certain travail. Mis au courant. - X. Est des plus facile à faire sécher. - XI. Nœuds. Général de division.

VERTICALEMENT

I. Marche comme sur des roulettes. - 2. Pour lui, un coup de main c'est souvent un coup de poing. - 3. Dépôt dans une caisse noire. A donc l'air fin. - 4. Son avance peut parfois nous faire partir en retard. Pratiques. - 5. N'est donc pas sur le point d'accoucher. Aide à soulager les malades. - 6. Sont donc à l'origine ou sont à la fin. Dut se féliciter de rater sa progéniture. - 7. Conjonction. Est quotidiennement à la fête. S'établit au moment de la succession. - 8. Ne nous fait pas craquer de tomber dans l'usine. - 9. Préposition. Se fait après la « prière ».

Solution du problème n° 4131

Horizontalement

I. Grimaux. - II. Ravi. Poë. - III. Eperriers. - IV. El. Oiseau. - V. Lido. Is. - VI. Gitanes. - VII. Rani. Zoos. - VIII. Eu. Etienne. - IX. Scare. - X. Thé. Tuile. - XI. Aéroster.

Verticalement

I. Gréer. Resta. - 2. Rapt. Gaudin. - 3. Ivo. Lin AER. (rta). - 4. Mirroir. - 5. Arvida. Têtu. - 6. Isonzo. Ut. - 7. Epée. Eon. II. - 8. Oraison. Le. - 9. Jésus. Semeur.

GUY BROUTY.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES BOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTIERES

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cumul (L.O. du 20/09/83)

Le numéro **612577** gagne **4 000 000,00 F**

les numéros approchant	à la centaine de mille	gagnent
012577	412577	50.000,00 F
112577	512577	
212577	712577	
312577	812577	

Les numéros approchant aux					gagnent
Dizaine de mille	Mille	Centaine	Dizaine	Unité	
602577	610577	612077	612507	612570	10 000,00 F
622577	611577	612177	612517	612571	
632577	613577	612277	612527	612572	
642577	614577	612377	612537	612573	
652577	615577	612477	612547	612574	
662577	616577	612577	612557	612575	
672577	617577	612677	612567	612576	
682577	618577	612777	612577	612577	

Tous les billets se terminant par		gagnent
2577	5000,00 F	1 000,00 F
577	200,00 F	
77	100,00 F	

TIRAGE DU MERCREDI 1^{er} JANVIER 1986

PARIS EN VISITES

SAMEDI 4 JANVIER

- « Le Musée du Parfum », 15 h, 9, rue Scribe (Hauts lieux et découvertes).
- « Cycle musées connus, méconnus, inconnus : le Musée Picasso dans l'Hôtel Salé », 14 heures, 5, rue de Thorigny (M. Hagen).
- « Les meubles de l'aristocratie sous Louis XVI », 14 h 30, Musée des décorations, 107, rue de Rivoli (Arènes).
- « Hôtel de Mondragon et ses décors du dix-huitième siècle, le mariage de Bonaparte », 15 h, 10, rue Louis-le-Grand (A. Ferraud).
- « Hôtel de Lassay », 14 h 30, 2, place du Palais-Bourbon.
- « L'Opéra parties publiques, 15 heures, haut des marches à gauche.
- « Les temples et le quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (M. C. Lamière).
- « Le couvent des Carmes et son jardin », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice.
- « Hôtel de Lassay », 14 h 30, 128, rue de l'Université (Ch. Merle).
- « Exposition Gallé, l'art nouveau au dix-neuvième siècle, verres céramiques, meubles », 14 h 30, Musée du Louvre, 15, rue de Valenciennes (Approche de l'art).
- « La peinture espagnole du Greco à Goya », 15 h, Louvre (porte Jaurès) (M. Fohryer).
- « Le Palais de justice en activité et la Cour de cassation », 15 heures, métro Cité (sorties Maréchal aux Fleurs) (P. Y. Jasslet).
- « La rénovation de l'édit de Nantes ou l'erreur politique du Soleil », 15 heures, 87, rue Vieille-du-Temple (L. Haullier).
- « Le Vieux Merri Quincampoix : hôtels et vieux logis, ruelles, cours pittoresques » (G. Boreau).
- « Salons du ministère de la marine », 14 h 45, 2, rue Royale (C.-A. Messer).
- « Le Musée Picasso à l'Hôtel Salé », 11 h 15 et « Bibliothèque nationale : images de la Gorgone », 14 h 30, Cité; tél.: 47-34-36-63.
- « Une heure au Père-Lachaise », 10 heures, 11 h 30, 14 heures et 15 h 30, porte principale (V. de Langlade).
- « Le Marais du Grand Siècle », 14 h 30, devant l'église Saint-Paul-Saint-Louis.

VACANCES

LES AILES DE LA CORSE. - A 170 kilomètres de la Côte d'Azur, l'île de beauté, à montagne dans la mer, offre plages de sable fin et sommets enneigés, golfes rochers et masques parfumés. Et un climat doux et tonique avec une température qui descend rarement au-dessous du 12° C au cœur de l'hiver. Une destination que Air France propose de découvrir ou de redécouvrir en profitant des tarifs réduits réservés à ses passagers sur la location de voitures (Avis, Interrent, à partir de 245 F par jour, tout compris, au départ d'Ajaccio, Bastia et Calvi) ainsi que sur l'hôtellerie, à Ajaccio, Bastia, Portofino, Calvi et l'Île-Rousse : de 205 F à 440 F, en chambre double, petits déjeuners inclus. Ces tarifs préférentiels sont valables jusqu'au 31 mars 1986.

★ Réservations auprès des agences Air Inter et agences de voyages.

VOYAGES

CARTE SANTÉ USA-CANADA. - Avoir un accident ou tomber malade en Amérique du Nord n'est pas la meilleure chose qui puisse vous arriver : les frais de santé y sont trois fois plus élevés qu'en France, l'éventuel remboursement de la Sécurité sociale est minime, et l'admission dans un hôpital demande une garantie de paiement. Produit du groupe New Hampshire, la carte santé USA-Canada proposée par la société Assurances Voyages-Assistance (AVA) permet de résoudre les problèmes d'admission et de prise en charge des frais médicaux chirurgicaux à concurrence de 2 300 F par jour et 4 500 F par jour en soins intensifs (plafond de garantie : 450 000 F). Elle offre également les prestations suivantes : rapatriement d'urgence, retour anticipé en cas de décès d'un parent, frais de retour des enfants, assistance juridique et caution pénale. Ainsi que le remboursement des frais médicaux hors hospitalisation à concurrence de 25 000 F. Il en coûte 23 F par jour de présence en Amérique du Nord.

★ AVA, 26 rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris. Tél. : (1) 48-78-11-85.

CONFÉRENCES

SAMEDI 4 JANVIER

Institut océanographique, 195, rue Saint-Jacques, 21 heures : « Les opérations en mer profonde, collecte des nodules polymétalliques, identification des sols » (M. Pierre Gével); 80, rue Talbot, 15 h : « Entretien avec une astrologue, conjonctions astrales de la France et de l'Europe, importance du signe zodiacal »; 62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Sur les pas des Templiers à Paris et en Ile-de-France » (conférence projection) (M^{me} Méyniel).

PRATIQUE

UN GUIDE DU LOGEMENT DES JEUNES. - Réalisé par le ministère de l'urbanisme, du logement et des transports, vient d'être publié par les Editions Albin Michel. Il contient des renseignements utiles sur les organismes à consulter, les aides financières, les solutions d'hébergement, des conseils sur l'accès à la propriété... (Editions Albin Michel, 116 p., 39 F).

★ Editions Albin Michel, 116 p., 39 F.

LÉGION D'HONNEUR

Nous publions ci-dessous la liste et la fin des nominations et des promotions dans l'ordre de la légion d'honneur, parues au Journal officiel du 1^{er} janvier :

Education nationale

Sont promus officiers :

MM. Albert Broussier, professeur à l'université de Strasbourg; Maurice Coulet, président de Clermont-Ferrand; Jean Donnard, professeur à Grenoble-III; Nikita Elisseff, professeur d'université honoraire; Robert Etienne, professeur à Bordeaux-II; Charles Grébus, professeur d'université honoraire; Claude Gros, professeur d'université honoraire; Yves Hervouet, professeur à Paris-VII; Roger Janbur, professeur à Paris-III; Paul Kilian, inspecteur général de l'administration; Robert Laroche, professeur de lycée honoraire; René Lehmann, professeur à l'université de Metz; Georges Lévêque, professeur honoraire du Conservatoire national des arts et métiers; Vincent Luciani, attaché honoraire d'administration scolaire et universitaire; Jean Pariaud, professeur à l'Institut national polytechnique de Grenoble; Claude Prévot, agent contractuel retraité; Lucien Reffeu, professeur de lycée honoraire.

Sont nommés chevaliers :

MM. René Amanieu, inspecteur d'académie honoraire; Jacques Blanchard, directeur d'école à Secondigny-sur-Seine (Deux-Sèvres); Jean Bouvier, professeur d'université honoraire; M^{me} Marguerite Charbonnier, épouse Combes, principal de collège à Saint-Jean-d'Angély (Charente-Maritime); MM. Paul Chassin, ingénieur des travaux publics retraité; André Choffat, inspecteur de l'éducation nationale à Gap; Jean-Paul Costa, maître des requêtes au Conseil d'Etat; Georges Debray, chef de travaux de lycée; M^{me} Suzanne Delrieux, inspecteur général des bibliothèques; M. Marcel Dérout, professeur de collège à Tarbes; M^{me} Berthe Doublet, directrice de la réunion des bibliothèques universitaires de Paris; MM. René Ducloux, inspecteur général de lycée à Paris; Georges Flory, professeur agrégé à Paris; Daniel Girard, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris; André Grandguillot, administrateur national de la mutuelle générale de l'éducation nationale; M^{me} Suzanne Haff, épouse Gille, intendante de lycée à Lille; M. Christian Jol-Lambert, conseiller référendaire à la Cour des comptes; M^{me} Marie Lacot, principal de collège; M^{me} Michel Le Gras, épouse Launay, professeur agrégé de centre national de préparation à un professorat; MM. Claude Mandou, professeur de lycée; François Morel, professeur au Collège de France; Claude Nicot, professeur à l'université Panthéon-Sorbonne; Jacques Oursel, professeur à Alençon; Eugène Pelaprat, censeur à Alençon; M^{me} Josiane Rabreau, épouse Allégret, professeur de centre de formation de l'enseignement supérieur; M^{me} Jeanne Richard, agent de service retraité; Georges Riens, recteur de l'académie de Besançon; Georges Royer, sous-directeur au ministère; M^{me} Jeanne Salette, épouse Rabau dite Rabaudon, professeur chargée de mission au rectorat de Bordeaux; Lucette Solier, épouse Taffat, professeur de collège à Boulogne-Billancourt; Monique Voisin, épouse Besson, secrétaire d'administration scolaire et universitaire, chef de section à l'université Panthéon-Sorbonne à Paris.

En tant que chevalier :

M. François Tavera, vice-président de l'UCDAR (Hérault), association affiliée au Recours.

Recherche et technologie

Est promu commandeur :

M. Raymond Castaing, professeur à la faculté des sciences de Paris.

Sont promus officiers :

MM. Robert Lebrun, directeur des relations sociales au CEA, Dautel Schwartz, professeur à la faculté de médecine de Paris-Sud.

Sont nommés chevaliers :

MM. Raymond Besson, délégué à la recherche et à la technologie de France-Comté; Dominique Girard, directeur du centre Ifremer à Toulon; Bernard Jouffrey, directeur d'Institut de recherche au CNRS; Maurice Nivat, directeur du laboratoire 248 du CNRS.

Travail, emploi et formation professionnelle

Sont promus officiers :

MM. Louis Felen, vice-président d'honneur de la Société d'enseignement professionnel du Rhône; Paul Segun, directeur du Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente; Jean-Claude Vallet, secrétaire général de l'Organisation professionnelle de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Sont nommés chevaliers :

MM. Marcel Caballero, délégué général de l'Institut pour la promotion par la formation permanente; Roxas Capmartin, directeur du travail et de l'emploi de la région du Centre; Daniel Cheron, ouvrier spécialisé en verrerie; Marcel Dias, membre du Conseil économique et social de la région Nord-Pas-de-Calais; Frédéric Gontier, responsable régional de l'Association interprofessionnelle pour la protection de la santé; Albert Kuntz, ancien secrétaire du syndicat FO du personnel de l'aéroport de Bâle-Mulhouse; André Lapiere, médecin du travail; René Leroy, conseiller prud'homme; Paul Marchelli, président de la Confédération française de l'encadrement CGC; Guy Mattedi, inspecteur général de l'éducation nationale; Jean-Jacques Ouchellin, président du conseil d'administration au Bureau international du travail; Louis Perren, contrôleur de l'UNEDIC (en position de détachement); Yves Simon, secrétaire général de la Fédération des employés et cadres FO; Georges Suser, journaliste-chef de secrétariat du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle au conseil régional du Nord; Marcel Turck, président de l'Association cantonale de Nieppe des mutilés du travail.

PROMOTION DU TRAVAIL

Sont nommés chevaliers :

MM. Maurice Arnaud, ancien chef du personnel de bouilleries; André Buri, boulanger-pâtisier; Germain Boudreau, chef de fabrication; Maurice Charrier, ingénieur; Jean-Marie Gouge, chef d'entreprise; M^{me} Louise Huillery, épouse Huet, conductrice de machine; MM. Edmond Lecamp, directeur administratif et financier d'une société; Louis Lepicard, sculpteur sur bois et pierre; Marc Micheler, gérant de société; Tounssaint Ouyari, responsable syndical; Pierre Sudaka, huissier chef honoraire; M^{me} Marie-Hélène Techer, en religion sœur Assuasia, directrice de l'ouvrage de Cilaos (Réunion); M. Raymond Vitelli, directeur général d'une société.

Environnement

Est promu officier :

M. Louis Torrier, président de l'Agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse.

Sont nommés chevaliers :

M^{me} Anne-Marie Beugras, épouse Droux, dite Anne Sylvestre, auteur-compositeur, interprète; MM. Philippe Mitterrand, propriétaire-exploitant-diffuseur; Jean-Pierre Fabre, président de la Fédération des associations de pêche et de pisciculture de la Haute-Vienne; Jacques de Perthuis de Laillivault, délégué général de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole; Jean-Pierre Flau, directeur d'une société d'études.

SANTÉ

Est promu commandeur :

M. Jean Cotte, membre de l'Académie nationale de médecine.

Sont promus officiers :

MM. Michel Boiron, directeur de l'Institut de recherches sur les leucémies; le chanoine René Coulaud, vice-président d'une union régionale hospitalière; Jules Doreux, doyen honoraire d'une faculté libre de médecine et de pharmacie; Jacques Dorstner, directeur d'un centre hospitalier; Marcel Latier, ancien médecin; Serge Roger, ancien PDG de la Compagnie générale de radiologie.

Sont nommés chevaliers :

MM. Roger Berte, président d'un syndicat départemental de pharmaciens; Victor Bertrand, ancien médecin-chef de service hospitalier; Guy de Hayma de Bry, médecin-chef de service hospitalier; Jean-Claude Henard, médecin-chef de service hospitalier; Viktor Kiebel, surveillant des services médicaux d'un centre hospitalier général; Yves Logez, médecin-chef de service hospitalier; André Nanno, médecin-chef de service hospitalier; Alain Piguet, inspecteur général adjoint de la santé publique; Pierre Tran Ba Loc, professeur d'une faculté de médecine.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES BOMMES A PAYER

TOUS CHIFFRES COMPTES, AINSI QUE BILLETTS ENTIERES

TERMINES	FINALES	LETTRES	SOMMES	TERMINES	FINALES	LETTRES	SOMMES
1	01	1000000	1000000	6	06	1000000	1000000
2	02	1000000	1000000	7	07	1000000	1000000
3	03	1000000	1000000	8	08	1000000	1000000
4	04	1000000	1000000	9	09	1000000	1000000
5	05	1000000	1000000	0	10	1000000	1000000

TIRAGE DU MERCREDI 1^{er} JANVIER 1986

VOYAGES

CARTE SANTÉ USA-CANADA. - Avoir un accident ou tomber malade en Amérique du Nord n'est pas la meilleure chose qui puisse vous arriver : les frais de santé y sont trois fois plus élevés qu'en France, l'éventuel remboursement de la Sécurité sociale est minime, et l'admission dans un hôpital demande une garantie de paiement. Produit du groupe New Hampshire, la carte santé USA-Canada proposée par la société Assurances Voyages-Assistance (AVA) permet de résoudre les problèmes d'admission et de prise en charge des frais médicaux chirurgicaux à concurrence de 2 300 F par jour et 4 500 F par jour en soins intensifs (plafond de garantie : 450 000 F). Elle offre également les prestations suivantes : rapatriement d'urgence, retour anticipé en cas de décès d'un parent, frais de retour des enfants, assistance juridique et caution pénale. Ainsi que le remboursement des frais médicaux hors hospitalisation à concurrence de 25 000 F. Il en coûte 23 F par jour de présence en Amérique du Nord.

★ AVA, 26 rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris. Tél. : (1) 48-78-11-85.

CONFÉRENCES

SAMEDI 4 JANVIER

Institut océanographique, 195, rue Saint-Jacques, 21 heures : « Les opérations en mer profonde, collecte des nodules polymétalliques, identification des sols » (M. Pierre Gével); 80, rue Talbot, 15 h : « Entretien avec une astrologue, conjonctions astrales de la France et de l'Europe, importance du signe zodiacal »; 62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Sur les pas des Templiers à Paris et en Ile-de-France » (conférence projection) (M^{me} Méyniel).

PRATIQUE

UN GUIDE DU LOGEMENT DES JEUNES. - Réalisé par le ministère de l'urbanisme, du logement et des transports, vient d'être publié par les Editions Albin Michel. Il contient des renseignements utiles sur les organismes à consulter, les aides financières, les solutions d'hébergement, des conseils sur l'accès à la propriété... (Editions Albin Michel, 116 p., 39 F).

★ Editions Albin Michel, 116 p., 39 F.

VOYAGES

CARTE SANTÉ USA-CANADA. - Avoir un accident ou tomber malade en Amérique du Nord n'est pas la meilleure chose qui puisse vous arriver : les frais de santé y sont trois fois plus élevés qu'en France, l'éventuel remboursement de la Sécurité sociale est minime, et l'admission dans un hôpital demande une garantie de paiement. Produit du groupe New Hampshire, la carte santé USA-Canada proposée par la société Assurances Voyages-Assistance (AVA) permet de résoudre les problèmes d'admission et de prise en charge des frais médicaux chirurgicaux à concurrence de 2 300 F par jour et 4 500 F par jour en soins intensifs (plafond de garantie : 450 000 F). Elle offre également les prestations suivantes : rapatriement d'urgence, retour anticipé en cas de décès d'un parent, frais de retour des enfants, assistance juridique et caution pénale. Ainsi que le remboursement des frais médicaux hors hospitalisation à concurrence de 25 000 F. Il en coûte 23 F par jour de présence en Amérique du Nord.

★ AVA, 26 rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris. Tél. : (1) 48-78-11-85.

CONFÉRENCES

SAMEDI 4 JANVIER

Institut océanographique, 195, rue Saint-Jacques, 21 heures : « Les opérations en mer profonde, collecte des nodules polymétalliques, identification des sols » (M. Pierre Gével); 80, rue Talbot, 15 h : « Entretien avec une astrologue, conjonctions astrales de la France et de l'Europe, importance du signe zodiacal »; 62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Sur les pas des Templiers à Paris et en Ile-de-France » (conférence projection) (M^{me} Méyniel).

PRATIQUE

UN GUIDE DU LOGEMENT DES JEUNES. - Réalisé par le ministère de l'urbanisme, du logement et des transports, vient d'être publié par les Editions Albin Michel. Il contient des renseignements utiles sur les organismes à consulter, les aides financières, les solutions d'hébergement, des conseils sur l'accès à la propriété... (Editions Albin Michel, 116 p., 39 F).

★ Editions Albin Michel, 116 p., 39 F.

VOYAGES

CARTE SANTÉ USA-CANADA. - Avoir un accident ou tomber malade en Amérique du Nord n'est pas la meilleure chose qui puisse vous arriver : les frais de santé y sont trois fois plus élevés qu'en France, l'éventuel remboursement de la Sécurité sociale est minime, et l'admission dans un hôpital demande une garantie de paiement. Produit du groupe New Hampshire, la carte santé USA-Canada proposée par la société Assurances Voyages-Assistance (AVA) permet de résoudre les problèmes d'admission et de prise en charge des frais médicaux chirurgicaux à concurrence de 2 300 F par jour et 4 500 F par jour en soins intensifs (plafond de garantie : 450 000 F). Elle offre également les prestations suivantes : rapatriement d'urgence, retour anticipé en cas de décès d'un parent, frais de retour des enfants, assistance juridique et caution pénale. Ainsi que le remboursement des frais médicaux hors hospitalisation à concurrence de 25 000 F. Il en coûte 23 F par jour de présence en Amérique du Nord.

★ AVA, 26 rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris. Tél. : (1) 48-78-11-85.

CONFÉRENCES

SAMEDI 4 JANVIER

Institut océanographique, 195, rue Saint-Jacques, 21 heures : « Les opérations en mer profonde, collecte des nodules polymétalliques, identification des sols » (M. Pierre Gével); 80, rue Talbot, 15 h : « Entretien avec une astrologue, conjonctions astrales de la France et de l'Europe, importance du signe zodiacal »; 62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Sur les pas des Templiers à Paris et en Ile-de-France » (conférence projection) (M^{me} Méyniel).

PRATIQUE

UN GUIDE DU LOGEMENT DES JEUNES. - Réalisé par le ministère de l'urbanisme, du logement et des transports, vient d'être publié par les Editions Albin Michel. Il contient des renseignements utiles sur les organismes à consulter, les aides financières, les solutions d'hébergement, des conseils sur l'accès à la propriété... (Editions Albin Michel, 116 p., 39 F).

★ Editions Albin Michel, 116 p., 39 F.

VOYAGES

CARTE SANTÉ USA-CANADA. - Avoir un accident ou tomber malade en Amérique du Nord n'est pas la meilleure chose qui puisse vous arriver : les frais de santé y sont trois fois plus élevés qu'en France, l'éventuel remboursement de la Sécurité sociale est minime, et l'admission dans un hôpital demande une garantie de paiement. Produit du groupe New Hampshire, la carte santé USA-Canada proposée par la société Assurances Voyages-Assistance (AVA) permet de résoudre les problèmes d'admission et de prise en charge des frais médicaux chirurgicaux à concurrence de 2 300 F par jour et 4 500 F par jour en soins intensifs (plafond de garantie : 450 000 F). Elle offre également les prestations suivantes : rapatriement d'urgence, retour anticipé en cas de décès d'un parent, frais de retour des enfants, assistance juridique et caution pénale. Ainsi que le remboursement des frais médicaux hors hospitalisation à concurrence de 25 000 F. Il en coûte 23 F par jour de présence en Amérique du Nord.

★ AVA, 26 rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris. Tél. : (1) 48-78-11-85.

Plus fin que moi, tu meurs

UNIBALL-MICRO

Feutre à bille 0.2 mm/m

existe en encres fluorescentes

Age Group	Percentage
18-29	65
30-49	75
50-69	80
70+	85

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

LETTRES ÉTRANGÈRES

Eduardo Sanguineti

ou le baroque rénové

Lorsqu'on a un poète italien premier, qu'on intitule l'un de ses poèmes *Postkarten*, que l'on met en un mot propre activité.

Le présent livre de Sanguineti rompt tout lyrisme au profit du quotidien, tout lieu défini au profit de tous les lieux mis ensemble.

Le lecteur est invité, dans ce livre, à une aventure qui est une dérive. Il faudrait dire plus et mieux : le lecteur est invité à perdre la poésie de vue. « Aujourd'hui, mon style est de ne pas avoir de style. »

Sanguineti refuse l'idée de lieu (comprenez : pays, nation, Etat). Il se transmue. Mais sa transmutation est aussi bien langagière. Il faut lire *Postkarten* pour cette insolite contestation de la rhétorique. Eduardo Sanguineti, c'est le baroque rénové.

H. J.

★ **POSTKARTEN**, par Eduardo Sanguineti, édition bilingue, traduit de l'italien par Vincent Barras, l'Age d'Homme, 142 p.

DERNIÈRES LIVRAISONS

SCIENCES HUMAINES

■ Maurice Dayan : *Les Relations au réel dans la psychose. Une approche historico-théorique de l'héritage freudien, qui se situe dans le droit fil du dernier ouvrage de Maurice Dayan : *Manière et Réalité*, (PUF, 201 p., 140 F.)*

■ Jacques Jacquart et Claude Thibaut : *Sexualité et Pouvoir au Moyen-Âge. Ou comment, à l'aide d'une représentation physiologique souvent surprenante de l'être humain, médiéval ou moderne, rendent compte de la diversité des comportements humains.* (PUF, 267 p., 135 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

■ Jean-Pierre Cometti : *Robert Musil ou l'alternative romanesque. La rigueur intransigeante du célèbre écrivain autrichien, « passion de l'autrement », son « penchant pour l'éthique » sont restitués par Jean-Pierre Cometti.* (PUF, 224 p., 145 F.)

HISTOIRE LITTÉRAIRE

■ Georges Desbrières : *Le roman de l'écriture en France. Étude de la production littéraire d'Anjou des « Scriptoria du XII^e siècle » à la récente modernité.* (Presses de l'université d'Anjou, 224 p., 100 F.)

HISTOIRE

■ François Hénard : *Sylla. L'auteur a voulu rendre justice à cet empereur romain si éminemment méconnu, en retraçant la vie de l'homme d'Etat.* (Editions Fayard, 314 p., 95 F.)

■ Julien L. Simon : *L'Homme, notre dernière planète. Étude présente une réflexion optimiste sur l'état actuel des connaissances relatives à la planète. L'auteur, opposé à la théorie de la fin des temps, met en évidence les répercussions de l'essor démographique sur notre monde.* (Traduit de l'américain par Linda J. Ranchin-Dundas.) (PUF, 424 p., 199 F.)

■ Hervé Dumézil : *L'Economiste, la Science et le Pouvoir : le cas de Louis XVIII (1789-1810), un des plus importants économistes français, fut à l'origine de l'élaboration de l'économie mathématique. Son œuvre, si analysée, pose la question de la relation entre le pouvoir et la science économique.* (PUF, 269 p., 150 F.)

■ Serge Feuchereau : *Les Peintres révolutionnaires mexicains. La révolution mexicaine éclate en 1910. L'effacement du bouleversement des structures sociales et politiques du pays a lieu une révolution esthétique, et, dans l'histoire, une révolution de l'art, avec de nombreux artistes.* (Messidor, 124 p., 150 F.)

CABU A APOSTROPHÉ LE 3 JANVIER



CABU A APOSTROPHÉ LE 3 JANVIER

LES CENT MEILLEURS DESSINS DE CABU

CABU A APOSTROPHÉ LE 3 JANVIER

LES CENT MEILLEURS DESSINS DE CABU

CABU A APOSTROPHÉ LE 3 JANVIER

LES CENT MEILLEURS DESSINS DE CABU

CABU A APOSTROPHÉ LE 3 JANVIER

LES CENT MEILLEURS DESSINS DE CABU

CABU A APOSTROPHÉ LE 3 JANVIER

LES CENT MEILLEURS DESSINS DE CABU

CABU A APOSTROPHÉ LE 3 JANVIER

LES CENT MEILLEURS DESSINS DE CABU

CABU A APOSTROPHÉ LE 3 JANVIER

LES CENT MEILLEURS DESSINS DE CABU



ARTS

Les moustaches

de Dali

Comment pénétrer les secrets de Dali ? Peut-être en observant, avec Paul Klee, les symboles qui apparaissent dans ses œuvres. Les moustaches de Dali, peintes par Dali, sont des moustaches. Les moustaches de Dali, peintes par Dali, sont des moustaches. Les moustaches de Dali, peintes par Dali, sont des moustaches.

Celui qui se penche avec intérêt sur les peintures du peintre espagnol avec beaucoup de profit

ce petit livre absurde, *Les moustaches de Dali*, une interview photographique du porteur de ces moustaches ultra-gaies et mystiques, moustaches à moustaches, tombantes et horizontales, de Dali. A chaque question de l'interviewer, Dali répond par un mouvement — une moustache — de sa moustache. « Pourquoi les moustaches de la peinture ? », demande Philippe Halsman. « Parce que j'aime l'art », répond Dali. « Parce que j'aime l'art », répond Dali. « Parce que j'aime l'art », répond Dali.

Pour les moustaches et les insectes, Dali décide, un beau jour, de peindre les cinquante moustaches magiques de la peinture, c'est la dernière moustache. Les moustaches de Dali, peintes par Dali, sont des moustaches. Les moustaches de Dali, peintes par Dali, sont des moustaches. Les moustaches de Dali, peintes par Dali, sont des moustaches.

■ **LE TAROT DE SALVADOR DALI**, par Rachel Pollack, Editions 175 pages, 125 F.

★ **DALI'S MUSTACHE**, par Salvador Dali et Philippe Halsman, Artforum, 128 pages, 95 F.

★ **CINQUANTE SECRETS MAGIQUES**, de Dali, Editions La Bibliothèque des arts, tirage de l'édition limitée à 1 900 exemplaires numérotés, 165 pages, volume relié pleine toile sous coffret, format 31 x 24, 8 plaques couleur, 130 illustrations noir et blanc, 600 F.

JEUNESSE

Histoire pour la rentrée des classes

« L'HISTOIRE » sort de la mode « France », disait Stendhal, constatant le goût de ses concitoyens pour l'histoire pittoresque. Cent cinquante ans plus tard, la phrase reste vraie, si l'on voit, depuis peu, proliférer les bonnes collections d'histoires aux jeunes, en usant des meilleurs — tant de l'illustration que de la — pour séduire écoliers, collégiens et lycéens.

■ *La fin du dix-neuvième siècle, après le désastre de Sedan et la perte de l'Alsace et de la Lorraine, naît un nationalisme plus brûlant, idéalisé par Barrès, visant à séduire la jeunesse. C'est dans ce contexte que nombreux éditeurs proposent aux enfants des livres d'histoire exaltant le passé national.* explique Laura Noessler, responsable du service jeunesse de la Bibliothèque de l'heure joyeuse, dans un article consacré aux albums historiques d'il y a quatre-vingt-dix ans. (1). C'est peut-être parce qu'on ne trouvait pas d'albums de développement chez les jeunes un esprit d'indier que les albums historiques illustrés avaient presque disparu, jusqu'à l'apparition du début du siècle du pire et du meilleur : une *Histoire de France en 100* déjantée, remarquablement illustrée, qui nous rend particulièrement présents les hommes de l'Europe des quinzème et dix-septième siècles, et pour les plus grands, une approche originale de l'histoire qui, en dix-huit volumes, tentera de ressusciter des paysages et des groupes d'hommes disparus : les *Premières Cités*, les *Premiers Villages*, la *Méditerranée des Croisades* et *Byzance*.

En noir et blanc exclusivement, « Un lieu, des hommes, une histoire », dirigée par Daniel Sassié chez Albin Michel,

chacune fois une histoire qui raconte d'une façon un peu trop artificielle « qu'on doit connaître sur la cité grecque ou sur une colonie viking par exemple ; un glossaire donne la signification succincte des termes qui trèffent le texte. Encore des Grecs dans la collection « L'histoire au jour le jour » chez Nathan, rapidement évoqués à travers Mycènes, Athènes, Olympie, Délos et des images qui mettent face à face les reconstitutions et les vestiges archéologiques. Au Seuil, un album sur les *Templiers* (coll. « Histoire vivante ») : un sujet passionnant mais trop vaste et trop complexe, et qui n'est pas remplacé de façon suffisamment claire dans le cadre des Croisades ; le jeune lecteur risque de ne retenir que la légende du mystérieux royaume caché.

Aux *Epigones*, deux titres passionnants qui permettront d'apprendre à mieux connaître le monde en empruntant les itinéraires par lesquels s'effectuèrent les échanges commerciaux et les grandes découvertes : les *Grandes Routes*, les *Grands Voyageurs* (collection « Rencontrer l'histoire »).

Enfin, signalons deux curiosités : le *Livre de l'histoire de France*, chez Gallimard : un résumé un peu trop succinct qui suit les grandes dates de l'histoire depuis l'âge de pierre jusqu'à l'Europe des Douze en 10 pages petit format, et les *Mutations*, un album ingénieux qui illustre l'évolution de la vie quotidienne dans les domaines de l'écriture, des voyages, de la guerre, de la mode, de la maison, des loisirs, etc. Une manière astucieuse d'étudier le progrès.

■ **NAISSANCE DES BOURSES DU TRAVAIL**, de Peter Schöttler, un appareil idéologique d'Etat à la fin du dix-neuvième siècle, PUF, 294 p., 165 F.

(1) Parmi les titres récents de cette collection, signalons *Mourir pour la patrie*, d'Ernst H. Kantorowicz, *Longue-vie*, d'Immanuel Kant, de Gérard Noiriel, *Le développement à l'évolution du dix-neuvième siècle*, sous la direction de Georges Canguilhem.

ROMANS

Les héros

sont encombrants

« Ce n'est que lorsqu'il fut arrivé au milieu du carrefour que le vieil homme put enfin voir ce qui bougeait. Et dans ses jambes, soudain, au niveau des genoux, il y eut une brusque marée de brume et de glace. »

« C'était un petit chat noir. Un tout petit chat noir. Il avait les yeux fermés, comme s'il était concentré sur sa douleur, et son corps roulait sur lui-même mécaniquement, dans des spasmes lents et machinaux qui se ralentissaient à chaque fois. »

Voilà comment *Blanc*, le héros du roman de Jean-Noël Blanc, le héros du roman, ne peut plus s'en arracher. On retrouve le vieillard dans une maison délabrée de banlieue, alors que défient, en flash-back, les images de son passé.

C'était en 1937, les deux frères, envoyés par le Parti pour assassiner un dictateur d'Amérique centrale. Raphaël avait tiré, mais sa main avait tremblé ; et c'est son frère qui avait appuyé sur le déclencheur. Raphaël abattu, on l'a enterré dans la neige. Le peuple a oublié les héros, et les héros morts ont cessé de peser. Le frère de Raphaël n'offre pas, lui, cet avantage : il se fait remarquer, il ne lit pas les discours qu'on lui propose, il parle au cœur plutôt qu'à la tête. Plus tard, dans l'Espagne des Brigades, il a vu la mort, il a vu la mort, il a vu la mort. Bref, c'est un héros bien encombrant. Mais ce sera l'histoire d'un héros, d'un héros, d'un héros. Et c'est la perfection : tu ne l'attendras jamais. — R. J.

■ **LE TAROT DE SALVADOR DALI**, par Rachel Pollack, Editions 175 pages, 125 F.

★ **DALI'S MUSTACHE**, par Salvador Dali et Philippe Halsman, Artforum, 128 pages, 95 F.

★ **CINQUANTE SECRETS MAGIQUES**, de Dali, Editions La Bibliothèque des arts, tirage de l'édition limitée à 1 900 exemplaires numérotés, 165 pages, volume relié pleine toile sous coffret, format 31 x 24, 8 plaques couleur, 130 illustrations noir et blanc, 600 F.

■ **LA VIE PRIVÉE DES HOMMES** : aux premiers siècles de l'islam, texte de Mokhtar Mokhtef, III de Sédat Tsoum, Album 22,5 cm x 28,5 cm, Hachette jeunesse, 68 p., 65 F. (A partir de douze ans.)

★ **MA PREMIÈRE VIE PRIVÉE DES HOMMES** : les Légionnaires romains, les Chevaliers du Moyen Âge, par Martin Windrow, Album 19,5 cm x 26 cm, Hachette jeunesse, 32 p., 48,50 F. (De six à neuf ans.)

★ **LES JOURS DE L'HISTOIRE** : la Renaissance, texte de Michel Pierre, III de Nadine Vogel, Album 24,5 cm x 32 cm, Castorama, 72 p., 75 F. (A partir de dix ans.)

■ **L'HISTOIRE DES HOMMES** : les Premiers Villages, les Premières Cités, la Méditerranée, 76 p., 85 F. (A partir de douze ans.)

★ **UN LIEU, DES HOMMES, UNE HISTOIRE** : la Cité grecque sous Périclès : Athènes, par Georges Grammat, Une colonie Viking au Groenland : Brattahlíð, par Jean-Olivier et Edouard Coello, Album noir et blanc, 22,5 cm x 29 cm, Seuil, Albin Michel jeunesse, 60 p., 65 F. (A partir de onze ans.)

■ **LES HISTOIRES AU JOUR LE JOUR** : les Grecs, par J.-E. Jones, Album 21,5 cm x 27,5 cm, Nathan, 38 p., 50 F. (A partir de onze ans.)

★ **HISTOIRE VIVANTE** : les Templiers, texte de Bernard Briais, III de J.-M. Ruffieux, Album, 22 cm x 29 cm, Seuil, 48 p., 69 F. (A partir de douze ans.)

★ **RENCONTRER L'HISTOIRE** : les Grandes Routes, les Grands Voyageurs, Texte de René Pontus et François Tichey, Album 22 x 29 cm, Epigones, 62 p. (A partir de dix ans.)

★ **DÉCOUVERTE-CADET** : le Livre de l'histoire de France, par Jean-Louis Besson, Album 11,5 x 18 cm, Gallimard, 124 p., 44 F. (A partir de neuf ans.)

★ **LES MUTATIONS**, par Geoffrey Trease, Album 24 x 31 cm, Castorama, 92 p., 120 F. (A partir de dix ans.)

■ **LA VIE PRIVÉE DES HOMMES** : aux premiers siècles de l'islam, texte de Mokhtar Mokhtef, III de Sédat Tsoum, Album 22,5 cm x 28,5 cm, Hachette jeunesse, 68 p., 65 F. (A partir de douze ans.)

★ **MA PREMIÈRE VIE PRIVÉE DES HOMMES** : les Légionnaires romains, les Chevaliers du Moyen Âge, par Martin Windrow, Album 19,5 cm x 26 cm, Hachette jeunesse, 32 p., 48,50 F. (De six à neuf ans.)

★ **LES JOURS DE L'HISTOIRE** : la Renaissance, texte de Michel Pierre, III de Nadine Vogel, Album 24,5 cm x 32 cm, Castorama, 72 p., 75 F. (A partir de dix ans.)

■ **L'HISTOIRE DES HOMMES** : les Premiers Villages, les Premières Cités, la Méditerranée, 76 p., 85 F. (A partir de douze ans.)

★ **UN LIEU, DES HOMMES, UNE HISTOIRE** : la Cité grecque sous Périclès : Athènes, par Georges Grammat, Une colonie Viking au Groenland : Brattahlíð, par Jean-Olivier et Edouard Coello, Album noir et blanc, 22,5 cm x 29 cm, Seuil, Albin Michel jeunesse, 60 p., 65 F. (A partir de onze ans.)

■ **LES HISTOIRES AU JOUR LE JOUR** : les Grecs, par J.-E. Jones, Album 21,5 cm x 27,5 cm, Nathan, 38 p., 50 F. (A partir de onze ans.)

★ **HISTOIRE VIVANTE** : les Templiers, texte de Bernard Briais, III de J.-M. Ruffieux, Album, 22 cm x 29 cm, Seuil, 48 p., 69 F. (A partir de douze ans.)

★ **RENCONTRER L'HISTOIRE** : les Grandes Routes, les Grands Voyageurs, Texte de René Pontus et François Tichey, Album 22 x 29 cm, Epigones, 62 p. (A partir de dix ans.)

★ **DÉCOUVERTE-CADET** : le Livre de l'histoire de France, par Jean-Louis Besson, Album 11,5 x 18 cm, Gallimard, 124 p., 44 F. (A partir de neuf ans.)

★ **LES MUTATIONS**, par Geoffrey Trease, Album 24 x 31 cm, Castorama, 92 p., 120 F. (A partir de dix ans.)

■ **LA VIE PRIVÉE DES HOMMES** : aux premiers siècles de l'islam, texte de Mokhtar Mokhtef, III de Sédat Tsoum, Album 22,5 cm x 28,5 cm, Hachette jeunesse, 68 p., 65 F. (A partir de douze ans.)

★ **MA PREMIÈRE VIE PRIVÉE DES HOMMES** : les Légionnaires romains, les Chevaliers du Moyen Âge, par Martin Windrow, Album 19,5 cm x 26 cm, Hachette jeunesse, 32 p., 48,50 F. (De six à neuf ans.)

★ **LES JOURS DE L'HISTOIRE** : la Renaissance, texte de Michel Pierre, III de Nadine Vogel, Album 24,5 cm x 32 cm, Castorama, 72 p., 75 F. (A partir de dix ans.)

■ **L'HISTOIRE DES HOMMES** : les Premiers Villages, les Premières Cités, la Méditerranée, 76 p., 85 F. (A partir de douze ans.)

★ **UN LIEU, DES HOMMES, UNE HISTOIRE** : la Cité grecque sous Périclès : Athènes, par Georges Grammat, Une colonie Viking au Groenland : Brattahlíð, par Jean-Olivier et Edouard Coello, Album noir et blanc, 22,5 cm x 29 cm, Seuil, Albin Michel jeunesse, 60 p., 65 F. (A partir de onze ans.)

■ **LES HISTOIRES AU JOUR LE JOUR** : les Grecs, par J.-E. Jones, Album 21,5 cm x 27,5 cm, Nathan, 38 p., 50 F. (A partir de onze ans.)

★ **HISTOIRE VIVANTE** : les Templiers, texte de Bernard Briais, III de J.-M. Ruffieux, Album, 22 cm x 29 cm, Seuil, 48 p., 69 F. (A partir de douze ans.)

★ **RENCONTRER L'HISTOIRE** : les Grandes Routes, les Grands Voyageurs, Texte de René Pontus et François Tichey, Album 22 x 29 cm, Epigones, 62 p. (A partir de dix ans.)

★ **DÉCOUVERTE-CADET** : le Livre de l'histoire de France, par Jean-Louis Besson, Album 11,5 x 18 cm, Gallimard, 124 p., 44 F. (A partir de neuf ans.)

★ **LES MUTATIONS**, par Geoffrey Trease, Album 24 x 31 cm, Castorama, 92 p., 120 F. (A partir de dix ans.)

HISTOIRE

Aux origines

du syndicalisme

français

Les origines du travail, dont l'historien allemand Peter Schöttler étudie la naissance dans le dernier quart du dix-neuvième siècle, ont joué, dit-il, un rôle déterminant dans la genèse du mouvement syndical en France.

Pour Peter Schöttler, l'originalité de ces institutions tient à leur double nature d'instrument de pacification sociale et de lieu d'action syndicale, ou, comme l'écrit un économiste de l'époque, de « marché ouvert du travail » et de « cité fermée des ouvriers ». Cette dualité apparaît à l'origine des Bourses du travail et permet de mieux comprendre leur fonctionnement réel.

L'auteur montre par exemple que les conflits qui ont entraîné la fermeture de la Bourse de Paris dès 1893, c'est-à-dire six ans après son ouverture, sont nés de cette « ambivalence » et que l'« apolitisme » qui caractérise leur idéologie — qualifiée par Peter Schöttler de « technocratie utopique » — fut notamment une façon de résoudre les contradictions inhérentes à leur « équilibre congénital ».

Naissance des Bourses du travail offre ainsi sur l'organisation de la classe ouvrière à ses débuts, mais aussi sur la manière dont la bourgeoisie tenta de la contrôler, des éclairages intéressants. Paru dans la collection « Pratiques théoriques », sous la direction d'Etienne Balibar et Dominique Lecourt (1), l'ouvrage de Peter Schöttler est l'exemple réussi d'une démarche qui unit recherche empirique et analyse théorique. — Th. F.

★ **NAISSANCE DES BOURSES DU TRAVAIL**, de Peter Schöttler, un appareil idéologique d'Etat à la fin du dix-neuvième siècle, PUF, 294 p., 165 F.

(1) Parmi les titres récents de cette collection, signalons *Mourir pour la patrie*, d'Ernst H. Kantorowicz, *Longue-vie*, d'Immanuel Kant, de Gérard Noiriel, *Le développement à l'évolution du dix-neuvième siècle*, sous la direction de Georges Canguilhem.

NOUVELLES

« La nuit qui

n'est pas ténébre »

Seize nouvelles disposées autour de la nuit et de la mort, « La nuit qui n'est pas ténébre », la mort conçue comme une promesse, opposée au désespoir des affaires terrestres, c'est Phylacte qui a percé le secret du serpent et se désintéresse de la guerre qui fait rage ; c'est Lorenzo, duc de Ferrare, qui se découvre homme et faillible devant une pauvresse ; un professeur de lettres et la recherche d'une fille regardent venir la mort ; un avocat idéaliste qu'un cri de douleur a ébranlé et qui, découvrant le silence, « en est tout entier ravi, comme d'un miracle » ; et d'autres encore qui se détournent de l'ambition, des richesses, de la puissance, pour scruter leur vérité d'enfants trébuchants devant l'infiniment Aute.

Et c'est bien un tremblement qui parcourt ces pages de ferveur et de prière, écrites par un homme qui « célèbre la beauté de la Terre mais questionne sans fin le mystère dont elle est le masque prodigieux ».

La prière d'insérer nous assure qu'il s'agit là d'une « œuvre de dimension métaphysique ». On aimerait ajouter foi à ces formules romanesques, n'était le talent de Lucien Guisard, qui a dit en rougissant jusqu'aux oreilles les quelques périodes de ces petites vacheries involontaires à leurs auteurs. Les *Chansons de la nuit* fait bien plutôt partie de ces livres secrets qui vous tiennent longtemps en alerte après qu'on les a refermés, et auxquels on voudrait répondre par une égale émotion. Bonheur de sentir osciller « l'inattendu qui tant féconde la vie » et les heures mortes qu'on oublie par souvent de décrire, quand l'enfant parle en soi. Bonheur aussi de retrouver un peu du Surplément de l'Enfant de la haute mer, — et de l'attendre, dans le concert des barytons d'automne, une voix claire, à nulle autre pareille. — V. L.

■ **LES CHANSONS DE LA NUIT**, de Lucien Guisard, Le Castor, 210 p., 88 F.

■ **LA VIE PRIVÉE DES HOMMES** : aux premiers siècles de l'islam, texte de Mokhtar Mokhtef, III de Sédat Tsoum, Album 22,5 cm x 28,5 cm, Hachette jeunesse, 68 p., 65 F. (A partir de douze ans.)

★ **MA PREMIÈRE VIE PRIVÉE DES HOMMES** : les Légionnaires romains, les Chevaliers du Moyen Âge, par Martin Windrow, Album 19,5 cm x 26 cm, Hachette jeunesse, 32 p., 48,50 F. (De six à neuf ans.)

★ **LES JOURS DE L'HISTOIRE** : la Renaissance, texte de Michel Pierre, III de Nadine Vogel, Album 24,5 cm x 32 cm, Castorama, 72 p., 75 F. (A partir de dix ans.)

■ **L'HISTOIRE DES HOMMES** : les Premiers Villages, les Premières Cités, la Méditerranée, 76 p., 85 F. (A partir de douze ans.)

★ **UN LIEU, DES HOMMES, UNE HISTOIRE** : la Cité grecque sous Périclès : Athènes, par Georges Grammat, Une colonie Viking au Groenland : Brattahlíð, par Jean-Olivier et Edouard Coello, Album noir et blanc, 22,5 cm x 29 cm, Seuil, Albin Michel jeunesse, 60 p., 65 F. (A partir de onze ans.)

■ **LES HISTOIRES AU JOUR LE JOUR** : les Grecs, par J.-E. Jones, Album 21,5 cm x 27,5 cm, Nathan, 38 p., 50 F. (A partir de onze ans.)

★ **HISTOIRE VIVANTE** : les Templiers, texte de Bernard Briais, III de J.-M. Ruffieux, Album, 22 cm x 29 cm, Seuil, 48 p., 69 F. (A partir de douze ans.)

★ **RENCONTRER L'HISTOIRE** : les Grandes Routes, les Grands Voyageurs, Texte de René Pontus et François Tichey, Album 22 x 29 cm, Epigones, 62 p. (A partir de dix ans.)

★ **DÉCOUVERTE-CADET** : le Livre de l'histoire de France, par Jean-Louis Besson, Album 11,5 x 18 cm, Gallimard, 124 p., 44 F. (A partir de neuf ans.)

★ **LES MUTATIONS**, par Geoffrey Trease, Album 24 x 31 cm, Castorama, 92 p., 120 F. (A partir de dix ans.)

■ **LA VIE PRIVÉE DES HOMMES** : aux premiers siècles de l'islam, texte de Mokhtar Mokhtef, III de Sédat Tsoum, Album 22,5 cm x 28,5 cm, Hachette jeunesse, 68 p., 65 F. (A partir de douze ans.)

★ **MA PREMIÈRE VIE PRIVÉE DES HOMMES** : les Légionnaires romains, les Chevaliers du Moyen Âge, par Martin Windrow, Album 19,5 cm x 26 cm, Hachette jeunesse, 32 p., 48,50 F. (De six à neuf ans.)

★ **LES JOURS DE L'HISTOIRE** : la Renaissance, texte de Michel Pierre, III de Nadine Vogel, Album 24,5 cm x 32 cm, Castorama, 72 p., 75 F. (A partir de dix ans.)

■ **L'HISTOIRE DES HOMMES** : les Premiers Villages, les Premières Cités, la Méditerranée, 76 p., 85 F. (A partir de douze ans.)

★ **UN LIEU, DES HOMMES, UNE HISTOIRE** : la Cité grecque sous Périclès : Athènes, par Georges Grammat, Une colonie Viking au Groenland : Brattahlíð, par Jean-Olivier et Edouard Coello, Album noir et blanc, 22,5 cm x 29 cm, Seuil, Albin Michel jeunesse, 60 p., 65 F. (A partir de onze ans.)

■ **LES HISTOIRES AU JOUR LE JOUR** : les Grecs, par J.-E. Jones, Album 21,5 cm x 27,5 cm, Nathan, 38 p., 50 F. (A partir de onze ans.)

★ **HISTOIRE VIVANTE** : les Templiers, texte de Bernard Briais, III de J.-M. Ruffieux, Album, 2

LETTRES ÉTRANGÈRES

Les barrières infranchissables

Deux romans allemands racontent comment, à l'Est comme à l'Ouest, les individus tentent de vivre.

L'INCOMMUNICABILITÉ et son corollaire la solitude sont au cœur de deux romans, le premier situé de l'autre côté du mur, le second intitulé *Le Mur invisible* et qui, chacun, pour personnage principal une femme.

La narratrice de *L'Ami étranger*, de Christoph Hein, vit à Berlin-Est où elle exerce la profession de médecin; celle, *du Mur invisible*, de la romancière autrichienne Marlene Haushofer, essaie de survivre, isolée à la suite d'une catastrophe planétaire. Mais si tout semble, à première vue, séparer, leurs destins se rejoignent étrangement.

Commentant *L'Ami étranger*, Christoph Hein déclarait: « C'est un roman sur une femme et une génération et c'est aussi une réflexion sur le prix à payer exigé par notre civilisation » (1). L'his-

toire se présente sous la forme d'une liaison singulière. Séparée de son mari, Claudia, trente-neuf ans, a perdu depuis longtemps son désir, mais passion, tout intérêt politique et estime que ce qu'il y a eu de plus excitant dans sa vie fut l'introduction de l'horaire d'été, parce qu'il a pour une fois interrompu le mouvement ininterrompable du temps. Les jours se partagent entre l'hôpital où, tout marche bien, elle est dans cinq ans médecin-chef et un grand ensemble où les trains s'ignorent tout en s'épaulant. C'est là, en sortant de l'ascenseur, qu'elle a fait connaissance du locataire du « sept », un homme marié, architecte de son métier. Commence alors ce qu'on pourrait appeler une liaison si les partenaires n'avaient justement défilé tous deux d'éviter à tout prix ce qui risquerait de les lier.

« J'ai réussi, je vais bien »

L'Ami étranger se situe, en effet, dans un monde où, le souci de chacun est d'ignorer systématiquement tout ce qui pourrait le déranger, partant, le détruire, le contact avec l'autre a disparu. Dans les conversations, on remarque ou question personnelle sans bannir, on se réduit, « pour trouver des informations sur son destin », à parcourir les petites annonces des journaux. Afin de rester de vivre, malgré tout, les individus ont recours à des subterfuges: Claudia photographie sans relâche, mais uniquement, des paysages. « Photographier des gens, précise-t-elle, est pour moi une transgression inéluctable dans la vie d'autrui ». Henry, l'amant,

ne se sent exister que lorsqu'il peut exhiber son machisme en conduisant sa voiture. Toujours dans l'espoir qu'il se trouve enfin quelque chose, d'autres préfèrent se saouler ou se bagarrer. Lorsqu'elle apprendra la mort de son amant, au cours d'une de ces rixes stupides, Claudia réagira avec une impassibilité habituelle: « Je suis déçue », conclut-elle. « J'ai une belle peau. Je peux m'offrir ce que je fais plaisir. Je suis en bonne santé. Je suis arrivée à tout à quoi je pouvais prétendre. Autant que je sache, rien ne me manquait. J'ai réussi. Je vais bien ».

Même si quelques touches de couleur locale — par exemple, un promoteur qui utilise le numéro de la voiture de Claudia occupée à photographier les ruines d'une scierie — rappellent qu'on se situe en RDA, *L'Ami étranger* pourrait se situer aussi bien chez nous, c'est à qui fait la force de ce roman aussi insoutenable, par son lyrisme, que le réquisitoire lancé par le narrateur du fameux *Mars de Fritz Zorn*.

Organiser sa survie

Le Mur invisible, dont l'auteur, Marlene Haushofer, en 1970, est actuellement redécouverte en RFA, commence, lui, à la manière d'un récit de science-fiction mais il s'agit, on s'en aperçoit vite, d'une fable philosophique sur la solitude constitutive, à l'instar, du trame.

Ne voyant pas revenir les hôtes qui l'ont accueillie pour trois jours dans un chalet des Alpes autrichiennes, la narratrice, partie à leur recherche, se heurte brutalement, à la sortie d'une gorge, à quelque chose de froid et de lisse, un mur invisible au-delà duquel tout est figé dans une nuit inexplicable.

Se sentant seule au monde, elle se met en devoir d'organiser sa survie dans son nid miraculeusement préservé. Un chien, une chatte, une vache qui mettra bas, sont ses nouveaux compagnons. Emule féminine de Robinson Crusoe, il lui faut tout d'abord réapprendre les gestes oubliés de la vie: traire la vache, planter des pommes de terre après les avoir coupées en tranches en prenant soin que chaque morceau soit pourvu d'un œil. En même temps qu'elle découvre comment, par exemple, connaître l'heure d'après le vol des corneilles, ou s'exerce à comprendre le langage des animaux et les bruits mystérieux de la forêt, une nouvelle naissance s'accomplit en elle au fil des jours. Grâce de l'enfer qui, jadis, l'anesthésiait, elle se

sent à nouveau responsable de la vie qui l'entoure. « Aussi longtemps, écrit-elle, qu'il y aura dans la forêt un seul être à aimer, je l'aimerai, et si, un jour, il n'y en a plus, alors je mourrai de vivre ».

L'idylle prendra fin pourtant, et ce sera par la faute d'un homme venu, non plus Vendredi, conforter la narratrice, mais semer la mort.

L'Ami étranger et *Le Mur invisible*: deux romans radicalement différents sur le plan de l'écriture. Le premier se présente sous la forme d'un constat, d'autant plus impitoyable qu'il semble détaché, le lyrisme déchirant du second se situe tout droit dans la tradition de celui des *Grands bois*, d'Adalbert Stifter (2), mais ils posent, chacun à sa manière, une question fondamentale à laquelle nos systèmes, ni à l'Ouest ni à l'Est, n'ont pu répondre: une nouvelle conception des rapports humains n'est-elle pas la condition même de la survie?

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

★ *L'AMÉRICAIN ÉTRANGER*, de Christoph Hein, traduit de l'allemand par François Mathieu avec la collaboration de Régine Mathieu. Éditions Albin, 1985, 79 F.

★ *LE MUR INVISIBLE*, de Marlene Haushofer, traduit par Lise-Lotte Bode, et Jacqueline Chambon. Actes du Livre, 286 p., 98 F.

(1) *Le Monde*, 12 septembre 1984.
(2) *Le Monde*, 13 septembre 1979.

SOCIÉTÉ

Les belles-lettres de l'argot



Les Pieds Nickelés.

par Claude Duneton

NULLE autre langue au monde ne mérite avoir cultivé dans ses champs sémantiques une excoissance aussi considérable, originale et vivace que celle qui a poussé sur la langue française: son argot. Un développement si particulier à la France d'un langage argotique ne peut s'expliquer que par le fait que la langue officielle a fait peser trop longtemps sur le pays. Faisant cavalier seul dans les sphères de la culture littéraire, aristocratique et mondaine, la langue officielle a été jadis inutilisable par le petit peuple du peuple; l'argot s'y est ramifié comme un lierre exubérant, comme la dissidence d'une dictature. C'est au point qu'une bonne connaissance du français moderne, familier d'aujourd'hui, voire du français littéraire actuel, nécessite par une juste appréciation l'évolution historique de la « bigorne », dont les frontières avec la « langue morte », la langue populaire ouvrière, sont devenues floues vers la fin du dernier.

L'outil indispensable à une telle connaissance vient de paraître sous la plume de Jacques Cellard; son titre: *Anthologie de la littérature argotique des origines à nos jours*. Enfin un manuel

Yachar Kemal contre le béton des villes

A U milieu d'une foule de comparses, hauts en couleur, imprévisibles, pittoresques, dans cette condamne à mort, l'auteur, au lieu d'être coupable, est, il l'est de façon monstrueuse.

Pêcheur et poète

En état de frayeur permanente, traqué par lui-même et par les autres, il est en porte à faux, qu'il s'agit ou qu'il fasse. La question est de savoir si le poète, ou le monde moderne qui est coupable d'engendrer des voyous de son genre?

La position de Yachar Kemal est ambiguë: dans l'individu doit faire un effort pour se reconnaître dans une capitale — nous sommes à Istanbul — et dans les milieux environnants — qui l'écrase; c'est un monde de citoyen, mais la modernisation l'écrase, destructrice de l'individu.

Le dilemme est aggravé ici par le rôle des masses. Petit justicier qui se bat dans sa propre complexité — il a lui-même une police qui le traque et le rattrape. On fait de lui un tueur, un héros de roman.

une sorte de héros. Il ne reconnaît pas dans cette déformation qui d'avance la condamne à mort, le lieu d'être coupable, il l'est de façon monstrueuse.

La mort tragique de Zeynel le met en face d'un drame qui jusqu'ici ne le touchait guère: c'est l'agrandissement d'Istanbul qui est, à ses yeux, responsable de tant de sang versé. Les promoteurs saccagent tout: ni terre, ni mer, ni îles, ne leur échappent. Le soir où Zeynel se réveille à la manière des solitaires: un jour, il voit rouge. Cet homme doux s'empare d'une arme: il va venger par le meurtre son univers qu'on dénature.

Comparable aux autres œuvres de Yachar Kemal par un grouillement, une pétulance, une sève incomparable. Et la mer se fâche introduit deux éléments qui n'avaient pas encore cette place auparavant: la poésie descriptive et un réquisitoire sans pitié contre la modernisation à outrance d'Istanbul. Yachar Kemal n'est pas seulement un écrivain réaliste: un écrivain puissant à un rythme de fulgurant.

ALAIN BOSQUET.

★ *ET LA MER SE FÂCHA*, de Yachar Kemal. Traduction de Muzaffer Alkan. Gallimard. Coll. « Du monde entier », 444 pages, 130 F.

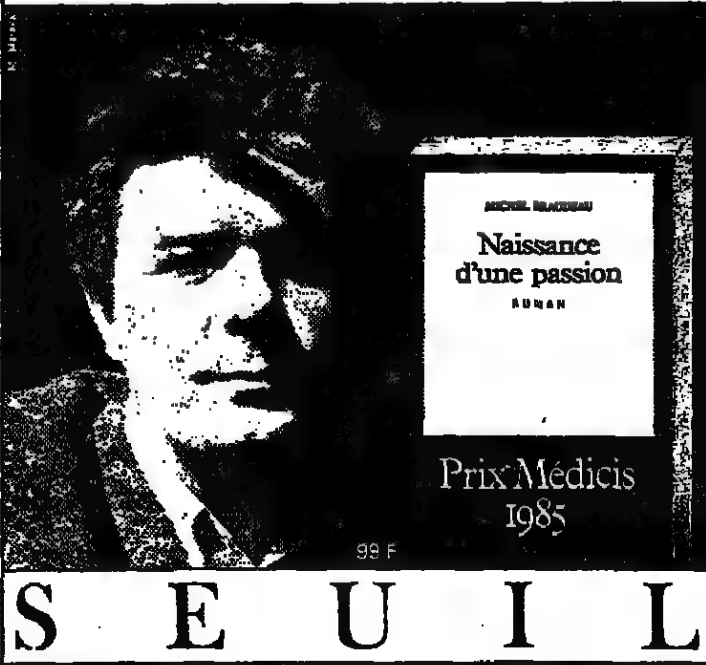
Assurément, Jacques Cellard était, de tous les langagiers, le plus apte à entreprendre avec *l'EPATANT 6* la présentation du langage souterrain au grand public. La profonde connaissance qu'il a d'un sujet sur lequel il a beaucoup écrit lui permet de se tenir toujours à mille lieues de la pédanterie, sans être une once de sérieux à sa science minutieuse. L'humour d'aujourd'hui, qui a tant fait pour décrier un français enclin à la raideur chagrine, ne distillant un bon sens raffiné dans la linguistique de nos jours, se donne ici libre carrière dans une jubilation communicative. « C'est pas mon blot », ose-t-il écrire au détour d'une phrase, « tous les

clins d'yeux à la ronde des argotiers.

Anthologie de la littérature argotique ? Voilà... Sous ce titre modeste, Cellard rassemble une véritable histoire. On y voit naître et progresser tout un pan de la langue qui est une partie essentielle du français d'aujourd'hui. C'est un ouvrage à mes yeux capital qui devrait se trouver bientôt dans toutes les bibliothèques, publiques, pédagogiques (ô combien !), et privées. De plus: « Lecteur... Je te préviens ! Tu vas respirer l'air cadavérique des égouts du bague, tu vas visiter les cachots ».

★ *ANTHOLOGIE DE LA LITTÉRATURE ARGOTIQUE DES ORIGINES À NOS JOURS*, de Jacques Cellard. Mazarine, 447 p., 140 F.

PRIX MÉDICIS Michel Braudeau



Naissance d'une passion

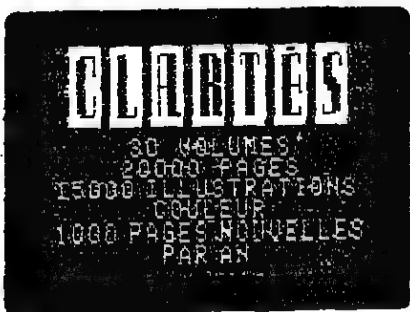
Prix Médicis 1985

S E U I L

CLARTÉS

L'Encyclopédie qui bouge!

Vous savez l'évolution des idées, des concepts de pensée, des techniques, des technologies... Vous faites une documentation branchée sur l'actualité qui sache vous proposer une synthèse et vous aider à faire le point.



CLARTÉS Une banque de données culturelles. La seule encyclopédie actualisable, 20 dossiers par an.

CONTACT Yannick Trégou EDITEUR TECHNIQUE 103 rue d'Alsace 92000 Nanterre Tél. 01 47 00 72 00

Vous avez besoin de CLARTÉS? Encyclopédie thématique de ceux qui construisent.

RENTREE

Livres politiques : la fièvre de mars

LES échéances de mars continuent d'alimenter une abondante littérature. Tandis que Philippe Bauchard, dans *La Guerre des deux roses* (Grasset), et Anne Rolly, dans *Ainsi parlait le rose* (Table ronde), font le bilan de l'évolution des socialistes en une législation et que Serge July analyse les *Années Mitterrand* (Grasset), nombreux sont ceux qui veulent percer les mystères de l'année 1986.

Pour certains, les choses sont claires : François Bourricaud annonce le *Retour du socialisme* (Calmann-Lévy) et Pierre Briant prévoit qu'on va à l'avant en sortant de la gauche (Grasset). Le bariste Edmond Alphandery, lui, plus méfiant, en juge par son diagnostic : 1986 : le

piège (Albin Michel), le président de la CGC, Paul Marchelli, plus pessimiste, puisqu'il explique, dans *Le Socialisme* (Lattès), que, quel que soit le résultat des élections, la crise sera toujours là. Ceux qui, au lieu de déposer leur bulletin dans l'urne, s'attachent en savoir davantage sur les champions en présence, pourront lire les *Barristes*, de Jean-Louis Remilleux (Albin Michel) ou *Chirakiens*, de Thierry Desjardins (la Table ronde) - tous deux journalistes au *Figaro*, - ou encore la biographie de François Luchaire (Lattès) par Roger Bouzinac, président de la Fédération nationale de la presse française, ou *Le Socialisme* de Chevenement, par Daniel Reydt de l'*Est républicain* et Christian Makarian du

Point. Si l'on préfère lire les hommes politiques directement dans le texte, on aura le *Journal de Bernard Stasi* (Laffont), le *Journal de la journaliste professionnelle*, de Jean-Pierre Soisson (Fayard), *Mme libéralisme*, de Serge Desbrières (Flammarion) ou *En première ligne*, de Jean-Maxime Lévêque (Albin Michel).

Quant aux candidats, le *Journal de Frédéric Bon* (Mabert), Antoine Burnier, *Que le meilleur perde* (Balland), puis, selon ces auteurs, le *Journal* est l'objectif véritable de tous les hommes politiques (à en juger du moins par leurs propos et leurs comportements quotidiens)...

F. G.

Histoire : la France de la contestation

L'ÉVÉNEMENT de ce début d'année, en histoire, sera incontestablement la sortie, en février, de *l'Identité de la France*, par Fernand Braudel (Flammarion). Annoncée en novembre dernier, cette parution avait été retardée, l'auteur désirant apporter d'ultimes retouches à son manuscrit. La mort l'a surpris alors qu'il terminait ce travail.

Cette recherche de l'identité française sera également au centre d'autres ouvrages, comme *l'Identité* de Michel Winock, qui, dans *La France hexagonale* (Calmann-Lévy), s'interroge sur les grandes lignes qui ont secoué la France de 1871 à 1968, ou l'étude de l'américain Charles

Tilly, qui, dans *La France hexagonale* (Fayard), prend pour plus de recul, puisqu'il étudie les identités françaises depuis la fin du XVIII^e jusqu'à nos jours. François Furet s'intéresse, lui, à ce qui a été la contestation majeure de notre histoire, *Le Mouvement ouvrier français* (Flammarion). On retrouvera la Révolution avec *l'Identité de la République* de Pierre Lévêque (Seuil).

L'auteur s'interroge sur le sens du « peuple » et sur ce que cela signifie de parler en son nom. Parmi les autres titres annoncés, on trouve un intérêt particulier les *Origines sacrées des sciences modernes*, de Charles Moraze (Fayard), *l'Etat*

hisloirien, de Martin Heidegger (Fayard), et les *Chemins du sacré*, d'Alphonse Dupront (Gallimard).

Les biographies restent toujours aussi nombreuses : *Humboldt*, par Pierre Gascar (Gallimard), *Saint Bernard*, par l'ancien ministre de la culture, Jean-Philippe Lecat (Fayard), *Juan Carlos*, par le journaliste italien Raffaello Uboldi (Flammarion), et *Doriot*, par Jean-Paul Maréchal (Balland).

Dans les sciences humaines, on remarque le retour de l'antipsychiatre anglais Ronald D. Laing, qui publie deux livres au Seuil : *La Voix de l'expérience*, et une autobiographie *Sagesse, dérision et folie*.

F. G.

Etranger : combler les lacunes découvrir les contemporains

RICHE programme pour le trimestre en ce qui concerne la littérature étrangère, même si la plupart des traductions qui paraissent maintenant en français visent autant à réparer des oublis plus ou moins anciens qu'à découvrir la littérature telle qu'elle est en train de se faire ailleurs.

Réjoignons-nous d'abord de voir combler des lacunes puisque les publications de janvier vont nous permettre de redécouvrir, après les *Enfants Tanner*, le *Commis*, « un roman d'apprentissage » du Suisse Robert Walser (1878-1956) qui date de 1908 (et qui avait déjà paru en 1974 aux Éditions de l'Âge d'homme sous le titre de *L'Homme à tout faire*).

Alain Gallimard également, une des œuvres les plus provocantes et les plus complexes du Japonais Junichiro Tanizaki (1886-1965) : *Swastika*, une œuvre qui traite comme le pouvoir sentimentale des quatre protagonistes, et qui avait paru en 1928 au Japon, presque en même temps que le *Goût des crises*, qui paraît dans la collection « L'Imaginaire ».

Aux Éditions Rivages, on va lire les œuvres en prose du poète du Trieste Umberto Saba (1883-1957), découvert en France il y a trois ans avec un recueil de poèmes à l'Âge d'homme. Et, chez le même éditeur, dans la littérature étrangère, on annonce, pour mars, un roman de Heimito von Doderer, l'auteur des *Démons* : *un meurtre que tout le monde commet*.

Autre découverte à faire, chez Flammarion : *L'Homme pétrifié* (avec une préface de Katherine Ann Porter) d'un très grand écrivain du Sud, Frank Welty. Il s'agit du premier roman de nou-

velles, paru en 1941, cette femme âgée, aujourd'hui de 80 ans, qui a passé toute sa vie à Jackson dans le Mississippi et qui est considérée comme l'une des meilleures nouvelles américaines. Un roman d'Arthur Welty, *Le Pile du l'optimiste*, vient paraître chez Calmann-Lévy.

Signalons aussi la réédition en collection de poche, chez Christian Bourgois - 10/18 -, des deux grands romans depuis longtemps épuisés de Emil von Goltz (1902-1972) : *les Réprouvés* et *les Cadets*.

Pour connaître Milena

Parlé les contemporains, on connaît les deux romans de Milena Breyten Breytenbach, qui change d'éditeur, et qui publie *Feuilles de route*, des écrits politiques rédigés entre 1960 et 1985, interrompus par ses sept années de prison, et *Une saison au paradis*, écrit pendant un voyage de trois mois en Afrique du Sud qu'il fit avec sa femme en 1973 (Seuil). On attendait aussi *La Galaxie cannibale*, de la New Yorkaise Cynthia Ozick (Mazzone); *le Royaume du front de mer*, un voyage autour du monde de Grande-Bretagne de l'Américain Paul Theroux dédié aux amis anglais qui l'ont accompagné (Grasset); *Autopsie d'un monde*, son adolescence, évasion d'une jeunesse à l'École d'Edward Limonov (Albin Michel); *Lomonosov campus*, une jeunesse moscovite d'un mari Soviétique émigré, Serge Iourienko (Acropole); *Veilles*, un roman de la collectivisation des campagnes, par Vassili Belov, un des meilleurs romanciers soviétiques actuels qui vit à

Vologda (Gallimard); un roman, *un attendu*, de l'Albanais Ismail Kadare, *Qui a ramené Doruntine?* (Fayard); *Les Indiennes*, de Dorothy Johnson, dix nouvelles de l'Ouest américain (Lattès); *le Conte du bœufier*, roman du Noir américain Charles Johnson, qui raconte la quête de liberté d'un esclave entre 1838 et 1860 (Flammarion); *le Dragon et le Tigre*, titre français de *Confessions d'un raton* de Wall Street (1), de David Payne, un écrivain de trente ans qui a remporté un prix Pulitzer l'année dernière aux États-Unis avec cette énorme fresque de plus de 800 pages où le Tao se rapproche de son homonyme le Dow (Jones) de la Bourse (Presses de la Renaissance).

Enfin, plus passionnants que toutes les fictions, il y aura deux livres qui ont beaucoup parlé : *Milena*, par Margarete Buber-Neumann (Seuil), et *Vivre*, de Milena Jesenska (Lieu commun). La jeune Milena, celle à qui Heinrich Fraas Kafka, morte à quarante-huit ans à Ravensbrück, en mai 1944... Journaliste de talent et de courage, Milena la Pragoise est morte dans le camp d'extermination nazie de la tite *Vivre*, traduit que dans l'autre livre, Margarete Buber-Neumann - qui fut la femme de Heinz Neumann, dirigeant du Parti communiste allemand et responsable du Komintern - raconte son procès en 1937 à Moscou, et qui fut elle-même condamnée à mort successivement Karaganda à Ravensbrück, - raconte quatre années d'amitié, au camp, Milena. Milena, qui, sur son lit d'agonie, lui disait : « Tu leur diras que je fus, n'est-ce pas ? »

NICOLE ZAND.

ROMANS

Misère irlandaise

Anne Pons à la recherche de ses ancêtres. L'écriture comme une revanche.

C'ÉTAIT il y a presque cinq ans : en parcourant, pour la première fois, les minutes du procès de Paul Chack, grand-père (1), Anne Pons découvrit, parmi tant de choses difficiles, des choses anglo-irlandaises : son arrière-grand-mère avait aimé, et à l'évidence la folie, un jeune landlord irlandais, Arthur James, dont elle eut un fils « naturel ». Plutôt que de s'affronter à une histoire chaude, Anne s'y est risquée Marie Chack dans les *Lauriers du lac de Constance*, Anne Pons a écrit une génération plus lointaine, une branche de la généalogie maternelle; et une patiente enquête privée a deve-

nu la chair et le sang d'un véritable Irlandais. Né et élevé dans la culture encoeur du château de Dunleek, en Irlande, éduqué dans les murs de la université de Rugby, en Angleterre, c'est à vingt ans que l'Arthur James s'engagea, comme le veut la tradition, son « Grand Tour » : dernier apprentissage, voyage initiatique, en France et en Italie. Cependant, la mère d'Arthur James sème le doute dans cette adolescence stricte et responsable : elle signe, sous un pseudonyme, des lettres nationalistes dans le quotidien *the Nation*.

Anne Pons l'a découverte au cours de ses recherches : durant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, l'aristocratie catholique, et jalouse de ses privilèges, a favorisé, plus qu'on ne le sait généralement, la maladresse de l'Angleterre. Ce sont les « grands procès », ce O'Connell, qui revient à plusieurs reprises dans la *Misère irlandaise*, qui ont animé les mouvements nationalistes. Mais le ferment de l'agitation politique, qui menaçait les droits et les pouvoirs des ancêtres d'Anne Pons, c'est la grande misère d'un peuple sans ressources.

De cette misère désolée, tassée par des déluges de fin de monde, de l'extrême, de cette identité gauloise qui n'a su évoluer que vers une invivable, Anne Pons, forte d'un héritage de sang irlandais récemment analysé, donne une image documentée et vive. À travers cette histoire de famille, elle avait presque une mission à remplir, peut-être une revanche à prendre, car la passion fautive de son aïeule, Marie-Louise Chack, fut bien une initiative qui les écritures de notaires lui allouant une maison à vie dans Paul Chack, lui interdisant, à vie, l'accès au Royaume-Uni... Ce chemin de reconnaissance, si liant et si humain, Anne Pons l'a fait Marie-Louise : « J'ai pris sur moi le désespoir. Je l'ai emporté là-bas. J'ai enfoui la misère infatigable amour. »

CLAIRE PAULHAN.

LA VILLA IRLANDAISE d'Anne Pons, Grasset, 256 pages, 75 F.

(1) Paul Chack (1876-1945) : officier de marine et écrivain, il fut condamné à la Libération, puis libéré pour intelligence avec l'ennemi.

Daniel Boulanger le magicien

(Suite de la page 11.)

Cet homme a une tête de chasseur. Aux aguets et plein d'appétit. Non sans coquetterie, il assure qu'il aurait fait un mauvais prêtre, un mauvais médecin, un piètre ouvrier. Fils de commerçants de Compiègne, en proie sûrement au démon qui choisit ses victimes dans les séminaires où on les a mis parce qu'on les aimait mal, il a fait presque tout le reste : éleveur de moutons au Brésil, ennemi des termites au Tchad, vendeur de tableaux à Drouot. Un jour, ont commencé à s'enchaîner les scénarios de films, un monde où l'on bouge, où tout va vite : le destin de Daniel Boulanger qui voulait de l'écriture, et connaître le goût de toutes choses.

Cent scénarios-dialogues derrière lui. Boulimique. Question d'organisation, dit-il. Je ne fais jamais qu'une chose à la fois et je finis toujours ce que j'ai commencé. « Bonnes habitudes acquises », les bons Pères. Volonté aussi de ne pas lâcher. Échapper. Peur de manquer, peur de perdre. Il vient de publier des pièces de théâtre, mi-Feydeau, mi-Giraudoux. Elles accompagnent trois rééditions, notamment *l'Et des femmes*, des nouvelles tendres et cruelles. Puis en mars prochain, on lira *Installes*, un recueil de poèmes. Du Boulanger à chaque saison.

Il raconte un de ses souvenirs qui sont à la source de son destin d'écrivain : c'est une scène du séminaire : le bonheur qui l'a envahi un jour d'être accepté,

récompense de son travail, il a

travaillé à l'écriture. Au fond, peut-être est-il encore émerveillé qu'on lui demande quelque chose. Ce qui est un vertu d'enfance. Sur les quais des gares, les gens lui parlent, lui dépeignent leurs malheurs, des horreurs, des riens. Il s'en étonne et s'en flatte. Sans doute faut-il irradier un peu de réconfort pour qu'on vienne à lui si facilement se confier.

Chasseur d'instants

D'autant qu'il n'est pas gentil, il a des moues méprisantes pour évoquer la crasse humaine, le laisser-aller qu'il abomine, la cherté, la démagogie contemporaine, le Coluche. Au pays de Daniel Boulanger on a de la chance et le sens du pèche. C'est la face sombre du dialoguiste du vellestio étincelant.

Des nouvelles, Daniel Boulanger voudrait qu'il y en ait mille. Il y en a déjà plus de cinq cents. Mais il écrit, il se fait chasseur d'instants, qu'il épingle comme on fait avec les papillons. Pourquoi s'acharner à ressusciter, en deux pages, en dix, une petite ville tapie sur les Flandres, des siècles de vie anonyme, des vies qui tournent, trois chats pelés, l'ange du bizarre qui passe ?

Il se crispe, ferme les yeux, se crispe. « Quand je suis chez moi, après la journée, j'ai dit tout. La maison, la

place, le banc, les boutiques à cet endroit de l'ivrogne, il a écrit tout. Basil, venait chaque jour s'ouvrir le front... Il fallait reconstruire, tout arracher au néant. Les légendes du Nord évoquent une ville engloutie qui surgit des eaux sous l'an et qu'on peut, au prix de divers exploits et sacrifices, dons d'amour et auto-mutilations, maintenir, de l'eau. Les histoires de Daniel Boulanger, le magicien, maintenant en ville hors de l'eau. Avec son secret. Ses douleurs, ses ellipses sur fond de chagrin. Là apparaît le moraliste, qui s'élève de la stupidité d'être là, futile, misérable, à la recherche de pieuses méchancetés, avec des tonnes de bombes au-dessus de la tête. Le racisme indéfinissable. « Comment un violent-ils pas qu'on est sur le même bateau ? »

« Nous sommes les seuls au monde qui donnons les pièces de conviction », dit Daniel Boulanger, le fantasiste, qui, si vite, passe du badin au grave. Le dossier - y prend-on garde ? - s'alourdit. La plaidoirie du faiseur de mots plus violente qu'il n'y paraît ou moins profane.

GENEVIEVE BRISAC.

LA BELLE ÉTOILE, VOTRE SERVICE, LE BEAU VOYAGE. Théâtre. Gallimard, 169 pages, 85 francs. L'ÉTÉ DES FEMMES. Nouvelles. Gallimard. Signaler aussi, en janvier, la réédition de LA ROSE ET LE REFLÈT, « l'imaginaire », Gallimard, et de TABLE D'HÔTE, « Folio ».

Blanc 86

PLAQUE DE LA MADELEINE
PARIS

MADELIOS

CHEMISE	CHEMISE	CHEMISE	PYJAMA	PEIGNOIR	MOUCHOIR	MOUCHOIR
poupeline 100 %	polyester 35 % coton	oxford 100 %	poupeline 100 %	éponge coton	coton blanc, les six	initiale brodée, six
Des exemples : 170 F	175 F	195 F	195 F	379 F	58 F	79 F

Spécialité de mouchoirs en fil fin
main

مكتبة المنهج

culture

EXPOSITIONS

ANTONIO GAUDI A NIMES

L'architecte, le mégalomane et le polyfuniculaire

Tout grand architecte est à la fois mégalomane et maniaque. Ça ne veut pas dire qu'il suffise d'être l'un et l'autre, comme quelques-uns le croient, pour être un constructeur de génie, mais c'est malgré tout une double condition nécessaire. L'amour de l'espace et l'angoisse du détail poussés à leur paroxysme : on les retrouve chez le plus grand des architectes catalans, Antonio Gaudí (1852-1926), dont une vaste exposition retrace à Nîmes l'œuvre et la vie.

Gaudí, catalan, terriblement Catalan, essentiellement connu pour la Sagrada Família, la cathédrale de Barcelone, encore inachevée, Gaudí mégalomane : « *Un homme qui ne se contente pas de construire, mais qui veut laisser une marque, une œuvre, une forme, en couleur, en texture* », tel est son modeste objectif, et le paradoxe est qu'il y parvient dans la mesure où le « *comme jamais* » peut désigner l'inhabituel au lieu de l'absolu.

Comme jamais, cela veut dire la liberté d'esprit, la liberté d'inspiration, enfin la liberté d'interprétation. Donc l'invention de formes parfois classiques, mais toujours originales, et qui sont aussi des interprétations immédiates.

non savantes, son œuvre, les chemins du facteur Cheval, ceux de l'art brut avant ceux du modernisme, sont pourtant considérés comme ses précurseurs.

Le mérite de cette exposition est de ne pas s'attarder aux clichés interprétatifs mais de montrer concrètement Gaudí prit son vocabulaire. Dans la nature, bien sûr, son inspiration est minérale, végétale, même animale (les invincibles gastéropodes). Dans la religion : il était lui-même un grand, un terrible mystique. Dans la mythologie : le dragon, dont une version décorative est reconstituée à Nîmes, les tortues d'Orient ou le jardin d'Hespéride : on ne sait trop comme l'architecte lia le lien, dans sa tête, entre ses sources d'inspiration et ces créatures patentes. Il plongeait enfin dans un Orient qu'il imaginait à travers des éléments structurels (tours, coupes, minarets) et décoratifs, un peu comme Wright le fit, presque à la même époque, avec les références japonaises.

Mais le plus passionnant est de voir comment l'homme bourru et sévère (il était qu'on le prenne en photo, on ne voyait guère que son nez pour son travail) sut maîtriser les techniques, jongler avec les structures, comme personne avant lui ne



Photo J. Audouart, 1978

d'ailleurs, qu'il trouve une bien grande postérité. Pour mesurer cette maîtrise il convient de se rendre à l'hôtel de ville de Nîmes. Une curieuse sculpture, un exposé qui se révèle être une « *maquette polyfuniculaire* » de l'église de la Colonia Güell (qui ne fut pas construite). Gaudí, qui s'était, en effet, basé sur des principes paraboliques, en donnait le dessin par une méthode ingénieuse. Il représentait les tours à l'aide de ficelles suspendues pendants et articulés à des fils sous la pression de la gravité (l'envers toujours) les forces que les voûtes seraient susceptibles de subir. Le résultat est techniquement passionnant, et du plus bel intérêt esthétique.

Gaudí, qui ne construisait que le ciel de Barcelone, voyage grâce à une exposition à la Fundación Casa de Pension (une œuvre de l'architecte espagnol). Mais Paris ne le verra pas. Pour une exposition de cette qualité, difficile d'accès en dehors des grandes expositions, la décentralisation devrait jouer à plein pour une fois en faveur de la capitale.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

SCULPTURE

Les statues sans piédestal de Laurens

« Une statue peut être décorative, ou elle peut être un objet de culte, ou elle peut être un objet de réflexion, ou elle peut être un objet de plaisir... » Laurens — qui a trente ans en 1951 — invente les règles d'une exigence dont il ne dérogera pas et fonde son assurance. Son œuvre épurée n'a de compte à rendre à aucun théorème, et ses réalisations sont des statues, au dépit de leur taille et de leur matériaux. La statue — le pied appelle le piédestal... — n'est l'affaire ni de l'un ni de l'autre mais de présence, de la statue qu'elle a de peupler l'espace. Les quelques reliefs en pierre et de terre cuite peints — avec la même détermination que les toiles découpées, fines et frêles, d'un compotier.

Ces années-là, Laurens donne au cubisme que Braque et Picasso ont commencé à construire ensemble depuis l'hiver 1907 avec pour « *matériau* » le papier collé ; Laurens, comme eux, récupère les matériaux les plus divers. Pour le volume et non pour la ligne, il utilise tiges, planchettes et équerres.

Le geste d'un œil — d'un sourcil, point point ou bouton en relief — détermine la figure — leur décalage indique le mouvement d'une danseuse... — comme l'angle point ou d'une étiquette et les majuscules d'un nom de vin ou d'un objet d'une bouteille.

Les constructions de Laurens ne décrivent pas davantage que leurs volumes et leurs découpes ; elles ont un rôle. « *Quand une statue est rouge, bleue, jaune, elle est vivante, elle est une chose, elle est une chose qui n'est pas polychrome, elle est une chose qui se modifie sans cesse.* » Ce que Laurens veut, c'est « *faire un objet, un objet qui se modifie sans cesse, faire un objet qui se modifie sans cesse, faire un objet qui se modifie sans cesse.* » Ces propos

PASCAL BONAFIOUX.

Laurens. Le cubisme, les collages, 1915-1919. Musée d'art moderne, Georges Pompidou, jusqu'au 16 février.

CINÉMA

« TARGET », d'Arthur Penn

Que je t'aime, mon papa !

Target, le dernier film d'Arthur Penn, Gene Hackman prend le métro à Paris, station Étoile, avec son fils, Matt Dillon. Ils discutent vivement le temps d'une phrase de Matt Dillon (qui n'a que peu de mots à son répertoire) ils se retrouvent dans les jardins du Palais-Royal. La RATP est formidable. Il faut reconnaître qu'il ont de quoi être troublés, le papa et son fils.

Il y a, dans une demi-heure plus tôt, bien tranquille à Dallas, Texas, Papa travaillant dans une scierie, un brave homme un peu plouc. Son fils, le ravissant Matt, le cheveu court, les pommettes à peine fardées d'un nuage de cambouis affolant, bricolait des voitures de courses d'un air boudoir (attention : boudoir mais pas méchant, pas révolté, ce qui le travaille c'est qu'il cherche une image virile à admirer, un père qui ait de la classe, un homme, quoi). Et voilà, on enlève maman.

Il était temps. Pour la santé de ses nerfs. Gayle Hunnicut, épouse agaçante et mère insupportable, devait disparaître de l'écran. Le rap à la mode à Paris, pour Gene et Matt, une succession de scènes commence à travers l'Europe. On découvre les dédales de l'ambassade américaine en France, les qualités sportives de la 205 (merci Peugeot), le pittoresque un peu creux de cette chère vieille ville-lumières, les canaux de Rotterdam, la Hamburg, la grande manille de la « Uno » (merci Fiat), un petit pan du mur de Berlin, et des pages de pétards avec ou sans silencieux, à l'usage naturel de la capitale. On comprend enfin, et Matt avec nous, que Gene est

un ancien de la CIA que d'anciens camarades du travail veulent faire parler, ou pire. En tout cas, que le faux plouc est un vrai dur, qui maîtrise une deuxième langue, parle d'une langue fluide, cascade comme un fou.

Matt n'en peut plus pour son daddy, il fait le coup de poing à l'occasion, quand il ne se laisse troubler par une belle espionne. Il est curieux du reste de constater combien Matt Dillon est un héros, un héros assez (qui sait...), du moins très proche avec les dames. Ça ne semble pas l'intéresser vraiment. Mais qu'importe, on retrouve maman, bâillonnée (soutagement), ficelée sur un fauteuil et piégée comme une bête à Bayrouth. Hélas, super-papa est un as du défilé.

Des défilés vagues, une image un peu « sale », tout évoque la télévision, là où Arthur Penn fit ses débuts, avec la Gaucher, Bonnie and Clyde, Little Big Man, qui volaient plus haut que Target. Les défilés sont bizarres (« *Tu penses avec ta queue* », dit le père à son fils, qui, Dieu sait, n'est pas un fureur de la parole), Matt Dillon est plein, très plein, de bonne volonté. Gene Hackman, vieux complice de Penn (Bonnie and Clyde, Le Fugitif) a mauvaise mine, quelque chose le tracasse, se mouline, ses implants, bref il joue par moments aussi raide que Jean Richard dans le film des Maigret. Peut-être regrette-t-il, trop tard, de s'être embarqué dans cette galère, sur cette image défilé, laquelle on se demande qui, au juste, a vidé quoi.

MICHEL BRAUDEAU.

LIRE

Alec Guinness, plus anglais que nature

Quand les éditions Hamish Hamilton ont demandé à Sir Alec Guinness d'écrire ses Mémoires, il dit avoir été « *démuni* », il craignait l'impudeur de ce genre d'entreprise qui, « *l'expérience aidant* », risquait de « *prendre des proportions alarmantes* ». Crainte vaine. Son péché serait plutôt l'excès de pudeur.

Racontant son métier, sa carrière, Alec Guinness effleure le sujet, ne s'appesantit pas sur ses angosses, ne dit rien de ses recherches, se contente d'anecdotes comme s'il était tout naturel qu'il soit comédien, qu'il joue bien entendu Shakespeare et en particulier Hamlet avant de devenir l'insoluble Fregoli de *Noblesse oblige* (rien moins que sept personnages dans un film, l'humour flegmatique), ou bien le colonel, plus anglais que nature, du film de la rivière d'Inde.

Plus anglais que nature, l'homme au long visage et aux grandes oreilles passe avec légèreté sur son enfance errante, le petit bâtard pauvre aux yeux d'une mère pour le moins distraite qui, n'ayant jamais pu s'habituer à payer quoi que ce soit, allait de ville en ville et d'homme en homme. D'où un terrible besoin de stabilité, un mariage sans histoire, le désir de stabilité à travers toutes les religions, de

superstitions pour aboutir au catholicisme. « *L'Église est la seule chose qui préserve un homme de la dégradation certaine d'être l'enfant de son époque* » (citation de Chesterton).

La quête spirituelle, la guerre surmer officielle de marine, l'Angleterre sous le blitz, les nées, les tournages, Alec Guinness se raconte par le petit bout de la lorgnette en évitant la dramatisation — shocking !

On pourrait croire à un personnage insipide naïvement modeste. « *Il brêle d'être une sorte d'artiste, mais il n'est qu'un acteur.* » L'acteur est plus qu'un assemblage d'éléments hétéroclites dont le total fait à peine un homme », dit-il à propos de lui-même dans sa préface. Mais attention. Quand il s'agit d'un film chez l'extravagante Edith Piaf ou le comportement d'Ernest Milton, génial cabotin, rien n'échappe à son regard acéré.

Si Alec Guinness n'avait pas possédé le sens du détail qui cloche et une certaine tendresse pour la folie, il n'aurait pas pu être un extraordinaire maître de composition.

COLETTE GODARD.

* Alec Guinness, *Mémoires*, publiés chez Julliard dans la traduction de Jean Bourdier, 290 pages, 80 F (à partir de 10 janvier).

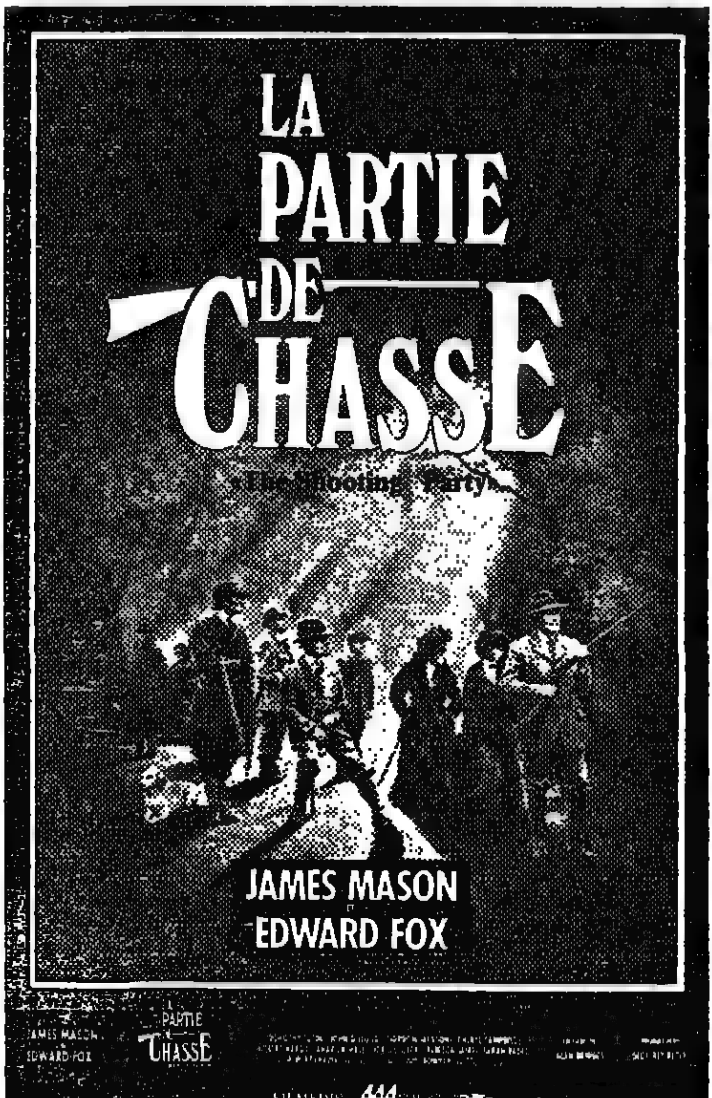
La capitale du Gard

Nîmes ? Mais pourquoi Nîmes, et un peu plus tard ? Pour que décentralisation bien comprise commence par soi-même à qu'une ville aussi riche de monuments et de monuments se devienne — son maire, Jean Bousquet, l'a fort bien compris — d'avoir une vie culturelle décente, il y a une époque où la culture participe de l'image économique des collectivités. Le voyage à Nîmes n'a plus seulement pour prétexte l'hommage aux manes protestants, la célébration de la Maison carrée, le bruit des taureaux dans l'arène ou l'écume romantique dans le Jardin de la Fontaine. Il faut aussi aller pour le plaisir d'écouter l'histoire et qui sont le beau temps de Nîmes. Pour le plaisir de l'histoire et qui sont le beau temps de Nîmes. Pour le plaisir de l'histoire et qui sont le beau temps de Nîmes.

Le plaisir de l'histoire et qui sont le beau temps de Nîmes. Pour le plaisir de l'histoire et qui sont le beau temps de Nîmes. Pour le plaisir de l'histoire et qui sont le beau temps de Nîmes.

F. E.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



SOLDES

jusqu'à épuisement des stocks

Vêtements et accessoires pour Hommes

MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris

مكتبة الأمل

هڪڙا من الاصل

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	85,00	100,00
OFFRES D'EMPLOIS	85,00	100,00
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,59
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressif selon surface ou nombre de pages.

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT JOURNAL

cherche

Dessinateur-illustrateur

Vous avez un excellent coup de crayon.

Vous êtes capable de visualiser l'actualité.

Vous avez de l'humour.

Vous êtes créatif...

Ne vous présentez pas en envoyant des photocopies de vos dessins à Société Dever 3, rue de l'Arrivée, B.P. 45 75749 Paris Cedex 15 qui transmettra.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS RECRUTE

JOURNALISTE

Pour informations sur les sociétés, expériences des services d'études de banque ou d'entreprises financières solides.

Adressez vos candidatures à :

S.G.P. 13, avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

Nelson d'Edon Presses féminines recherche

RÉDACTEUR CHIEF DE RUBRIQUE

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

secrétaires

Maison d'Édition recherche

Secrétaires : bilingue, expérimenté, ayant expé-

rience de travaux sur ordinateur.

Adressez vos candidatures à :

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Expérience presse écrite, édition, reporting. Soirée sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

propositions diverses

DEMANDES D'EMPLOIS

Correspondants locaux, origines

différentes, souvent passés dans la chambre de commerce à Dor-

mond ch. emploi mi-temps, à

partir du 15 janvier, travail

lettres, caisses, dactylo.

Écrire sous le n° 314.807 M.

LE MONDE PUBLISCE 11, rue de Montparnasse, Paris-7.

Dynamique, maîtrise sciences

éco. gestion, 24 ans, commer-

cial. Très sérieux. Libre de

suite. Libre D.M.

cherche situation d'avenir.

Tél. 03-45-37-37.

Premier de cabinet, avec CAP

5 ans d'expérience, cuisine pé-

dagogique, cherche place stable

Téléphone : 60-50-07-43.

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV.

R 5 TS, m. 1981, gris métal,

poésie et amortisseurs récents.

État gén. imp. Auto-radio

entrée. 34.000 F. VOIRIES

(Vallée)

Téléphone : 47-70-33-88.

de 8 à 11 CV.

VENDS

20 23 35 PALLAS 5 vitesses

Belge métallisé, deux pneus

nouveaux. 148.900 km. d'origine.

Tout bon état. Prix à débattre

Téléphone : 64-50-78-61

après 20 heures.

immobilier

locations

non meublées

demandes

Région parisienne

Pour divers employés et cadres

supérieurs mûrs provinciaux Paris

IMP. STE FRANCOISE ELEC-

TRONIQUE rech. des appts et

studios très confortables et vides

Paris-Bretagne. 45-04-48-21.

Etude cherche pour CADRES

Seine APPEL 75. 7. rue Ste-

vilas rue bnt.oyer comm.

(1) 48-88-88-88-42-83-87-02.

immobilier

locations

non meublées

demandes

Région parisienne

Pour divers employés et cadres

supérieurs mûrs provinciaux Paris

IMP. STE FRANCOISE ELEC-

TRONIQUE rech. des appts et

studios très confortables et vides

Paris-Bretagne. 45-04-48-21.

Etude cherche pour CADRES

Seine APPEL 75. 7. rue Ste-

vilas rue bnt.oyer comm.

L'immobilier

échange

ÉCHANGE

Grande propriété, 470 m² habitables, à 18 km de Paris (Nord-Ouest), au bord de la forêt de Montmorency. Jardin 3.600 m², garage, piscine privée, tennis, manège... Excellent état (rénovation totale de 1980 à 1985).

CONTRE

Grand appartement à Neuilly-sur-Seine exclusivement Libre le 1^{er} septembre 1986. Quartier : avenue de la Route, boulevard du Château, boulevard Victor-Hugo.

CET ÉCHANGE

peut, au choix : être purement local, en toute propriété, définitif ou limité à quelques années.

La propriétaire de la maison offre toutes garanties, notamment de décoration, et souhaite traiter en direct. CONTACT : voir 138-80-01-84 Jour (42-47-85-25).

appartements

1^{er} arrdt

LOUVE

Imm. ancien, entièrement

restauré avec ascenseur

SURFACES 140-90 et 70 m²

POSSIBILITÉ DUPLEX

GARBI. 45-57-22-88.

8^e arrdt

CENSIER STUDIO 17 m²

clair, calme.

378-21-11.

7^e arrdt

Saint-Dominique, 75 m²

Téléphone : 47-03-32-44

MAISONNETTE, JARD.

Rue de l'Université, 2 pont +

cote et bus. 43 m². 850.000 F.

Tél. 45-55-83-56 (Tranquilli).

locations

non meublées

demandes

Région parisienne

Pour divers employés et cadres

supérieurs mûrs provinciaux Paris

IMP. STE FRANCOISE ELEC-

TRONIQUE rech. des appts et

studios très confortables et vides

Paris-Bretagne. 45-04-48-21.

Etude cherche pour CADRES

Seine APPEL 75. 7. rue Ste-

vilas rue bnt.oyer comm.

(1) 48-88-88-88-42-83-87-02.

immobilier

locations

non meublées

demandes

Région parisienne

Pour divers employés et cadres

supérieurs mûrs provinciaux Paris

IMP. STE FRANCOISE ELEC-

TRONIQUE rech. des appts et

studios très confortables et vides

Paris-Bretagne. 45-04-48-21.

Etude cherche pour CADRES

Seine APPEL 75. 7. rue Ste-

vilas rue bnt.oyer comm.

(1) 48-88-88-88-42-83-87-02.

immobilier

locations

non meublées

demandes

Région parisienne

PROF. DE POLONAIS

ALYON sur C.V. M^{me} CIZEK

184, rue de Tolbiac,

75013 PARIS,

ou tél. 46-59-28-90.

PROFESSIONNEL(LE)

École privée tourisme

cherche

pour enseignement technique

d'agences 2 missions/semaine.

Tél. : 42-61-55-51.

traduction

offres

Toutes traductions de turc.

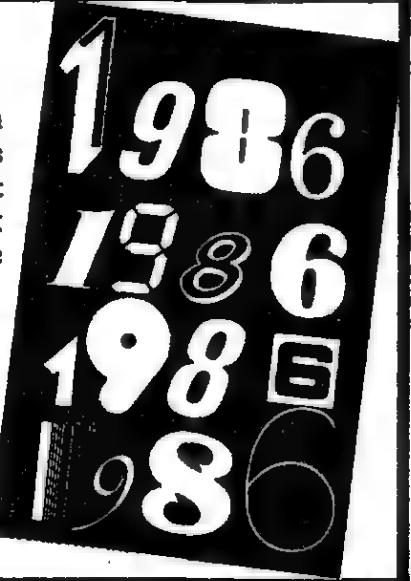
Leçons de lire et de russe.

Téléphone : 43-55-66-52.

Pierre Ch. Lichau et ses collaborateurs vous présentent leurs meilleurs vœux pour une bonne année



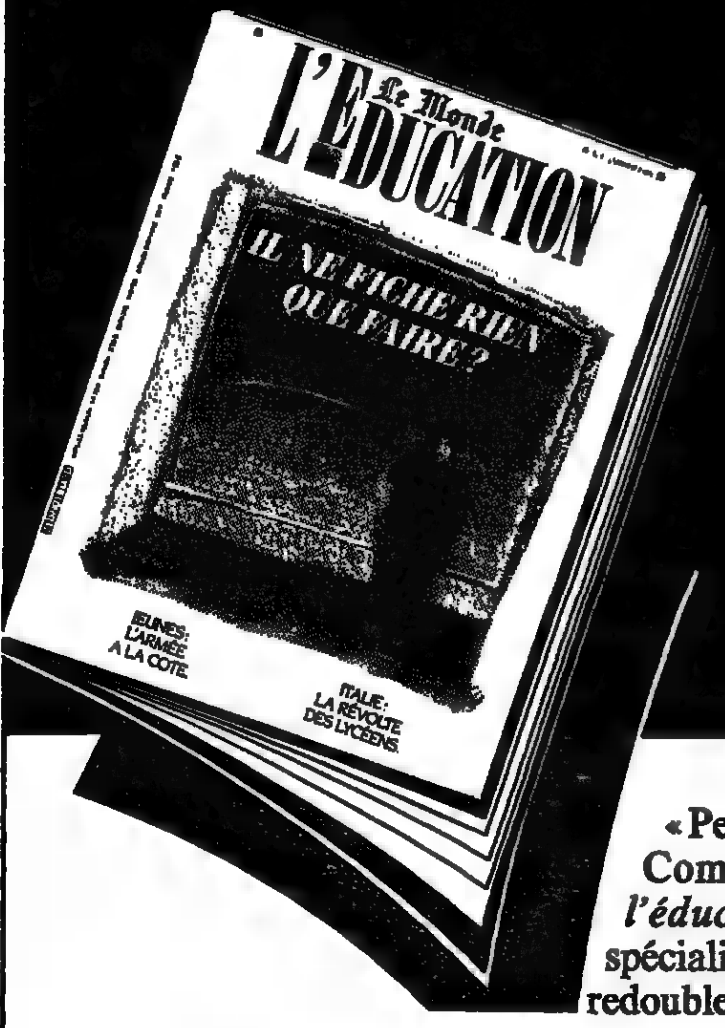
Pierre Lichau S.A. au capital de 5 510 400 F 10, rue de Louvois - 75002 Paris - Tél. : (1) 42 60 33 44 - Téléc. : 215 058 F



& l'Ecole Française du Télec

vous présentent leurs meilleurs vœux

45, rue de l'Étoile 75001 Paris Tél. : (1) 42.80.33.44 - Téléc. : 210 311 F



SCOLARITÉ : IL NE FICHE RIEN QUE FAIRE?

«Peut mieux faire»; «Doit se ressaisir»; «Intelligent, mais se laisse aller»... Comment affronter les difficultés scolaires de ses enfants? *Le Monde de l'éducation* recense, évalue et critique l'arsenal des remèdes : les conseils de spécialistes, les cours particuliers, les stages de rattrapage pendant les vacances, le redoublement, l'internat, les établissements privés spécialisés...

Une grande enquête de 18 pages. A lire absolument pour ne pas rendre dramatique un zéro en «interro» ou un mauvais trimestre.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE : ■ L'armée à la cote. Après des jeunes, elle a redoré son image en offrant ■ diplômés du contingent ■ possibilité d'utiliser leurs compétences ■ Sinistres manuels de maths. L'opinion

REPÈRES

Dollar : Au-dessous de 7,50 F

Le dollar a mal commencé la nouvelle année. Sa baisse s'est poursuivie, le jeudi 2 janvier, à bonne allure sur toutes les grandes places financières internationales. Le billet vert s'est traité à 7,48 F (contre 7,55 F lundi dernier), à 2,4390 DM (contre 2,4610 DM) et à 1,9890 yens (contre 2,0080 yens). Selon les cambistes, la détérioration du déficit commercial des États-Unis en novembre (13,68 milliards de dollars, contre 11,45 milliards le mois précédent) ravive les craintes qu'inspirait déjà l'état de l'économie américaine et relance les rumeurs sur une baisse prochaine des taux d'intérêt outre-Atlantique. Cependant, d'une façon générale, les affaires ont été assez calmes.

Protectionnisme : Baisse des importations d'acier aux États-Unis

Les mesures protectionnistes décidées par la Maison Blanche, conjuguées avec la baisse du dollar, commencent à porter leurs fruits. Au cours des onze premiers mois de 1985, les importations américaines d'acier ont baissé de 7,8 % par rapport à la même période de 1984. En novembre, la porte s'est refermée encore plus étroitement avec une baisse de 23 %. Les aciers importés ont tout de même représenté 25 % du marché intérieur sur les onze mois (soit 22 millions de tonnes) contre 26,9 % en 1984. Ce taux de pénétration reste bien supérieur à l'objectif de 18 à 20 % fixé par le gouvernement américain. Mais, selon le syndicat des importateurs, la baisse devient importante, puisque les importations sont passées au rythme mensuel de 2,2 millions à 1,5 million de tonnes entre le premier et le dernier trimestre de 1985.

Tarifs publics : série de hausses en Italie

En Italie, les tarifs des communications téléphoniques ont augmenté de 3,5 % le 1^{er} janvier. Le *Journal officiel* publie plusieurs autres décrets-lois concernant les tarifs publics : création d'une taxe municipale sur la voirie, relèvement du prix des transports publics urbains. Le prix des billets d'autobus, qui avait déjà doublé il y a à peine deux ans, augmente de 50 % dans les villes de plus de 300 000 habitants et de 25 % dans les autres villes. Le 15 janvier, tous les tarifs ferroviaires spéciaux (pour les fonctionnaires, les enseignants, les journalistes...) seront supprimés. Ces mesures entrent dans l'application provisoire de la loi de finances pour 1986, qui est encore examinée par la Chambre des députés et prévoit d'autres hausses (électricité, gaz, tarifs postaux).

Transports : augmentation de 1,5 % pour les scolaires

Les tarifs des transports scolaires augmenteront de 1,5 % à compter du 1^{er} janvier. Ceux du transport routier de voyageurs progresseront de 2,3 % le 1^{er} mars (pour les lignes régulières interurbaines) et de 2,9 % le 1^{er} avril pour les lignes urbaines. Ces relèvements de tarifs ont fait l'objet de trois arrêtés publiés le 31 décembre au BOCC (Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation). La FNTR (Fédération nationale des transports routiers) indique que ces hausses, « entendues par la profession depuis novembre dernier », sont « insuffisantes ». La principale organisation professionnelle de transporteurs routiers, de marchandises et de voyageurs estime que depuis 1982 l'évolution des tarifs de voyageurs a été nettement inférieure à celle des coûts.

Le dialogue social européen se cherche encore

LES RELATIONS PATRONAT-SYNDICATS DANS LA CEE

De notre envoyé spécial

Bruxelles. — « Dans le domaine social, la Communauté est en mouvement », a confié récemment M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, à des membres de l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS). L'optimisme mesuré de l'ancien ministre français de l'économie est fondé sur plusieurs éléments. Réunis sous sa présidence en novembre à Val-Duchesse, les partenaires sociaux de la CEE, notamment la Confédération européenne des syndicats (CES) et l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE), ont approuvé pour l'essentiel le « rapport économique annuel 1985-1986 » de la Commission, qui vise, par une augmentation de la croissance, à réduire le taux de chômage dans la Communauté (à dix) de 11 à 7 % d'ici la fin de la décennie.

Les partenaires sociaux de la Communauté ont également constitué deux groupes de travail, l'un pour suivre l'approche à moyen terme de la politique économique, l'autre pour examiner les répercussions dans les entreprises de l'introduction des nouvelles technologies. Autant de signes qui, pour M. Delors, montrent, après une longue période où les réunions tripartites étaient « de grandes messes sans le latin et sans la foi » et où la stratégie de la Communauté était fréquemment rejetée, qu'un « dialogue social sans hypocrisie » est en train de se nouer. Une évolution qui vient à point alors que, selon M. Delors, les « économies européennes en ont terminé avec l'euro-crise » et « sont sur la voie du redressement », et qu'organisations patronales et syndicales sont d'accord avec l'idée de parvenir à un véritable marché intérieur européen d'ici à 1992.

Vice de forme

Pour autant, le dialogue social au niveau européen souffre d'un vice de forme dans la mesure où il ne débouche pas sur des résultats vraiment concrets. M. Jacques Delors avait émis l'idée de « conventions collectives européennes », mais un tel projet est d'autant plus prématuré qu'il ne repose pas sur des bases juridiques communes. Lors de son dernier congrès à Milan, en mai 1985, la CES, qui regroupe trente-cinq confédérations syndicales (dont FO et la CFTD pour la France), était restée elle-même très prudente, se contentant de demander au patronat européen une négociation sur les

nouvelles technologies. La logique d'une telle démarche supposerait que les confédérations nationales transfèrent des pouvoirs à la CES pour qu'elle puisse négocier à leur nom...

Ainsi, si le dialogue avance, les partenaires sociaux européens ne se reconnaissent pas vraiment habilités à négocier et ne nourrissent guère d'illusions sur une véritable négociation européenne dans un proche avenir. « Le cadre européen, souligne M. Mathias Hinterscheid, secrétaire général de la CES, ne peut être fixé que par une directive, car un accord entre syndicats et patronat nous semble illusoire. Il n'y a pas le cadre juridique nécessaire à une véritable convention collective européenne. Une directive oblige les gouvernements à agir ».

Partisan d'une relance de la croissance, en développant les investissements, notamment dans la recherche, M. Hinterscheid demande une « réduction considérable du temps de travail » en souhaitant qu'une directive de la Commission « fixe les normes au niveau européen », dont les détails seraient négociés ensuite dans les branches et dans les entreprises. Mais M. Delors n'est pas favorable à une telle directive, sans exclure toutefois des initiatives sur l'aménagement du temps de travail.

« Obliger à s'écouter »

Du côté de l'UNICE, qui ne représente qu'une partie du patronat européen, le ton est encore plus réservé. Secrétaire général de l'UNICE, M. Tyszkiewicz se déclare « très formellement opposé à une directive de la Commission sur la réduction de la durée du travail » ou même sur l'aménagement du temps de travail, question qui doit être négociée « au plus près des lieux de travail ». « Le dialogue social, explique M. Tyszkiewicz, qui rend hommage sur ce point au rôle joué par M. Delors, doit obliger les gens à s'écouter. C'est un processus continu très utile et très nécessaire mais non une négociation ».

Mais pas question de convention collective européenne, même si certaines « harmonisations », comme sur les travailleurs migrants, sont utiles. « Nous croyons », affirme M. Tyszkiewicz, qu'il n'y a rien à gagner mais plutôt à perdre à poursuivre un tel but. La situation économique est tellement différente d'un pays à l'autre que si on arrivait à signer quelque chose pour toute l'Europe, ce serait bon pour certains pays et certains secteurs et mauvais pour d'autres. Je ne demande pas que se passerait si la Grèce devait

intégrer les normes de l'Allemagne ou de la Grande-Bretagne ».

A défaut de négociations, les partenaires sociaux de la CEE ont un sujet commun de préoccupation, c'est celui de la déréglementation. Mais à Bruxelles aussi, les approches sont très différentes. « Nous sommes pour la déréglementation en général », souligne M. Tyszkiewicz. Dans le social, il y a certaines réglementations qui sont peut-être à la base de notre échec pour la création d'emplois, les seuls sociaux par exemple. La représentation du personnel ? « L'UNICE n'a rien contre. Nous ne préconisons pas le retour au jour où le travailleur n'avait rien à dire et où le patron était le dieu. Il faut une loi du travail. Mais nos industries n'ont pas un taux de naissance très élevé. Or c'est un bon indice du dynamisme d'une économie ».

Vent de déréglementation

Le salaire minimum ? « Imposé par le pouvoir central, il a des avantages et des inconvénients. Avec le SMIC, toute l'échelle salariale bouge, et c'est inflationniste. Mais le travailleur a besoin d'un minimum de protection. En Grèce, il est tellement bas que ce n'est pas un frein à l'embauche. Mais dans des pays plus industrialisés, c'est peut-être un frein à l'embauche. Nous croyons utile d'assouplir toutes ces choses-là afin de faciliter pour les jeunes l'obtention d'un travail solide sérieux ».

A la CES, ce vent de déréglementation inquiète M. Hinterscheid, qui veut « convaincre les employeurs qu'ils vivent en Europe et qu'il ne faut pas chercher de modèle américain, indonésien ou africain ». « A la Commission, assure-t-il, ils ne

sont pas heureux de cette tendance : le président y est farouchement opposé, mais il a pour tâche de rechercher le maximum de consensus des États membres ». M. Hinterscheid voit dans cette déréglementation la marque d'un néo libéralisme auquel il s'est à plusieurs reprises personnellement opposé. La perspective d'un changement politique en France ne le rassure pas sur ce point : « Le gouvernement français de gauche a agi d'une manière positive pour l'Europe comme aucun gouvernement français ne l'avait fait auparavant. Au niveau européen, nous regretterions fortement s'il y avait un bouleversement de ce genre... ».

Tout entier attelé à sa tâche de président de la Commission, M. Delors se garde bien d'intervenir dans le débat franco-français. La déréglementation, explique-t-il, a deux aspects. L'un est « consensuel » : « Tout le monde considère que les règlements autour de soi sont trop complexes. Chaque fois qu'il y aura une directive, nous analyserons les conséquences pour les PME. Mais, sur la marge d'assouplissement qu'il faut donner aux PME, les douces gouvernements ne sont pas d'accord ». Dans le prochain « gouvernement » de la Commission, un commissaire sera chargé de cette question. L'autre aspect est de « savoir si nous n'avons pas, avec nos systèmes législatifs, rendu la tâche impossible » à certains employeurs. Une démarche très prudente — la dérégulation aux États-Unis donne lieu à réflexion... — qui pourrait nourrir un dialogue social, qui, en Europe, malgré les avancées, se cherche encore.

MICHEL NOBLECOURT.

Les syndicats s'affrontent sur la flexibilité

(Suite de la première page.)

La confirmation de l'abandon du projet gouvernemental constituerait un formidable coup d'arrêt à la mise en œuvre de mesures jugées nocives, ajoutait encore M. Vianet.

Pour autant, il apparaît de plus en plus clairement que le choix du gouvernement, délicat, se fera entre des inconvénients. Qu'il persiste ou non dans ses projets, il fera des mécontents et permettra à ses adversaires de crier victoire, aucune bonne solution ne lui étant offerte. A Matignon, où l'on ne sous-estime pas ce risque, on pré-

férerait toutefois en revenir à la question essentielle. Le choix, dit-on, est entre une loi « raisonnable » qui offre aux partenaires sociaux la possibilité de négocier, permet l'aménagement du temps de travail en contrepartie d'une réduction de la durée du travail, et une « déréglementation sauvage » qui interviendrait fatalement en 1986 s'il n'y avait pas de texte protecteur. Mais, ajoute-t-on, le respect de la politique contractuelle conduit parfois à des impasses, surtout sur des thèmes comme la flexibilité.

ALAIN LEBEAUE.

ENTREPRISES

Union Carbide se dégage des métaux stratégiques et des plastiques

Le groupe chimique américain, Union Carbide, s'apprête à revendre la quasi-totalité de ses intérêts dans les métaux stratégiques (chrome, tungstène, vanadium). La compagnie sud-africaine General Mining reprend toutes les activités « chrome » et un groupe d'employés d'Umetco Minerals Corp. (filiale d'Union Carbide), conduit par son directeur général, M. William Beattie, rachète les branches « tungstène » et « vanadium ». Cette opération, dont le coût se monte à 83 millions de dollars (631 millions de francs), fait partie du plan de restructuration d'Union Carbide lancé en août 1984.

Ce n'est pas la première du genre. Union Carbide s'était déjà, en décembre, retiré des matières plastiques en revendant pour 230 millions de dollars ses fabriques d'emballages plastiques, puis, pour 210 millions de dollars, ses activités ingénierie dans les plastiques polymères à Amoco Chemicals. Le montant global de ces cessions atteint 523 millions de dollars.

Le groupe chimique dispose ainsi d'un important volant de trésorerie, dont il pourrait éventuellement se servir pour racheter ses propres actions en vue de faire échec à l'OPA lancée par la société américaine GAF (matériaux de construction et peintures pour bâtiment). A cet égard, un juge fédéral de New-York vient de débouter cette petite société. GAF avait déposé une plainte en accusant Union Carbide d'employer des moyens illégaux pour échapper à une prise de contrôle. GAF a décidé de faire appel.

Industrie pétrolière américaine : Occidental rachète Midcon

Midcon Corp., premier constructeur américain de gazoducs et d'oléoducs, a accepté son rachat par la compagnie pétrolière Occidental Petroleum. Cet accord permet à Midcon d'échapper à l'OPA « inamicale », dont elle était l'objet de la part des entreprises Freeport McMoran (spécialisée dans les matières premières) et Wagner et Brown (pétrole). Occidental va racheter 50 % des actions de Midcon au comptant et offrir ses propres titres pour acquérir le reste. Au total, le prix payé s'élève à quelque 3 milliards de dollars (23 milliards de francs). Occidental est intéressée par le savoir-faire d'extraction et de transport de gaz de Midcon nécessaires pour l'exploitation de ses champs gaziers.

Les Câbles de Lyon acquièrent les Câbles de Charleroi

Les Câbles de Lyon (filiale du groupe CGE), grand constructeur mondial dans le

secteur des transmissions téléphoniques, derrière l'italien Pirelli, renforcent leur présence en Europe en reprenant les Câbles de Charleroi, la plus importante société belge, en dépôt de bilan depuis le 26 décembre, a-t-on appris auprès de la CGE. La firme belge a été reprise par un holding créé à cet effet, baptisé Câblecar, où les Câbles de Lyon assurent la gestion et détiennent 50 % du capital. L'autre moitié du capital est également répartie entre l'Union minière (holding de la Société générale de Belgique) et la Société régionale d'investissement de la Wallonie.

Câblecar réaménagera dans un premier temps de 300 à 400 personnes, sur un effectif d'environ un millier de salariés avant le dépôt de bilan. En 1984, les Câbles de Charleroi avaient réalisé un chiffre d'affaires de 3,8 milliards de francs belges (570 millions de francs français), tandis que le chiffre d'affaires de 1985 avait été emporté par six mois d'arrêt de production.

AFFAIRES

LES « RAIDERS » ET LA RÉGLEMENTATION AMÉRICAINE

M. Icahn avale une société tous les six mois

Le conseil de la Réserve fédérale américaine a décidé de reporter au 8 janvier prochain la décision qui devait intervenir initialement dès le début de cette année, à propos d'un « emploi plus restrictif des « junk bonds », ces obligations à haut risque mais à rendement élevé qui ont largement contribué au développement des OPA sauvages aux États-Unis. Ce renforcement éventuel de la réglementation en

vigueur (le *Monde* du 27 décembre 1985) se heurte à une vive opposition, notamment de la part du département de la Justice et de la commission boursière américaine (Securities and Exchange Commission). La SEC estime notamment que les nouvelles dispositions pourraient encourager le rachat de firmes américaines par des groupes étrangers via des sources de financement étrangères, dont

échappant au contrôle des autorités boursières des États-Unis. Sur le terrain, une autre poignée se développe entre les sociétés « radeaux » et les « raiders ». Ainsi, l'un des plus célèbres d'entre eux, Carl Icahn, éprouve quelques difficultés à réunir les capitaux nécessaires au rachat de l'une des sociétés convoitées : la compagnie aérienne TWA.

Correspondance

tatives d'acquisition lui rapportent beaucoup d'argent.

Mais, curieusement, plutôt que de revendre 45,5 % des actions qu'il détenait de TWA (l'opération lui aurait rapporté 127 millions de dollars), M. Icahn a préféré s'assurer le contrôle de la grande compagnie aérienne. Ainsi, il honorerait l'accord inattendu passé avec les pilotes et le personnel au sol, ayant fait d'importantes concessions salariales en échange d'une promesse d'obtenir 20 % des actions et des revenus de la compagnie.

L'appât du gain n'est pas sa seule motivation. M. Icahn se considère un peu comme une sorte de Robin des Bois, défenseur des malheureux actionnaires luttant contre des managers avides ou incompétents. « Le système actuel est fétid », a-t-il dit, « un PDG ne choisit pas un homme capable qui pourrait être un rival, mais lui préfère un copain sur lequel il garde son emprise ». Ce qui détermine M. Icahn, c'est la lutte, la conquête. « Je me demande parfois pourquoi je me bats... J'ai suffisamment d'argent », a-t-il dit, ajoutant : « Ce qui me plaît, c'est de gagner ». « Je suis fier de vaincre », il l'affiche avec puerilité. Ainsi, dans son bureau de Manhattan, il a fait encadrer et placer sur le mur les rapports annuels des compagnies qu'il a achetées, comme s'il s'agissait de trophées de chasse. Il a baptisé son chien Shiloh (le nom d'une bataille décisive remportée par les Nordistes sur les Sudistes) pour célébrer sa conquête d'une compagnie de textile du Sud. Et sa grande propriété dans

l'Etat de New-York s'appelle Foxfield, le nom du code secret employé dans une tentative d'OPA.

Pour M. Icahn, une OPA « inamicale » n'est pas un acte de piraterie mais une démarche normale et utile. Quand la performance d'une compagnie est insuffisante, « il faut faire quelque chose pour assurer des bénéfices aux actionnaires », écrivait-il en 1983 dans le *New York Times*. Cet article est également encadré sur le mur de son bureau avec le chèque de 100 dollars envoyé par le journal mais qu'il n'encaissa jamais. Quelquefois, cependant, il n'est pas bien reçu, comme dans l'Oklahoma, où des actionnaires de Phillips mirent le feu à un paquet de ses demandes de pouvoirs.

Un « intello »

Bonheur de travail, il exige beaucoup de ses collaborateurs... Sa secrétaire dit qu'il lui fait peur lorsque, fronçant ses gros sourcils sur ses yeux noirs et perçants, il est saisi d'une colère subite. Mais dans sa demeure de Foxfield, construite sur le mont d'un château français et à l'abri des regards indiscrets (il a acheté les maisons voisines pour être tranquille), il se délassa en compagnie de sa femme, Liba, d'origine tchèque-slovaque. Il nage, joue au tennis et se contente au déjeuner d'un simple sandwich qu'il prépare lui-même.

Il vit sans ostentation. Certes, il a accumulé les signes extérieurs de la richesse : un appartement somptueux dans Manhattan, une Cadillac, une Mercedes, un avion particu-

lier. Mais à la différence d'autres self-made men, il était au départ un « intello » que le génie des affaires entraîna sur d'autres voies.

Son père, grand amateur de livres et de musique classique, chantait à la synagogue locale du pauvre faubourg de Queens. Sa mère enseignait. Au lycée, il fut assez brillant pour entrer à Princeton où il obtint une maîtrise de philosophie. Sa thèse, *Une explication du critère empirique de la pensée*, lui valut un prix, mais il prétend ne pas la comprendre. Il fit ensuite des études de médecine qu'il abandonna rapidement pour entrer comme stagiaire chez un agent de change. Dans l'armée, il avait gagné au poker quelques milliers de dollars, qu'il employa dans d'heureuses spéculations boursières. Mais, en 1962, il perdit toute sa petite fortune et est obligé de vendre sa voiture pour joindre les deux bouts. Progressivement, il refait surface, se spécialisant dans les opérations du marché à primes, avant d'emprunter 400 000 dollars pour créer sa propre compagnie, où il fera fortune, notamment dans l'arbitrage.

« Je ne suis pas un joueur, dit-il. Je prends des risques, mais ils sont toujours calculés ». Sa réputation est telle que la simple rumeur de son intervention provoque une hausse des actions qu'il détient. Parfois, une compagnie, sans savoir qu'il dispose d'un paquet d'actions important, prospère soudainement : alors il les vend, empochant en silence les bénéfices. « Ils ont eu de la chance, dit-il en souriant, en parlant des dirigeants de la société. Ils ont évité d'être éliminés sans même s'en rendre compte... »

HENRI PIERRE.

ÉTRANGER

EN CHINE

Revers cuisants dans l'agriculture

De notre correspondant

Pékin. — Après six années d'augmentation consécutive, la production chinoise de céréales aura connu, en 1985, un important recul. Il est encore difficile de le chiffrer en raison des informations contradictoires fournies par Pékin. Le 15 décembre, l'Agence Chine nouvelle avait indiqué que la production céréalière (1) régresserait au niveau de 1982, soit 352 millions de tonnes. Lundi 30, cette même agence parlait de 380 millions de tonnes (le montant de 1983), contre une production-record de 407 millions de tonnes en 1984.

Quel que soit le chiffre final, le recul depuis le lancement de la réforme de l'agriculture par M. Deng Xiaoping en 1979. Si l'on ne faut pas croire de pénurie alimentaire pour cette année, en raison des stocks importants accumulés en 1984, une poursuite de cette tendance pourrait avoir de très sérieuses conséquences tant économiques et sociales que politiques.

C'est la raison pour laquelle, ces dernières semaines, s'est tenue à Pékin une conférence nationale sur le travail agricole. Celle-ci a rappelé les objectifs fixés pour 1990 : 450 millions de tonnes de céréales. Ce qui signifie que, compte tenu de l'augmentation de la population, la production continuera d'être de 400 kilos par Chinois.

Des activités plus rentables

Plusieurs raisons expliquent ce revers. D'abord, les calamités naturelles : les inondations ont causé une perte de 10 à 12 millions de tonnes de céréales en Manchourie ; la sécheresse a dévasté les terres à riz du centre du pays (Sichuan, Hubei et Hunan). En tout, 21 millions d'hectares ont été sinistrés (en moyenne à 30 %) sur une superficie totale de 131 millions. La négligence de certains paysans explique, d'autre part, un mauvais entretien du système hydraulique, mais aussi peut-être la plus sérieuse recrudescence des maladies — en particulier de la « peste des blés » — depuis 1975. Le Henan, principale province productrice de blé, a perdu 11 % de sa récolte, dont la moitié pour cause de maladie.

A cela s'ajoute une diminution de la surface emblavée de 4,7 millions d'hectares en un an au profit des cultures de rapport, de l'élevage et de l'aquaculture, mais aussi de la construction. La construction a gagné des millions de maisons paysannes, les usines et entrepôts liés à l'industrialisation rurale, l'extension des villes et des bourgs, doivent les terres fertiles. Des mesures ont été annoncées, en particulier dans la province de Canton, où la surface

arable est passée, en trente ans, de 0,1 à 0,05 hectare par habitant.

De plus en plus de paysans négli- gent l'agriculture, et avant tout les céréales, au profit d'activités plus rentables : élevage ou maraîchage, mais aussi artisanat et industrie. Ils sont désormais soixante millions, soit 16 % de la main-d'œuvre rurale, à avoir quitté l'agriculture pour l'industrie. Ceux qui restent attachés à la terre ne sont plus obligés comme jadis de fournir à l'Etat un certain quota de céréales et préfèrent souvent se lancer dans des cultures de rapport, voire de spéculation (élevage du lapin angora...). Car un des points principaux de la réforme rurale est de soumettre la production à la loi du marché, afin de lui donner plus de vigueur.

Il n'est toutefois pas question de revenir en arrière, a réaffirmé la récente conférence. Les vice-premiers ministres, MM. Wan Li et Tian Jiyun, ont insisté sur la nécessité de poursuivre la réforme. Il n'y a aucune contradiction entre la production de céréales et le développement d'une économie diversifiée, toutes deux sont complémentaires, a dit M. Tian. La politique de réajustement de la structure agricole s'est montrée correcte. Il ne faut pas la remettre en cause en raison d'une baisse temporaire de la production de céréales.

Cette déclaration s'adressait avant tout à ceux qui, comme l'économiste Chen Yun, membre du bureau politique du PCC, s'inquiètent de la diminution des céréales, et insistent sur les risques de troubles sociaux qu'elle pourrait occasionner. M. Chen avait été clair à ce sujet lors de la conférence nationale du Parti en septembre. Pour avoir voulu abandonner trop rapidement la stratégie maoïste de production à tout prix des céréales, les dirigeants actuels prêtent le flanc à la critique des conservateurs. D'autant que la réforme de l'industrie et des prix connaît parallèlement de sérieuses difficultés.

Le gouvernement tente donc de mettre en place le plus rapidement possible des mesures pour renverser la tendance : liaison plus étroite entre industrialisation rurale et production céréalière, la première aidant la seconde, subventions à certains producteurs de blé ou de riz, qui auront la priorité pour les crédits, encouragement aux « familles spécialisées » dans les céréales. Il faut rendre la culture des céréales plus attrayante, a expliqué dans le *Quotidien des paysans* le bureau de prospective du ministère de l'Agriculture. Sinon, il est à craindre que la Chine ne soit obligée à terme de reprendre ses achats massifs de céréales à l'étranger (2) pour nourrir ses citoyens. Avec les conséquences que l'on imagine sur ses maigres ressources en devises, mais aussi sur la crédibilité de la politique de réformes de M. Deng, qui enregistre aujourd'hui un échec spectaculaire.

PATRICE DE BEER.

(1) Ce chiffre comprend aussi les tubercules (pommes de terre, patates douces, manioc...).

(2) Les importations de blé français ont augmenté de 361 % au cours des neuf premiers mois de 1985, passant de 37 à 173 millions de francs par rapport à la même période de 1984.

Le Nigéria décide de plafonner le remboursement de sa dette

Le Nigéria vient de décider de plafonner le remboursement de sa dette à 30 % de ses recettes d'exportation. C'est ce qu'a annoncé le général Ibrahim Babangida en présentant un budget de particulière austerité pour 1986.

Dans un discours à la nation, le chef d'Etat nigérien a indiqué que ce budget, à un moment où le pays se débat dans de graves difficultés économiques, devait être considéré comme « le point de départ d'une ère de reconstruction économique, de justice sociale et d'autosuffisance » au cours de laquelle la population devrait faire des sacrifices.

Le budget présenté prévoit des dépenses totales limitées à 10,9 milliards de nairas (une devise à parité avec le dollar) soit une baisse de 3 % par rapport au projet de budget pour 1985, et des revenus de 13,6 milliards de nairas en augmentation forte par rapport à 1985 (+ 4,4 milliards). Pour ce faire, le gouvernement de Lagos va créer des impôts nouveaux, taxer toutes les importations à hauteur de 30 % supplémentaires et réduire fortement ses subventions. Les subventions sur les produits pétroliers seront les plus touchées avec une baisse prévue de 20 % qui entraînera de fortes hausses des prix à la consommation, notamment sur le gazole, ce qui risque de renchérir les transports inté-

De notre envoyé spécial

Taipei. — Ancien mannequin et dessinateur de mode, la ravissante M^{lle} Lillian Hsu dirige, à l'âge de trente-cinq ans, le *Sunrise*, l'un des grands magasins — dix cents employés — les plus prospères de la capitale taïwanaise, racheté récemment par Chung-Hsin, une société de produits textiles. Son chiffre d'affaires — plus de 200 millions de francs en 1984 — augmentera de 10 % cette année. « Je m'attends à un nouveau progrès de mes bénéfices en 1986 », dit-elle. Ses atouts ? « Les produits de luxe, les nouveautés, une promotion agressive et un gros effort dans les deux semaines précédant Noël, époque à laquelle la clientèle achète environ 10 % de son chiffre d'affaires annuel », répond-elle. Mais elle reconnaît que, sur les dix-neuf grands magasins de Taipei, une agglomération de plus de deux millions d'habitants, trois seulement font de bonnes affaires. Les autres se contentent de maigres bénéfices ou d'équilibrer leur budget.

M. Stan Shih, représentant de la génération montante d'ingénieurs et de cadres formés par les universités locales, est également un homme heureux. Lors de la création, il y a neuf ans, d'une heure d'autoroute de Taipei, du parc industriel Hsinchu, réservé aux industries de haute technologie, il s'est lancé dans l'assemblage et l'exportation de micro-ordinateurs. « J'ai débuté avec 25 000 dollars et me retrouve à la tête d'un groupe dont le chiffre d'affaires est de 128 millions de dollars et qui emploie mille cinq cents personnes », dit-il. « En 1986, notre chiffre d'affaires s'élèvera à 200 millions de dollars », ajoute-t-il, pressé, entre deux coups de baguettes. Agé de quarante et un ans, M. Shih est l'un des cinq patrons du groupe MSC, formé de cinq sociétés, dont il détient 21 % des parts, contre 50 % au départ.

« Tigres » et « dragons »

Mais lui aussi admet que tout ne va pas si bien dans son secteur. L'aménagement du parc industriel de Hsinchu, une zone franche qui symbolise une volonté de reconversion dans la haute technologie, n'a pas coûté moins de 400 millions de dollars. Sur les cinquante-huit entreprises approuvées, trois ont déjà fait faillite en dépit des avantages fiscaux accordés. Il y a deux ans, une société soutenue par le gouvernement a dépensé au moins 1 million de dollars pour mettre au point un ordinateur personnel, refusé par les douanes américaines, qui lui reprochaient d'être une copie. M. Wei Kuo Wu, jeune ingénieur formé aux Etats-Unis, s'est lancé sur le marché des transistors peu de temps avant que ce dernier plonge. Son créancier, une banque gouvernementale, lui réclame aujourd'hui le remboursement de 3,5 millions de dollars au lieu d'appuyer un projet de reconversion dans les circuits intégrés.

Avec la Corée du Sud, Singapour et Hong-Kong, Taiwan fait partie des « tigres », ou des « dragons », ces économies asiatiques qui ont connu une expansion exceptionnelle pendant deux décennies. Depuis deux ans, la récession mondiale les oblige à marquer le pas. La Corée du Sud est aux prises avec une importante dette extérieure. Hong-Kong s'interroge sur son avenir entièrement tributaire des humeurs de Pékin, la rétrocession de la colonie britannique étant prévue en 1997. Singapour connaît pour la première fois, en 1985, la douloureuse expérience

rieurs. Les dépenses militaires seront aussi réduites de 19 %.

Les autorités ont aussi décidé de continuer de laisser flotter le naira, qui a déjà ainsi perdu 20 % de sa valeur par rapport au dollar. M. Babangida, qui a en outre annoncé que les militaires ne resteraient pas au pouvoir plus longtemps que nécessaire et prépareraient dès la fin 1986 l'accession des civils aux commandes de l'Etat, a aussi justifié l'utilité des accords de compensation dans le cadre d'une stratégie à court terme de redressement. Le pays avait été renversé en août 1985, notamment parce que les accords de compensation favorisaient trop les importateurs.

Le Nigéria escompte 9,6 milliards de nairas de recettes d'exportation (dont 83 % de pétrole), ce qui annulerait les remboursements à 3 milliards de dollars pour un service de la dette (20 milliards) que l'on estime à 5 milliards de dollars.

Le Nigéria est ainsi le second pays débiteur, après le Pérou, à plafonner, sans l'accord de ses créanciers, ses remboursements. (Le Pérou a fixé ce plafond à 10 % de ses recettes.) L'austérité de son budget, très proche de ceux du FMI, lui permet cependant de ne pas risquer de soulever de trop fortes critiques de ses créanciers.

VITALITÉ ET INCERTITUDES A TAIWAN

Quand un tigre perd quelques griffes

d'une croissance négative. Taiwan est sans doute mieux loti, avec plus de 20 milliards de dollars de réserves de devises. Mais le ralentissement de la croissance économique y est déjà très net. « Nous tablons sur un taux de croissance de 5 % cette année, contre 10,9 % l'an dernier. Pour 1986, compte tenu de notre dépendance de l'extérieur, il faut être réaliste : ce sera plutôt 4 % que les 6 % espérés », estime M. Mo Li, vice-ministre de l'Economie.

Sans véritables ressources naturelles, la « petite Chine », qui compte près de vingt millions d'habitants, a bâti une économie orientée vers les exportations, qui représentent la moitié du produit national brut. L'île est parsemée de « zones franches », où les matières premières sont transférées en droits fins. Mais, en l'espace de dix ans, le niveau de vie a triplé à Taiwan, et la main-d'œuvre y est devenue chère. Le resserrement du marché mondial et la percée de nouveaux concurrents — des Etats moins développés de la région, où la main-d'œuvre est encore relativement bon marché — contraignent les Taïwanais à opérer une reconversion dans la « high tech », la haute technologie, à la fois slogan et mode du jour. Une opération peu aisée.

A Kaohsiung, le grand port du Sud, les responsables d'une triple zone franche, réservée aux étrangers et qui emploie soixante-quinze mille personnes, estiment qu'ils sont en train d'y parvenir. L'électronique représente aujourd'hui 65 % de leurs exportations alors que cette zone franche, au départ, abritait avant tout des industries textiles et de plastiques.

Le tableau n'est, cependant, pas partout si rose. Les chantiers navals de Kaohsiung connaissent de graves difficultés et viennent de décider le licenciement de mille quatre cents salariés, soit près de 20 % de ceux effectifs. En l'espace de cinq ans, leur chiffre d'affaires a chuté de 40 % en ce qui concerne la construction navale et de 60 % dans le domaine des réacteurs nucléaires. Refusant de réduire leur capacité de production, les chantiers ont amorcé une reconversion « terrestre », surtout dans le domaine de la construction. Sur leur tableau de commandes figurent désormais un centre hospitalier, une usine pétrochimique et la fabrication de grues, selon M. Joseph Tsan, directeur adjoint des ventes, qui se déclare cependant « optimiste ».

Un risque politique

Les banques étrangères qui se sont installées à Taiwan depuis 1980 — 32 sur un total de 42 — portent des jugements plus nuancés. Quelques-unes d'entre elles, peu familières des habitudes locales, se sont, il est vrai, fait « plumer » au passage. En tout, ces banques comptent aujourd'hui 600 millions de dollars de créances douteuses, dont 80 à 100 millions de créances frauduleuses », estime un directeur d'une banque occidentale, avant d'ajouter, cependant : « Ici, une fois que vous savez éviter les pompes à fric, le risque n'est pas financier mais politique, car Taiwan se caractérise par sa vitalité et sa complexité économiques, même quand le développement repose sur des équilibres toujours précaires ». Plusieurs banques occidentales, un peu échaudées, n'en ont pas moins annoncé, début décembre, la réduction de leurs effectifs locaux.

Sans statut international, reconnu seulement par une vingtaine d'Etats, Taiwan demeure, en effet, un risque politique. Les autorités, d'autant plus soucieuses de ménager leur image de marque à l'étranger, ont donc sanctionné sévèrement deux scandales, l'un politique et l'autre financier, qui ont défrayé la chronique des médias. Le scandale politique, de 13 et 14 août. En outre, la dépendance des exportations, surtout sur le marché nord-américain, explique l'énergie déployée, en ce moment, par les entrepreneurs locaux pour se reconstruire et trouver de nouveaux débouchés. Il faut faire tout à la fois : le ministre des Finances a demandé, début décembre, à la fonction publique de réduire de 5 % ses dépenses en 1986 et de geler les salaires en 1987 : le plus grand centre de commerce extérieur asiatique sera inauguré, fin décembre, à Taipei, où l'on se dément notamment pour réussir une difficile percée sur le marché européen, qui ne représente que 10 % des exportations.

« Nous sommes des conservateurs sur le plan financier. Nous préférons joggler à la course de vitesse, mais cela ne nous a pas mal réussi jusqu'ici », estime M. C.-Y. Wang, vice-président de la puissante China Steel Corporation, la plus grosse aciérie d'Asie, qui prévoit de faire passer sa capacité de production actuelle de 2,25 millions de tonnes à 5,60 millions de tonnes en 1988. « Dans trois ans, nous emploierons dix mille personnes, contre huit mille en ce moment. Il est vrai que les prix, sur le marché mondial, ont baissé et que nous exportons le tiers de notre production, pour moitié vers l'Europe. Mais nous avons nettement amélioré

notre productivité et nos bénéfices, nous avons nettement augmenté », ajoute-t-il.

La présence d'une direction politique vieillissante — qui s'accroche, faute de choix, à la fiction d'un gouvernement légal de toute la Chine — et l'existence d'un système bancaire obsoleète ne doivent, cependant, pas cacher les acquis de Taiwan. L'île est plus riche qu'on ne le pense. « Le tiers des transactions financières ne figurent pas dans les statistiques officielles », estime un banquier occidental. Tontines, accords verbaux, liens familiaux, sont de vieilles habitudes bien ancrées du monde chinois. Plusieurs experts pensent que le chiffre officiel du revenu annuel par capita — un peu plus de 3 000 dollars — est sous-évalué, probablement d'un tiers. Chaque foyer dispose de l'électricité et d'un récepteur de télévision.

Même si la couverture sociale demeure légère — il n'y a pas d'indemnité de chômage, seulement de licenciement — la solidarité familiale joue le rôle d'un tampon. Les universités de Taiwan comptent parmi les plus cotées d'Asie et la scolarité est obligatoire pendant neuf ans.

« Nous disposons du capital nécessaire, notre problème est affaire de mentalité et de certitudes », résume M. Y.-T. Chao, ancien ministre de l'Economie et actuel président du conseil pour la planification économique et le développement. « Nous devons miser, ajoute-t-il, sur la valeur ajoutée. Nous pouvons le faire. Nous produisons, chaque année, plus de soixante-dix mille diplômés de « collèges » et d'universités ». Taiwan s'est déjà remis de deux graves chocs : son exclusion de l'ONU, en 1971, et la reconnaissance de la Chine populaire par les Etats-Unis en 1979. Cette fois-ci, le choc est économique. « L'un des plus gros fabricants locaux de contre-plaqué vient de se reconstruire, en deux ans, dans l'électronique. Les Taïwanais ont une telle vitalité qu'ils se remettent du choc, mais il leur faudra quelque temps », conclut un directeur de banque française. « Une confiance à long terme », dit-il, dans ce petit pays déjà devenu la vingtième puissance économique mondiale avec, comme épée de Damoclès sur la tête, l'immense point d'interrogation que constitue son devenir politique.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

LE PRIX DE L'INDUSTRIALISATION

Pollutions

De notre envoyé spécial

Taipei. — « N'oubliez pas que ce que vous avez réalisé en deux siècles nous l'avons accompli en trente ans. » Quand ils évoquent le développement de leur île, les officiels taïwanais ne manquent pratiquement jamais de rappeler, avec une évidente fierté, le miracle opéré depuis que le Kuomintang y a trouvé refuge en 1948-1949. Mais l'industrialisation rapide du pays, plus récente, a son prix. Taipei, la capitale, est une ville dont les trottoirs sont envahis, de nuit, par des sacs d'ordures, souvent percés, dans l'attente de camions-poubelles. Dans le Nord, l'océan a changé de couleur avec les déchets de raffineries de cuivre.

Ces dernières années, trois cas graves de pollution industrielle ont été relevés. La population de Tai-An, village septentrional, a été victime d'empoisonnements provoqués par du cadmium dont étaient porteurs les déchets d'une usine de plastique qui, à l'occasion d'une fuite, se sont répandus dans des canaux d'irrigation : six morts, 100 hectares de récoltes contaminées et des volailles perues.

A Wanti, dans le Sud, — une région où quelque soixante-dix sociétés déposent des métaux usés de petites entreprises locales brûlent pour récupérer le métal, on a trouvé des taux de dioxyde nettement supérieurs à ce que l'organisme humain peut tolérer. Une enquête a révélé des naissances d'enfants difformes et un taux inhabituel de cancers parmi les habitants. La dioxyde aurait pu être évitée par les enveloppes de plastique dans lesquelles étaient livrés les déchets.

Près de la ville de Taichung, enfin, il y a eu, en 1979, un cas d'empoisonnement par le PCB — biphényle polychloriné — qu'on a retrouvé dans l'huile de cuisine vendue par une petite entreprise qui a, depuis, fermé ses portes. Plus de deux mille personnes ont été victimes d'une intoxication alimentaire, et, six ans plus tard, certaines d'entre elles en souffrent encore.

Mais ces cas semblent isolés, et, pour Eve Ma, universitaire et membre du Conseil pour l'environnement de Taiwan, la priorité

demeure la préservation de la nature sur une île où la densité de la population est déjà supérieure à six cents habitants par kilomètre carré. « Nous avons obtenu, en 1978, la préservation d'une petite forêt de mangroves ; puis, en 1981, l'interdiction de la construction d'une autoroute à travers un parc national ; enfin, en 1983, l'annulation de l'établissement d'un cimetière sur la porte la plus belle de la côte orientale », raconte-t-elle.

Les écologistes taïwanais, eux, prises avec une opinion apathique, se battent surtout pour éviter que les centrales nucléaires posent un risque et dénoient leur pays. Taiwan en compte déjà trois en activité, grâce par une société nationale, qui fournissent 46 % de l'énergie électrique nationale. L'objectif des autorités est d'en construire une quatrième afin que l'énergie nucléaire couvre, au tournant du siècle, la moitié des besoins de l'île. « Le site retenu se trouve en bordure de la dernière plage de sable blanc de Taiwan. Notre campagne nous a permis d'obtenir un report d'une année. Mais les travaux commenceront en mars 1986 », se lamenta Eve Ma. Ce projet, d'un coût de 4,69 millions de dollars, a été approuvé par le gouvernement en février 1985, les deux réacteurs devant rentrer en service en 1993 et en 1994.

Les écologistes ne se sentent pas pour autant battus même si, dans ce pays soumis à la loi martiale, « la seule façon d'opérer est de jouer les administrations les unes contre les autres », ainsi que l'explique Eve Ma. Elle s'apprête à lancer, en janvier 1986, une revue mensuelle, *New Environment*. « Les autorités prétendent avoir une politique de l'énergie. Mais elles feraient mieux de commencer par éduquer les consommateurs pour éviter le gaspillage actuel », explique-t-elle, en ajoutant : « Je n'ai rien contre l'énergie nucléaire, mais encore faudrait-il élargir l'environnement, à eux, les officiels surestiment la croissance des besoins d'énergie et ne prennent pas les précautions indispensables, surtout sur une île sujette aux tremblements de terre et aux ouragans ».

J.-C. P.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SOIX MOIS	
	+ less	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.-U.	7,470	7,470	+ 55	+ 70	+ 113	+ 143	+ 385	+ 485
S. can.	5,386	5,384	- 22	- 3	- 49	- 16	- 33	- 37
Yen (100)	2,977	2,971	+ 54	+ 69	+ 125	+ 150	+ 442	+ 503
DM	2,063	2,067	+ 107	+ 120	+ 285	+ 224	+ 637	+ 692
Flor.	2,723	2,734	+ 72	+ 81	+ 134	+ 150	+ 417	+ 464
F.R. (100)	14,984	14,990	- 160	- 85	- 298	- 164	- 515	- 139
F.S.	3,631	3,633	+ 155	+ 175	+ 290	+ 318	+ 846	+ 954
L. (1 000)	4,092	4,097	- 421	- 333	- 728	- 607	- 1 640	- 1 685
F. Singap.	10,923	10,931	- 249	- 212	- 479	- 413	- 1 406	- 1 225

TAUX DES EUROMONNAIES

	3 1/8		3 1/8		3 1/8		3 1/8		3 1/8	
	12/16	8 3/16	8 3/16	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
S.E.-U.	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
DM	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
Flor.	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
F.R. (100)	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
F.S.	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
L. (1 000)	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
F. Singap.	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

مكتبة القرآن

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 31 DECEMBRE

griffes

On dispose de la capitale, notre problème est de la faire vivre. Le ministre de l'économie, M. Y. J. C. a dit. Le ministre de l'économie, M. Y. J. C. a dit. Le ministre de l'économie, M. Y. J. C. a dit.

REALISATION

ms

La préservation de la nature est un problème qui se pose à tous les niveaux. La préservation de la nature est un problème qui se pose à tous les niveaux.

LAURE DES DEVIS

MONNAIES

Monnaie	Cours
1 \$ = 166,35 F	
1 £ = 163,63 F	
1 ¥ = 163,63 F	
1 DM = 163,63 F	
1 Sfr = 163,63 F	
1 Lira = 163,63 F	
1 Escudo = 163,63 F	
1 Pataca = 163,63 F	
1 Baht = 163,63 F	
1 Ringgit = 163,63 F	
1 Rupia = 163,63 F	
1 Tugrik = 163,63 F	
1 Somoni = 163,63 F	
1 Dinar = 163,63 F	
1 Drac = 163,63 F	
1 Lempir = 163,63 F	
1 Kip = 163,63 F	
1 Arian = 163,63 F	
1 Tala = 163,63 F	
1 Vatu = 163,63 F	
1 Taka = 163,63 F	
1 Dirham = 163,63 F	
1 Shilling = 163,63 F	
1 Kwacha = 163,63 F	
1 Malawi = 163,63 F	
1 Botswana = 163,63 F	
1 Namibia = 163,63 F	
1 Lesotho = 163,63 F	
1 Swaziland = 163,63 F	
1 Zambie = 163,63 F	
1 Zimbabwe = 163,63 F	
1 Botswana = 163,63 F	
1 Namibia = 163,63 F	
1 Lesotho = 163,63 F	
1 Swaziland = 163,63 F	
1 Zambie = 163,63 F	
1 Zimbabwe = 163,63 F	

PARIS 31 décembre

Le bouquet final

L'année 1985 s'est achevée mardi à la Bourse de Paris dans l'euphorie. Malgré la fermeture des banques à midi, les cours d'affaires ont été encore très élevés et les cours ont continué de monter allègrement. Pour la première fois depuis sept ans, l'action Peugeot a franchi la barre des 800 F. Mais, là, il s'agit d'un événement historique. Dans le peloton de tête figuraient, d'autre part, Dassault, Prêt-à-Port, Schneider, Lafarge, Nord-Est, Elf, Sanofi, Béghin, pour ne citer que quelques valeurs. Mais il y a eu néanmoins des ventes bénéficiaires, si bien qu'à la clôture l'indice a augmenté de 0,6 %, l'indice des valeurs à 100 de 0,1 %. Les monétaires ont avancé de 0,1 %. Les valeurs étrangères ont avancé de 0,1 %.

Car il faut d'abord travailler.

Le bouquet final avec confetti, serpents, poils à gratter, chapeaux pointus en tout genre et couronnes de fleurs est venu avec l'arrivée des caméras de télévision. Cela faisait plus d'un an que la Bourse de Paris ne s'était vue ainsi. Dans l'affaire Providence, les autorités boursières ont décidé que la contre-offre formulée par Paribas et la Compagnie bancaire ne serait recevable qu'après le dépôt officiel de celle-ci par Midat, qui devrait intervenir en fin de semaine.

La devise-titre s'est échangée sans grand changement.

Statu quo sur l'or, à Londres : 327 dollars l'once, contre 326,80 dollars.

A Paris, le lingot a repassé 550 F.

à 80 350 F, mais le napoléon a reperdu 8 F, à 521 F.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BEECHAM DÉMENT LES RUMEURS DOPA.

Le groupe pharmaceutique britannique Beecham dément catégoriquement les rumeurs persistantes circulant au London Stock Exchange, selon lesquelles il serait inconnuement l'auteur d'une OPA sur Unilever ou tenterait même de prendre le contrôle de la grande entreprise anglo-irlandaise Unilever.

M. George Stuart-Clark, un des directeurs de la banque d'affaires Hill Samuel,

conseiller de Beecham, a nié que le groupe alimentaire anglo-irlandais Unilever ait fait la moindre démarche auprès de Beecham ou que Beecham envisage d'acheter Unilever.

INDICES QUOTIDIENS

(base 100 = 28 déc. 1984)

Valeur française : 142, 141,9

Valeur étrangère : 101,2, 101,5

Cours des agents de change (base 100 = 31 déc. 1985)

Indice global : 264,3, 265,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effet 90 jours : 9,14 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en yen) : 246,60

SICAV court terme

LES ENCOURS ONT BAISSÉ DE 3 % EN DÉCEMBRE

D'après la société Technique de gestion financière, filiale de la Caisse des dépôts, les actifs des SICAV à court terme ont baissé de 6,1 milliards de francs en décembre (cavens 3 %) par rapport au mois précédent, pour revenir à 208 milliards de francs.

Cette baisse est due, pour l'essentiel, à des opérations d'achat de titres de fin d'année et peut-être à des réalisations de plus-value. Elle est aussi à rapprocher de la création des certificats de dépôt, des billets de trésorerie et de l'achat de titres d'entreprises aux bons de Trésor.

Cette diminution, la seconde depuis le début de 1985, malgré la création de cinq nouvelles SICAV en décembre.

Cependant, les encours des SICAV de trésorerie ont progressé de 55,2 milliards de francs, passant de 134,3 milliards à 189,5 milliards.

Selon les données de TGF, les évolutions sont très différenciées. Les encours des SICAV à court terme ont diminué de 1 milliard de francs à 32,5 milliards. Les encours des SICAV à long terme ont diminué de 0,6 milliard de francs, à 85,5 milliards, tandis que les SICAV, dites sensibles, perdaient 4,5 milliards de francs, à 90 milliards.

D'après des statistiques, on constate que depuis août les SICAV à court terme ont gagné près de 8 milliards de francs, les SICAV à long terme ont perdu 1 milliard de francs, les SICAV sensibles ont perdu 10 milliards.

Selon TGF, les SICAV des grands réseaux ont reculé de 1,6 milliard pour le Crédit agricole (29,7 milliards à la fin décembre) et, surtout, de 2,5 milliards pour le Crédit lyonnais (15,6 milliards). Seules les SICAV de la Société générale progressent de 0,6 milliard de francs à 20,9 milliards. En revanche, les SICAV de la Midland Bank ont progressé de 1,1 milliard de francs en décembre à 2,9 milliards, et celles de la Citibank de 400 millions à 0,9 milliard.

COOP-AG PRÉPARE SON ENTRÉE EN BOURSE

Le groupe allemand Coop-AG (commerce de détail) va profiter du retrait de son principal actionnaire, la puissante confédération des syndicats DGB - pour préparer son introduction en Bourse dans les deux ans à venir. Le président du conseil d'administration, M. Bernd Otto, a précisé que le projet d'entrée en Bourse par DGB, soit 406 millions de dettes-marchés nominales, avait été voté, le 31 décembre, à un consensus de coopération et de soutien mutuel des deux sociétés, comme initialement prévu.

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	31	0 756
5 %	49 70	4 575
5 % amort. 45-54	1 258	
Emp. 7 % 1973	7383	
Emp. 8,25 % 1977	120 70	5 276
Emp. 8,25 % 1982	80	4 645
Emp. 8,25 % 1987	89 16	4 821
10,80 % 79/84	100 50	3 482
12,25 % 80/85	105	7 696
13,80 % 80/87	105 85	9 111
15,80 % 81/88	102 80	13 271
16,75 % 81/87	109 90	5 196
18,20 % 82/80	118 10	15 667
18 % juin 82	118 95	9 030
S.E.F. 7,8 % 81	14 481	
S.E.F. 14,5 % 80-82	187 80	7 768
Cl. 80/85 ann. 82	170	
Cl. 80/85 ann. 83	101 20	5 581
Cl. 80/85 ann. 84	102 81	5 581
Cl. 80/85 ann. 85	101 21	5 581

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
Actes Pigeon	129	188 80
A.S. (S. C. J.)	5440	5440
Amis	17 20	24 20
Amis	340	250
Amis	463	461
Amis	78	79
Amis	1640	1640
Amis	355	355
Amis	1110	1102
Amis	583	583
Amis	382	385
Amis	440	440
Amis	510	511
Amis	175	170
Amis	2700	2700
Amis	481	510
Amis	606	588
Amis	381 80	381 80
Amis	132	132
Amis	186	186
Amis	394	385
Amis	1350	1350
Amis	355	355
Amis	75	75
Amis	1216	1260
Amis	132	132
Amis	47 80	47 80
Amis	270	216
Amis	576	584
Amis	355	355
Amis	415	415
Amis	978	978
Amis	128 80	128 80
Amis	856	871
Amis	175	175
Amis	312	324 50
Amis	1884	1884
Amis	350	348 80
Amis	10 05	10
Amis	384	410
Amis	889	885
Amis	840	840
Amis	101	107
Amis	448	448 70
Amis	1864	1731
Amis	1068	1068
Amis	180	180
Amis	881	918
Amis	818	820
Amis	830	830
Amis	89	89
Amis	212 80	212 80
Amis	1441	1441
Amis	880	880
Amis	825	831
Amis	376	374 80
Amis	841	838
Amis	825	825
Amis	485	485
Amis	211 20	205 10
Amis	708	710
Amis	906	910
Amis	98	98 80
Amis	180	180
Amis	224 80	228
Amis	180	180
Amis	708	708
Amis	800	800
Amis	872	860
Amis	2715	2715
Amis	385	385

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	351	351
Alcatel	1075	1075
Alcatel	39	39
Alcatel	353 60	353 60
Alcatel	319	340
Alcatel	8400	8740
Alcatel	782	800
Alcatel	1920	1921
Alcatel	450	450
Alcatel	158	158
Alcatel	382 50	382 50
Alcatel	280	408
Alcatel	405	405
Alcatel	2652	2768
Alcatel	220	220
Alcatel	21800	21800
Alcatel	119	119
Alcatel	120	120
Alcatel	243	243
Alcatel	437	441
Alcatel	590	595
Alcatel	5780	5780
Alcatel	470	470
Alcatel	1400	1400
Alcatel	208	208
Alcatel	180	180
Alcatel	80 70	80 70
Alcatel	408	382
Alcatel	854	850
Alcatel	724	725
Alcatel	320	320
Alcatel	424	425
Alcatel	235	235
Alcatel	1684	1684
Alcatel	46 50	46 50
Alcatel	180	180
Alcatel	115	115
Alcatel	225	225
Alcatel	82 80	82 80
Alcatel	378	378
Alcatel	180	180
Alcatel	134 90	134 90
Alcatel	102	102
Alcatel	463	463
Alcatel	180	180
Alcatel	160	160
Alcatel	280	280
Alcatel	510	524
Alcatel	350	350
Alcatel	225	225
Alcatel	1158	1158
Alcatel	240	242
Alcatel	240	240
Alcatel	888	818
Alcatel	678	678
Alcatel	180	182
Alcatel	115	115
Alcatel	1775	1901
Alcatel	181	184 50
Alcatel	404	404
Alcatel	387	387
Alcatel	187 50	187 50
Alcatel	288	287 50
Alcatel	38	38 50
Alcatel	240	240
Alcatel	70 20	70 20
Alcatel	70 50	70 50
Alcatel	287 20	287 20
Alcatel	274 50	274 50
Alcatel	1148	1180
Alcatel	385	385
Alcatel	1414	1414
Alcatel	285	285
Alcatel	182	182
Alcatel	79	79
Alcatel	38	38
Alcatel	181	181
Alcatel	280	280
Alcatel	589	589
Alcatel	170	170
Alcatel	47 20	47 20
Alcatel	418	422
Alcatel	798	798
Alcatel	225	225
Alcatel	280	280
Alcatel	82	82
Alcatel	884	884
Alcatel	1040	1040
Alcatel	102	102
Alcatel	728	728
Alcatel	80 20	80 20
Alcatel	888	888
Alcatel	770	770
Alcatel	123	123
Alcatel	516	535
Alcatel	1157	1157
Alcatel	840	840
Alcatel	548	548
Alcatel	1894	1894
Alcatel	147	147

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	440	440
Alcatel	340	340
Alcatel	810	809
Alcatel	145	145
Alcatel	1700	1821
Alcatel	425	435
Alcatel	1025	1085
Alcatel	12 20	8 40
Alcatel	1350	1310
Alcatel	380	380
Alcatel	380	380
Alcatel	140	140
Alcatel	448	438
Alcatel	144	132 50

Étrangers

Étrangers	Cours	Dernier cours
A.E.E.	681	
Alcatel	275	367
Alcatel	1076	
Alcatel	368	368
Alcatel	348	355
Alcatel	520	515
Alcatel	370	370
Alcatel	362	362
Alcatel	124	124 80
Alcatel	488	504
Alcatel	348	348
Alcatel	29800	
Alcatel	375 50	380
Alcatel	1180	1210
Alcatel	321	315 10
Alcatel	32 20	32 20
Alcatel	1430	1470
Alcatel	335	354 20
Alcatel	165	165
Alcatel	238	232
Alcatel	347	347
Alcatel	110	112

SECOND MARCHÉ

SICAV 31/12

SICAV 31/12	Cours	Dernier cours
A.A.A.	574 42	580 41
A.A.A.	247 24	252 24
A.A.A.	233 08	230 55
A.A.A.	486 26	483 26
A.A.A.	541 57	517 11
A.A.A.	214 50	214 50
A.A.A.	1052 34	1028 79
A.A.A.	536 67	512 23
A.A.A.	330 21	373 56
A.A.A.	355 45	348 00
A.A.A.	183 11	183 11
A.A.A.	402 27	384 12
A.A.A.	307 88	294 01
A.A.A.	4821 45	4821 45
A.A.A.	1089 22	1038 08
A.A.A.	384 07	385 85
A.A.A.	2481 54	2487 78
A.A.A.	823 03	826 28
A.A.A.	738 51	705 02
A.A.A.	313 33	301 28
A.A.A.	11251 68	11251 68
A.A.A.	380 29	378 56
A.A.A.	386 31	387 79
A.A.A.	478 73	467 02
A.A.A.	2188 14	2068 82
A.A.A.	1282 88	1282 88
A.A.A.	386 31	386 31
A.A.A.	238 87	238 87
A.A.A.	218 86	205 88
A.A.A.	112 84	117 08

LA BATAILLE POUR LE GROUPE PROVIDENCE

M. Pagezy fait monter les enchères

La Compagnie du Midi, présidée par M. Bernard Pagezy, a fait connaître, ce jeudi 2 janvier, les termes de l'offre d'échange qu'elle lance sur les actions de la société La Providence SA, maison mère du groupe d'assurance Présence. Comme on pouvait logiquement s'y attendre après l'introduction, au marché hors-cote de la Bourse de Paris, de sa filiale d'assurance AGP SA, ce sont les actions de cette filiale que la Compagnie du Midi offre à l'échange à raison de sept actions AGP SA pour cinq de Providence SA, assortie d'une garantie, valable un mois, de rachat en espèces des titres AGP à 1050 F par action.

Au cours indicatif de 1260 F de l'action AGP SA atteint en Bourse le 31 décembre dernier, cette parité fait ressortir une valeur de 1760 F pour chaque titre Providence SA, c'est-à-dire très au-dessus des

1100 F offerts par M. Claude Bébeur au nom du groupe Axa (le Monde du 4 décembre). Un pareil bon ne va pas faciliter la tâche du groupe Paribas et de son président, M. Jean-Yves Haberer, qui, dans nos colonnes (le Monde daté 22-23 décembre 1985), avait manifesté leur intention de surenchérir sur l'offre de la Compagnie du Midi. Leur surenchère avait été déclarée irrecevable par la Commission des opérations de Bourse tant que les termes de celle de M. Pagezy ne seraient pas connus.

C'est fait maintenant, et M. Haberer devra offrir réglementairement, 5 % au-dessus du prix de la dernière offre, c'est-à-dire, vraisemblablement, plus que ce qui valait réellement les actions de la Providence SA. Il est très probable en tout cas que l'offre publique du groupe Paribas sera présentée par

deux de ses filiales, la Compagnie bancaire et Opfi-Paribas, pour essayer d'échapper au reproche de nationalisation rampante. Par ailleurs, il n'est pas acquis que tous les partenaires du pacte majoritaire qui, avec Paribas (25 %) détiennent 52 % de la Providence s'associent à cette offre publique.

On remarquera enfin que la Compagnie du Midi a confié à deux établissements bancaires le soin d'assurer la logistique de son offre d'échange, à savoir la Banque Worms, qui appartient au premier groupe d'assurance français, l'UAP (nationalisée) et la Banque Lazard, également présente dans l'assurance par sa filiale La France. Il n'est pas exclu que ces deux établissements jouent un rôle dans l'opération par la suite.

FRANÇOIS RENARD.

LA COMPAGNIE DU MIDI ET AGP SA

Une constellation de cent sociétés

Héritière de l'ancienne Compagnie des chemins de fer du Midi, fondée en 1852 pour exploiter les lignes de chemins de fer à construire dans le sud-ouest de la France, la Compagnie du Midi est devenue en 1977 une société holding du groupe Paternella en absorbant diverses sociétés de ce groupe. Plus récemment, en 1985, une restructuration est intervenue aux termes de laquelle toutes les filiales d'assurances françaises et étrangères ont été apportées à une société holding spécialisée qui a repris la dénomination Assurances du groupe de Paris, AGP SA. Quant aux banques et établissements financiers du groupe, ils ont été, de leur côté, affiliés auprès d'une autre société holding, la Compagnie financière de Paris.

Rassemblant plus de cent sociétés, le groupe de la Compagnie du Midi constitue aujourd'hui le premier groupe financier privé français avec une capitalisation boursière dépassant les 13,4 milliards de francs. Le capital de la société est détenu par environ soixante mille personnes physiques. La nombre d'actions Midi appartenant à des sociétés de son groupe représente moins de 9,5 % du capital, avec un droit de vote double comme toutes les actions immatriculées depuis plus de deux ans.

Présidee par M. Bernard Pagezy, la Compagnie du Midi dont les bénéfices consolidés (part du groupe) ont atteint 730 millions de francs en 1984, opère dans cinq secteurs d'activité : l'assurance avec les Assurances du groupe de Paris, AGP SA, la banque et les établis-

ssements financiers avec le Crédit parisien, Agébanque, Cécico, Soforédit, l'immobilier locatif avec la Compagnie des immeubles de la plaine Monceau, Parimmo, Parigest ; la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières (cinq SICAV, la Société de placements adhésions, Penhoët...) et l'industrie (Brasseries et glaciers internationales, Graines Clause, Entrepôts et magasins généraux de Paris, Compagnie auxiliaire du Midi, Chemins de fer et transports automobiles, Société immobilière des allumettes...), rappelle la charge Puget, qui a consacré une étude à ce groupe.

Introduite le 27 décembre dernier au marché hors cote de la Bourse de Paris sur la base d'un cours indicatif de 1 000 francs par action, AGP SA regroupe sept sociétés françaises (dont opérant en branche dommages et deux en branche vie) et dix sociétés exerçant leur activité en Italie, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Belgique, au Luxembourg et en Allemagne fédérale. L'ensemble représente un volume de primes d'assurances de 6,8 milliards de francs en 1984, dont 20 % à l'étranger. Cette société au capital de 557 millions de francs n'a pu être cotée le premier jour de son introduction en raison d'une demande excessive (8,7 millions d'actions). Il en a été de même le 30 décembre avec plus de 12 millions d'actions AGP demandées, seul étant déterminé un prix indicatif de 1 165 francs. Le lendemain, 5 % des demandes ont pu être satisfaites sur la base d'un cours de 1 260 francs, soit environ 525 000 actions.

APRÈS LA REPRISE DU TRAVAIL

Sacrifices pour les salariés des transports en commun de Saint-Etienne

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Après quinze jours d'arrêt total, les tramways de la STAS (Société de transports de l'agglomération stéphanoise) ont repris le travail le mercredi 1^{er} janvier, après avoir passé un accord avec les représentants de la direction le 31 décembre.

La STAS avait été paralysée le 10 décembre à l'appel des sections CGT, CFDT, FO, qui refusaient de consentir aux sacrifices que demandait la direction : à savoir, une économie de 5 millions de francs en deux ans, réalisée en rognant sur certains avantages acquis, ou trente-deux licenciements dans un avenir proche.

Les syndicats ne voulaient ni de l'une ni de l'autre... Mais leurs signatures ont néanmoins avalisé, mardi, un compromis. Contre la promesse qu'il n'y aura aucun licenciement « sec », ils ont en effet lâché du lest.

Il s'est d'accord en effet pour accepter dès 1986 la diminution de 40 % de la « dotation d'habillement » (de près de 2000 F annuels pour certains) ; la suppression de la prime de chaussettes (près de 90 F) ; la suppression de deux heures annuelles d'information syndicale, payées à l'ensemble du personnel ; l'augmentation de dix minutes, du temps de conduite du personnel roulant par jour (effet au 1^{er} septembre). S'y ajouteront en 1987, le retour à trois jours de carence en cas de maladie ; un repos pour cinq dimanches ; trente et un jours de congés annuels ; un aménagement du temps de travail des agents de maîtrise, à définir. En revanche, le protocole prévoit

l'abandon de toute action en justice de la part du maire de Saint-Etienne, M. Dubanchet, pour entrave à la liberté du travail. Le maire de Saint-Etienne avait demandé l'intervention de la police, mais le préfet l'avait refusée. Le conflit avait été marqué par deux votes : l'un, au début, organisé par M. Dubanchet, avait donné 159 voix pour la reprise du travail, contre 59. Le deuxième, le 29 décembre, organisé par les syndicats, avec 445 voix (sur un effectif de 730), avait enregistré 226 voix pour la continuation de la grève.

GUY ROUGIER.

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

JEUDI 2 JANVIER

ÉMISSION SPÉCIALE

présentée par PIERRE-EMMANUEL SUDRES

VENDREDI 3 JANVIER

Guy Bedos

Face au « Monde »

avec CHRISTINE FAUVET-MYCIA et CHRISTIAN VILLAIN

ACCORD

ENTRE LA DIRECTION ET LES SYNDICATS DU GROUPE MIRROR

M. Robert Maxwell, PDG du Mirror Group Newspapers (MGN), et les syndicats du Livre - National Graphical Association (NGA) et Sogat 82 - sont parvenus, dans la nuit du mercredi 1^{er} au jeudi 2 janvier, à un accord sur le plan de restructuration du groupe présenté par la direction en novembre dernier (le Monde du 8 novembre).

M. Maxwell a accepté de conserver une soixantaine d'emplois supplémentaires par rapport au plan initial. L'accord prévoit désormais 2 100 licenciements (sur un total de 7 100 emplois) qui se feront sur la base de départs volontaires. Ils ont été acceptés par soixante-neuf des soixante-treize sections syndicales du groupe.

Cet accord a été qualifié par M. Maxwell de « changement historique dans les pratiques en cours à Fleet Street », cette rue de Londres qui abrite les grands quotidiens britanniques. Le magnat de la presse en Grande-Bretagne, dont le groupe représente un tirage global de 10 millions d'exemplaires (3,4 millions pour le seul Daily Mirror, proche de l'opposition travailliste), avait pourtant annoncé dans la soirée du 1^{er} janvier que les négociations avec les syndicats du Livre avaient échoué. Il avait alors menacé d'arrêter la publication de tous les journaux du groupe pendant dix-huit mois.

L'accord passé entre direction et syndicats intervient à la suite de nombreux conflits.

M. PIERRE CASALTA EST NOMMÉ À LA TÊTE DE LA SOMERA

M. Pierre Casalta, directeur général de Radio-Méditerranée Internationale (Médi 1), vient d'être nommé directeur général de la SOMERA (Société monégasque d'exploitation et d'études de radio-diffusion). Cette société, filiale de Radio-Monte-Carlo et de Télédiffusion de France, diffuse des programmes en ondes moyennes à destination du Proche et du Moyen-Orient à partir d'un émetteur situé à Chypre. M. Casalta remplace M. Gérard Pruvost, conseiller des affaires étrangères, qui a pris la direction d'Air Waves Ltd., une société de régie publicitaires tournée particulièrement vers les agences de presse du monde arabe.

[Né en 1936, M. Pierre Casalta est entré à RMC en 1964, d'abord au secteur des variétés, puis à la rédaction, avant d'être chargé en 1968 de la mise en place du bureau RMC de Marseille et de l'extension de la zone de diffusion et d'écoute de la station. Détaché auprès de la SOFIRAD pour étudier la création à Tanger d'une station de radio française, il est devenu en octobre 1980 directeur général de Radio-Méditerranée Internationale, poste qu'il conserve parallèlement à ses nouvelles fonctions. Il est également, depuis octobre 1985, PDG de la Compagnie libanaise de télévision.]

LES VŒUX EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Wibaux : « L'équité impose de meilleures répartitions »

Le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Fernand Wibaux, a adressé ses « vœux d'un bonheur pacifique » pour 1986 à tous les habitants de ce territoire, en les invitant à « oublier un instant les discours politiques » pour réfléchir sur des considérations relevant du « simple bon sens », au cours d'une intervention à la télévision locale, mardi soir 31 décembre.

« Vous vous trouvez dans un pays magnifique, propice à la douceur de vivre, où il y a de la place pour tous, et plus encore », a-t-il déclaré. « Nul doute que les récents désordres que vous avez subis ne se seraient pas produits s'il avait été tenu compte en son temps des impératifs d'une évolution normale et nécessaire. Les réformes structurelles qui viennent d'être mises en œuvre visent à combler ce retard (...). Il importe maintenant que chacun, à tous les niveaux, assure sa propre responsabilité », a-t-il poursuivi.

« Sur cette terre qui est la vôtre, l'équité impose de meilleures répartitions », et « aussi une coexistence paisible dans la diversité des origines », a lancé M. Wibaux à l'adresse des Calédoniens de toutes ethnies.

L'allocation de M. Mitterrand

« L'EXERCICE D'UN ATHLÈTE DE FOIRE » selon « l'Humanité »

Après un délai de réflexion de vingt-quatre heures, l'Humanité de ce jeudi 2 janvier consacre son éditorial aux vœux présentés par M. Mitterrand le 31 décembre. « Quelque présentés sur un air de tout va mieux, Madame la marquise », ces vœux « n'enrichiront pourtant pas l'histoire du music-hall », écrit Serge Leyrac. « L'acteur a peut-être manqué son effet pour en avoir comme on dit trop joué », ajoute-t-il.

Pour l'organe central du PCF, « François Mitterrand a assuré nos concitoyens qu'ils avaient tous lieu d'être satisfaits de son action. C'est vrai des bourgeois et du grand patronat (...). Leur profit se sont bien arrondis. Il se targue d'avoir assaini la situation économique dans certains de ces aspects. Ce qui s'est traduit par le massacre de nombre de nos industries essentielles ainsi que du savoir-faire de millions de nos travailleurs ».

Bien que le président de la République ait souligné que, « pour la première fois depuis seize ans, le chômage a cessé de croître », Serge Leyrac note que par « distraction ou souci de ne pas affliger le public, le mot chômage ne figurait pas dans son message ». En conclusion, l'éditorialiste communiste écrit que M. François Mitterrand « s'est livré à un exercice qui n'est pas sans rappeler ces athlètes de foire soulevant, tous biceps bandés, des fontes creuses ».

En matière de sécurité et de paix publique, sans lesquelles il n'est « pas d'avenir possible (...), au cours des derniers mois, nous avons progressé de façon appréciable, mais les résultats demeurent encore insuffisants [et] l'effort sera donc poursuivi », a annoncé le haut commissaire. M. Wibaux a souligné que « le retour à la sécurité nécessite aussi le sang-froid dans les réactions, la méfiance à l'égard des rumeurs exagérément alarmistes, mais rarement innocentes, un effort de compréhension de la sensibilité de l'autre ».

De son côté, dans un message télévisé enregistré à Paris, où il se trouve actuellement, le président du Congrès du territoire, M. Dick Ukeiwé (RPCR, anti-indépendantiste) a annoncé « avec certitude » que la Nouvelle-Calédonie allait « enfin sortir des ténébreuses » en 1986.

M. Chirac :

« Solidarité retrouvée »

Le président du RPR, M. Jacques Chirac, dans un télégramme adressé, mardi, aux habitants de la Nouvelle-Calédonie à souhaiter, pour sa part, que cette nouvelle année soit pour eux « celle de l'unité et de la solidarité retrouvées », et que 1986 « soit marquée par la victoire des forces de progrès et de liberté sur les tenants du sectarisme et de l'intolérance ».

Soulignant l'attachement « plus profond, plus fort » ressenti au fil des mois par les métropolitains pour leurs compatriotes du bout du monde, M. Chirac poursuit : « Cet attachement qui vient du cœur, c'est votre dignité et votre mesure qui l'ont renforcé et qui en ont fait le meilleur garant, aussi longtemps que vous le souhaitez, d'un avenir solidaire au sein de la République française ».

En conclusion, M. Chirac, citant la phrase souvent inscrite sur les murs de Nouméa : « Ni nous sans vous, ni vous sans nous », a souligné : « J'ai été frappé qu'avec des mots si simples on puisse exprimer si fortement l'amitié et la solidarité, et c'est pourquoi, ce soir, je vous dis simplement, au nom de tous vos amis d'ici : ni « nous sans vous, ni vous sans nous », afin que cette nouvelle année soit pour la Nouvelle-Calédonie celle de l'unité et de la solidarité retrouvées ».

LATREILLE

SPECIALISTE DU TRÈS BEAU VENTRE

SOLDES ANNUELS

QUALITÉS IRREPROCHABLES

PRIX EXCEPTIONNELS

62 rue St André-Arts 6^e

Tél : 43.29.44.10

PARCOURS ATTENTIF À NOS TRAVAUX

A NOS LECTEURS

La chronologie des événements de l'année 1985 sera publiée dans « le Monde Aujourd'hui » daté 5-6 janvier.

Le numéro du « Monde » daté 2 janvier 1986 a été tiré à 332 002 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

A B C D E F G

location facilitée : les soirées ouvertes

Des salles entièrement réservées à la location (sans abonnements) pour les spectacles les plus demandés.

BULLETIN DE RÉSERVATION POUR LES SOIRÉES OUVERTES

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
TEL _____

Co-joint un règlement de

Je souhaite réserver :
□ 35 F □ 45 F □ 65 F □ 110 F

pour la représentation de :
□ mercredi 15 à 20 h 30 Le Misanthrope + Hommage à Molière
□ samedi 25 à 20 h 30 Le Balcon
□ dimanche 26 à 14 h 30 Le Misanthrope
□ samedi 1^{er} fév. à 20 h 30 Le Menteur

Les demandes seront traitées dans l'ordre d'arrivée et dans la limite des places disponibles. Bulletin à retourner accompagné d'une enveloppe timbrée au moins 10 jours avant la date de la représentation choisie.

COMÉDIE FRANÇAISE - LOCATION BP 206

75021 PARIS CEDEX 01

42.96.10.20

Comédie Française

Comédie Française